



istom

ISTOM

Ecole d'Ingénieur en Agro-Développement International

32, Boulevard du Port F.-95094 - Cergy-Pontoise Cedex
tél : 01.30.75.62.60 télécopie : 01.30.75.62.61 istom@istom.net



istom

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES

**ENJEUX ET PERSPECTIVES DU CAFE
DANS LES AGRICULTURES FAMILIALES
DE LA REGION DU MONT KENYA**



JUILLET 2009

Montzieux Mathilde
Promotion 95
Stage effectué au Kenya
Du 31/05/2008 au 01/12/2008

Au sein de : **World Agroforestry Centre (ICRAF).**

Maître de stage : Pinard Fabrice
Directrice de Mémoire : Sibelet Nicole
Tuteur dans l'organisme : Oswald Marc



ISTOM

Ecole d'Ingénieur en Agro-Développement International

32, Boulevard du Port F.-95094 - Cergy-Pontoise Cedex
tél : 01.30.75.62.60 télécopie : 01.30.75.62.61 istom@istom.net

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES

ENJEUX ET PERSPECTIVES DU CAFE DANS LES AGRICULTURES FAMILIALES DE LA REGION DU MONT KENYA

JUILLET 2009

Montzieux Mathilde
Promotion 95
Stage effectué au Kenya
Du 31/05/2008 au 01/12/2008

Au sein de : **World Agroforestry Centre (ICRAF).**

Maître de stage : Pinard Fabrice
Directrice de Mémoire : Sibelet Nicole
Tuteur dans l'organisme : Oswald Marc

RESUME

RESUME

Le secteur du café kenyan a été fortement touché par la crise internationale des prix du café de 1998 à 2004 doublée d'une forte inflation. Plus récemment, l'augmentation des prix de la nourriture et des produits chimiques a d'autant plus réduit les revenus des producteurs. Aujourd'hui, les acteurs du secteur s'interrogent sur la rentabilité du café et se préoccupent pour l'avenir de leur production renommée. En 2008, 160 producteurs de 3 coopératives différentes de la principale zone productrice de café du Kenya ont été interrogés. Les résultats montrent que la rentabilité du café est faible pour la majorité des producteurs. Cependant, le café continue d'être produit comme une culture traditionnelle de rente dans l'espoir que les prix remontent et comme moyen d'accéder au crédit via la coopérative, pour ensuite payer les frais de scolarité et les intrants. La rentabilité de l'exploitation est uniquement maintenue grâce à d'autres sources de revenus comme les activités hors de l'exploitation, la production de lait, d'arbres et de maraîchage. Les producteurs, pour maintenir le renouvellement de leur exploitation, optent pour des stratégies de diversification des revenus et une capitalisation où les arbres et animaux jouent un rôle important. Pour raviver la culture du café au Kenya, il est démontré que la qualité doit être valorisée de façon durable.

Mots clés : café, Arabica, agroforesterie, stratégie, innovation, agriculture familiale, coopérative, filière

ABSTRACT

Kenya coffee sector was adversely hit in the recent years by the world price crisis from 1998 to 2004 doubled with an important inflation. More recently, the increasing price of food and agrochemical products has again lowered coffee farmers' income. Nowadays, Kenyan coffee stakeholders question the profitability and worry about the future of their well renowned production. In 2008, 160 farmers from three cooperatives of the largest coffee producing region of Kenya were interviewed. Results showed that coffee profitability were low for the majority of farmers. Nevertheless, coffee is still grown mainly as a traditional cash crop with a hope for better future price and a means to access credit through the cooperative for school fees and inputs. Farm profitability was only maintained through other sources of income like off farm revenue, dairy products, tree products and horticulture. Farmers' strategies to reach this positive trade-off include various options of income diversification and capitalization, where trees and animals play an important role. To revitalize the Kenyan coffee production, it is demonstrated that quality must be improved in a sustainable way.

Key words: coffee, Arabica, agroforestry, strategies, innovation, small scale farmers, cooperative, sector

RESUMEN

El sector del café en Kenya fue afectado por la crisis internacional de los precios desde 1998 hasta 2004 redoblada con una tasa de inflación constante. Más recientemente, el aumento del precio de la comida y de los productos agroquímicos ha reducido aun más el beneficio de los productores de café. Hoy en día, los actores del sector en Kenya están preocupados por el futuro del famoso cultivo. En 2008, 160 productores de 3 cooperativas de la región más productiva de café de Kenya fueron entrevistados. Los resultados muestran que los beneficios del café están bajos para la mayoría de ellos. Sin embargo, el café sigue produciéndose como un cultivo tradicional de renta con la esperanza de una vuelta a precios más altos y como acceso para el crédito a través de la cooperativa, con el objetivo de pagar la escuela y los fertilizantes. La rentabilidad de la explotación solo esta mantenida gracias a otras fuentes de remuneración tal como actividades fuera de la granja, producción de leche, de árboles y horticultura. Para alcanzar el balance, las estrategias de los productores incluyen varias opciones de remuneración y capitalización, donde árboles y animales desempeñan un papel importante. Para la revitalización de la producción de café, está demostrado que la cualidad tiene que ser valorizada de manera sostenible.

Palabras llaves: café, Arabica, agroforesteria, estrategias, innovación, agricultura familiar, cooperativa, sector

TABLE DES MATIERES

RESUME.....	3
TABLE DES MATIERES	4
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	6
LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES	8
REMERCIEMENTS.....	9
INTRODUCTION.....	10
PARTIE 1 : L'ENVIRONNEMENT DU SECTEUR CAFE AU KENYA.....	12
1. LE DEVELOPPEMENT DU CAFE DANS LA REGION DU MONT KENYA	12
1.1. <i>Historique du café au Kenya : une culture de rente structurante.....</i>	<i>12</i>
1.2. <i>La crise sociale du café kényan : l’empreinte de la colonisation.....</i>	<i>12</i>
1.2.1. Un système foncier formaté : la privatisation des terres	12
1.2.2. Le café et « l’africanisation des terres » après l’indépendance	14
1.2.3. Place du café dans l’économie nationale avant la libéralisation.....	15
1.3. <i>Crise internationale du café : répercussion sur l’économie nationale.....</i>	<i>15</i>
1.3.1. Les cycles économiques de la production du café.....	16
1.3.2. Fin de la régulation internationale : risque de crise.....	16
1.3.3. La filière kenyane restée figée face à la libéralisation.....	18
1.3.4. Des bénéfices trop faibles pour les producteurs kenyans	18
2. LE FONCTIONNEMENT DE LA FILIERE CAFE KENYANE	20
2.1. <i>De la cerise au café vert.....</i>	<i>20</i>
2.1.1. Le caféier : l’arabica.	21
2.1.2. Le calendrier et les pratiques culturelles.	21
2.1.3. La transformation.....	23
2.1.4. La qualité d’un café	23
2.2. <i>Les acteurs d’une filière structurée mais désorganisée.....</i>	<i>25</i>
2.2.1. Le contrôle du Coffee Board of Kenya	25
2.2.2. Le mouvement coopératif : le cas du café.....	25
2.2.3. Les usines de déparchage : <i>Millers</i>	26
2.2.4. La commercialisation.....	26
2.2.5. L’export : le transport	27
2.2.6. Les consommateurs.....	27
2.2.7. Les services.....	28
2.2.8. Un cadre légal en évolution	29
2.2.9. Des initiatives privées d’autoréglementation de la qualité : la certification.....	31
2.3. <i>Les nouvelles contraintes de cette filière.....</i>	<i>31</i>
2.3.1. L’urbanisation rapide	31
2.3.2. Une filière lait structurée et dynamique	32
3. LE MONT KENYA : DES ZONES AGRO ECOLOGIQUE FERTILES	33
3.1. <i>La menace du CBD.....</i>	<i>33</i>
3.2. <i>Un morcellement des terres.....</i>	<i>35</i>
3.3. <i>Une zone agro-écologique qui s’épuise.....</i>	<i>35</i>
SYNOPSIS 1	37
PARTIE 2 : ETUDE DE LA PLACE DU CAFE DANS LES AGRICULTURES FAMILIALES	38
1. COMPARAISON DES 3 ZONES ETUDIEES	38
2. METHODOLOGIE SUIVIE	40
2.1. <i>L’échantillonnage.....</i>	<i>40</i>
2.1.1. Premier temps : entretiens raisonnés et semi-directifs	40
2.1.2. Deuxième temps : entretiens quantitatifs et directifs	40
2.2. <i>Triangulation et analyses des données.....</i>	<i>41</i>
2.3. <i>Restitutions.....</i>	<i>41</i>
2.4. <i>Les limites de la méthodologie</i>	<i>42</i>
2.4.1. Visite des producteurs via une coopérative.....	42
2.4.2. Entretiens sur l’exploitation	42

2.4.3.	L'échantillonnage non représentatif.....	42
3.	LA STRUCTURE DES EXPLOITATIONS FAMILIALES	42
3.1.	<i>Les unités de consommation</i>	42
3.1.1.	Le réseau social.....	44
3.1.2.	La répartition des activités agricoles au sein de la famille.	45
3.1.3.	Les besoins de base : l'alimentation et l'habitation.....	45
3.1.4.	De l'usufruit des caféiers à la gestion de l'exploitation héritée.....	46
3.2.	<i>Les unités de productions</i>	47
3.2.1.	Les facteurs limitants de la production de café selon les producteurs	47
3.2.2.	Les pratiques concernant le café selon les 3 zones.....	49
4.	DONNEES RECUEILLIES SUR LA PLACE DU CAFE AU SEIN DES EXPLOITATIONS	50
4.1.	<i>Bilan économique : comparaison des 3 zones étudiées</i>	50
4.2.	<i>L'importance du café dans les revenus monétaires</i>	52
4.3.	<i>Le café : une production multifonctions</i>	53
4.4.	<i>La gestion des petites unités de production</i>	54
4.4.1.	L'association du café, une gestion de la fertilité	54
4.4.2.	La diversification, une gestion du risque	55
4.4.3.	L'association de l'élevage et l'agroforesterie	56
4.5.	<i>Eléments des stratégies différenciées mises en place</i>	57
4.5.1.	Les stratégies selon les opportunités de marché.....	57
4.5.2.	Les stratégies pluriactives selon l'âge.....	58
4.5.3.	Profils des résultats statistiques.....	62
	SYNOPSIS 2 :	63
	PARTIE 3 : QUEL AVENIR POUR LE CAFE DANS LES EAF DU MONT KENYA ?	64
1.	LES CONSEQUENCES DES CRISES DU CAFE AU KENYA.....	64
2.	L'AGROFORESTERIE, UNE REPOSE A CE CONTEXTE EN CRISE ?	65
3.	LES TRAJECTOIRES DES EXPLOITATIONS	67
4.	L'EFFET REGIONAL SUR LES SCENARIOS D'EVOLUTION.....	70
4.1.	<i>Face à des coûts de production peu compétitifs</i>	70
4.2.	<i>Face au marché d'une production consommée et transformée localement</i>	70
4.3.	<i>Face à l'urbanisation, un complexe attractif</i>	71
4.3.1.	La modernisation de l'agriculture mais par quelle voie ?	71
4.3.2.	L'intensification, chimique ou biologique ?.....	72
4.3.3.	Des opportunités formelles ou informelles ?.....	72
4.4.	<i>Migrations, une redistribution des terres</i>	73
4.5.	<i>Une professionnalisation de l'agriculture, mais une déscolarisation aussi</i>	73
5.	LEVIER D'ACTION ET POTENTIALITE DE DEVELOPPEMENT	74
5.1.	<i>Une gestion raisonnée des intrants en système agroforestier</i>	74
5.2.	<i>Une réorganisation des acteurs de la filière café kenyane</i>	74
5.2.1.	Une collaboration des acteurs pour une production durable	74
5.2.2.	Réduction des intermédiaires : transparence et augmentation des revenus du producteur.	75
5.3.	<i>Politiques économiques et sociales liées au café</i>	76
5.3.1.	Promouvoir la qualité, l'avantage concurrentiel du Kenya.	76
5.3.2.	Maîtriser la création de valeur ajoutée.	77
5.3.3.	Vers une libéralisation complète ?	78
5.4.	<i>L'éthique des affaires</i>	79
	CONCLUSION.....	80
	BIBLIOGRAPHIE.....	83
	TABLE DES ANNEXES	86

TABLE DES ILLUSTRATIONS

FIGURE :

Figure 1 : Production de café vert au Kenya (1950-2008)	15
Figure 2 : Cours mondiaux des arabicas doux colombiens.....	16
Figure 3 : Cours mensuel sur les marchés à termes de New York avant et après AIC	17
Figure 5 : Flux de café et d'argent du producteur au consommateur	20
Figure 6 : Caféier SL, Gaturiri, Karatina, 2008.	22
Figure 7 : Caféier, Ruiru 11, Karatina, 2008.	22
Figure 8 : Greffage du Ruiru 11 sur du SL, Karatina, 2008	22
Figure 9 : Association des caféiers avec sukumawiki, tomatoe tree et haricot, Karatina.2008.	22
Figure 10 : Préparation du sol avec du fumier pour association café - bananiers, Karatina, 2008.	22
Figure 12 : Acteurs de la filière café au Kenya	27
Figure 13 : Les principaux acheteurs de café kenyan en 2006.	28
Figure 14 : Structure de la filière lait au Kenya, 2004.	32
Figure 15 : Production de lait au Kenya.	32
Figure 16 : Flux d'azote dans la zone «théier – caféier – laiterie» du district d'Embu.....	36
Figure 17 : Processus possible de réduction de la fertilité des revenus du café	36
Figure 18 : Les zones productrices de café de la région centrale du Kenya.....	39
Figure 19 : Les 3 zones agro écologique de la région du Mont Kenya étudiées	39
Figure 20 : Les catégories d'âge ayant des enfants dans le secondaire	43
Figure 21 : Aperçu de l'environnement social des familles étudiées	44
Figure 22 : Système foncier et mécanisme d'héritage chez les Kikuyus aujourd'hui.	46
Figure 23 : Les facteurs de la production du café	47
Figure 24 : Moyens de production intervenants dans la culture du café.....	48
Figure 25 : Charges opérationnelles dans la production de café selon les 3 zones.	49
Figure 26 : La rentabilité du café selon les 3 zones pour les deux saisons 2006/2007 et 2007/2008.....	51
Figure 27 : Des productions multifonctions	54
Figure 28 : Activités actuellement pratiquées selon la zone	56
Figure 29 : Projet de production agricole selon la zone	56
Figure 30 : Café : Quantité x Prix – Intrants selon l'âge.	59
Figure 31 : VAN du café [Café = Quantité x Prix - (Intrants + MO)] selon l'âge.....	59
Figure 32 : Revenu net selon l'âge	59
Figure 33 : Choix de productions agricoles selon les âges	61
Figure 34 : Projet d'investissement agricole selon les âges.....	61
Figure 35 : Système d'exploitation agroforestier.....	66
Figure 36 : Plantation d'eucalyptus par le père sur une parcelle.....	68
Figure 37 : Trajectoire des exploitations.....	69
Figure 38 : Ventilation sectorielle du PIB du Kenya en 2007.....	78
Figure 39 : Comparaison des prix du café avant et après l'AIC.	90
Figure 41 : Repartition de la population au Kenya	96
Figure 42 : Incidence de la pauvreté rurale au Kenya	96
Figure 43 : Diminution de la teneur en azote dans la région du Mont Kenya.	96
Figure 44 : Représentation quantitative des flux d'azote (kg/vache/an) en système de “ zero-grazing” au Kenya.	112
Figure 45 : Nombre de source de revenus monétaires et positionnement du café, Karatina.	120
Figure 46 : Nombre de source de revenus monétaires et positionnement du café, Kangema.....	120
Figure 47 : Nombre de source de revenus monétaires et positionnement du café, Embu.....	120
Figure 48 : ACP des variables (opérations, association, surfaces, famille, animaux) concernant la culture du café pour les 3 coopératives.	123

TABEAU :

Tableau 1: Structure de chaine de valeur du café au Kenya	25
Tableau 2 : Fonds du STABEX alloués au projet SCIP II, 1998	30
Tableau 3 : Les zones agro écologiques de la région du Mont Kenya.....	33
Tableau 4 : Comparaison des zones étudiées (densité et ZAE)	38
Tableau 5: Corrélation des variables selon l'âge.....	43
Tableau 6 : Corrélation des variables selon la taille de la terre	43
Tableau 7 : Coûts de production moyen des 3 coopératives.....	50
Tableau 8 : Rendement de café par arbre selon l'âge.....	58
Tableau 9 : Rendement de café par arbre selon la taille de la ferme.....	58
Tableau 10 : Projet d'investissement hors exploitation	60
Tableau 11 : Synthèse des différentes échelles et secteurs touchés par les crises.....	65
Tableau 12 : Calendrier de la culture du café	91
Tableau 13: Comparaison des 3 coopératives partenaires de l'étude et échantillonnage	104
Tableau 14 : ACP avec les variables (land size, Family size, Number of animals, Age, Coffee trees)	111
Tableau 15 : Calcul du seuil de survie pour 4 personnes.....	114
Tableau 16 : Coût de production selon différentes intensités de conduite.	115
Tableau 17 : Coût d'installation pour la variété SL.....	115
Tableau 18 : Récapitulatif des seuils.....	116
Tableau 19 : ACM, dépouillement des facteurs F1 et F2 : les profils de stratégie dégagés	122
Tableau 20: Les productions et leurs facteurs limitant.....	124

LISTE DES ABREVIATIONS ET DES SIGLES

ALDEV : African Land Development
CBD : Coffee Berry Disease
CBK : Coffee Board of Kenya
CoDF : Coffee Development Fund
CRF : Coffee Research Foundation
CIRAD : Centre International de Recherche en Agronomie pour le Développement.
EAF : Exploitation Agricole Familiale
EPZ : Export Processing Zone
FAO : Food International Organisation
GOK : Gouvernement Of Kenya
ICRAF : International Council for Research in Agroforestry, (World Agroforestry Center).
KCC : Kenya Creameries Cooperative
KPCU : Kenya Planter Cooperative Union
KTCA : Kenya Trader Coffee Association
MO : Main d'œuvre
OIC : Organisation International du Café
PAS : Politique d'Ajustement Structurelle
RDT : Rendement
SCIP : Second Coffee Improvement Project
STABEX : Stabilization of Export
USDA : United State Department of Agriculture
UE : Union Européenne
VAB : Valeur Ajoutée Brute
VAN : Valeur Ajoutée Net
ZAE : Zone Agro Ecologique

Ha : Hectare
Kg : Kilogramme
Hj : Homme Jour
Nb : Nombre

1€ = 100Ksh
1acre = 0,4ha
Hj = Journée de travail d'une personne (8h)

REMERCIEMENTS

En tout premier lieu, je remercie Fabrice Pinard et Philippe Vaast d'avoir accepté ma candidature pour réaliser cette étude. De même que les organismes, CIRAD et ICRAF qui m'ont accueillie, méritent une attention particulière.

Je tiens ensuite à remercier Nicole Sibelet pour la rigoureuse et efficace préparation méthodologique pré-terrain effectuée à Montpellier ainsi que pour son soutien et son agréable présence à distance comme sur le terrain, lors des restitutions.

Puis, je souhaite remercier Patrick Mbataru, Anand Aithal de leur collaboration sur le terrain et Jane Pole pour ses conseils statistiques.

Un grand merci aux managers des trois coopératives qui m'ont autorisée à réaliser mon étude aux côtés des traducteurs Patrick, Nancy, Gatumu, Martha, sans qui le dialogue avec les producteurs n'aurait pas été possible ; les longues marches, pas aussi intéressantes et conviviales.

Mes remerciements également à tous les paysans et autres opérateurs de la filière interrogés.

Je ne peux oublier toutes les personnes qui m'ont hébergé ou chaleureusement convié au sein de leur habitation, avec qui j'ai partagé des moments privilégiés.

Enfin, je remercie l'ISTOM et le corps enseignant pour ces 5 années d'études qui se terminent avec la remise de ce mémoire.

INTRODUCTION

Le café, majoritairement produit dans les pays en voie de développement et émergents, est surtout consommé dans les pays du nord. Aujourd'hui, la chaîne de valeur du café est caractérisée par un « paradoxe » : un boom du café dans les pays consommateurs marqué par un engouement pour les cafés de spécialité à travers l'expansion des chaînes de café-bar et une crise dans les pays producteurs (Daviron et Ponte, 2007). Or le nombre de personnes vivant de la caféiculture est estimé à 125 millions dont 25 millions de petits producteurs (Barel, 2003).

Dans la caféiculture, la récolte se fait manuellement et les terres cultivées sont souvent situées sur les flancs de montagne (pour l'arabica) : les frais de main-d'œuvre constituent plus de 70% des coûts de production. En période de crise, quand les prix de vente s'approchent ou se situent au-dessous du prix de revient, il est difficile aux grandes plantations de payer leurs salariés alors que les petits exploitants ne se rémunèrent pas le travail familial (Charlery de la Masselière, 2002). Ceci est à associer au fait que 70% de la production mondiale de café provient d'exploitations principalement familiales de superficie inférieure à 10 hectares, le plus souvent en dessous de cinq hectares (Barel, 2003).

Au Kenya, le café est le cinquième pourvoyeur de devises, derrière les transferts d'argent issu de l'émigration, le thé, le tourisme et l'horticulture (Ubifrance, 2007). Environ 60% de la production caféière kenyane est fournie par près de 600 000 petites exploitations familiales indépendantes regroupées en 275 coopératives et 40% par les grandes plantations (appelées *Estates*). La quasi-totalité du café est transformée au niveau primaire par des centres de dépulpage gérés par des coopératives comme la puissante KPCU¹ ou de grandes plantations. (Daviron et Ponte, 2007).

Suite à une libéralisation « partielle² » de la filière dans les années 1990, le secteur café kenyan subit de plus en plus la compétition internationale et s'expose davantage aux risques de crise à l'exemple de la chute historique des cours mondiaux en 2001 (New York pour l'Arabica), même si la qualité particulière de l'arabica produit au Kenya bénéficie de prix toujours supérieurs à la bourse de Nairobi (Annexe 1). Depuis 1990, la filière kenyane, peu compétitive, est en récession, avec une production qui a baissé de 90 à 50 millions de kilogramme en 2005 (OIC) et une baisse globale de la qualité produite. Pour remédier à la conjoncture économique défavorable, le gouvernement kenyan a proposé aux producteurs de vendre directement leur production, sans passer par le système de vente aux enchères (Ubifrance, 2007). Un autre paradoxe inhérent au premier : le marché international est inondé de produit de « qualité inférieure », alors qu'il manque considérablement de café haut de gamme ; le marché de spécialité est à l'origine d'une croissance des ventes de 5 à 20% par an (Daviron et Ponte, 2007).

¹ Kenya Planters' Cooperative Union

² Les seuls véritables changements sont induits par le processus de libéralisation : 1. Les producteurs sont payés en dollars afin de réduire le risque associé au taux de change, 2. Un système de paiement individuel a été institué, 3. les usines de séchages privées ont reçu l'autorisation de fournir des services commerciaux sous un régime de concurrence avec la principale KPCU, 4. Les coopératives et les plantations peuvent choisir leur agence de paiement. (Benoit Daviron et Stefano Ponte, 2007).

Même les *Estates* diversifient leurs sources de revenus. Ainsi, Sasini Tea and Coffee, l'un des plus importants producteurs de thé et de café au Kenya, employeur de près de 5 000 personnes, s'est lancé dans la production de petits pois, de haricots et même de produits laitiers. Les petits producteurs choisissent, eux, parfois de cultiver des cultures vivrières voire plus rémunératrices à défaut d'être licites telle que le Khat. (Charlery de la Masseliere, 2002). Malgré des réactions du gouvernement, l'évolution laisse à penser que la filière affronte une crise profonde.

Face aux changements engendrés par la crise actuelle, les agricultures familiales sont souvent décrites comme ayant une capacité de résistance et une aptitude à surmonter ce choc pour retrouver une situation d'équilibre et de durabilité (résilience), notamment par l'innovation des producteurs. Il convient donc de s'interroger de l'impact de tels chocs sur le niveau de vie des paysans. Par quels moyens les agricultures familiales résistent-elles ? Quelles sont les contraintes et les opportunités qui les incitent à se transformer ? Et comment finalement évoluent-elles ?

Pour répondre à ces questions et envisager les perspectives d'évolution de cette société rurale, il s'agit d'abord de comprendre comment celle-ci s'est organisée dans le temps et dans l'espace. Pour cela, il est important de mettre en évidence les facteurs discriminants qui régissent l'organisation des unités de production individuelles et collectives.

Ces exploitations agricoles familiales se sont organisées en fonction des cadres et contraintes de l'environnement dans lequel elles s'inscrivent. Outre les contraintes agro écologiques ; il est donc important de considérer l'histoire de la zone, le contexte socio-économique (démographique, marché, infrastructures) et le droit foncier qui instaure des rapports de forces.

Cet environnement est en perpétuelle évolution. Du fait de la contingence du système, le chef d'exploitation doit adapter son unité de production en fonction des crises, des changements et donc des cadres et contraintes exogènes qui évoluent, mais aussi endogènes tels que les facteurs de production (main d'œuvre familiale, capital et surface de la terre).

Face à cet environnement, les stratégies adoptées par les producteurs deviennent l'objet central de l'étude qui permettra ensuite de construire des perspectives.

Dans le cas des exploitations familiales productrices de café de la région du Mont Kenya, les perspectives et les leviers d'action pour améliorer les conditions de vie de ces agricultures familiales, ne pourront être formulés qu'après la compréhension du jeu des acteurs et des interdépendances clés selon les 3 étapes suivantes :

1. Retracer l'histoire du café en dégagant les atouts et contraintes.
2. Décrire la place du café au sein des unités de production pour en faire émerger les stratégies des chefs d'exploitation.
3. Construire et mettre en perspective les scénarios d'évolution les plus probables, en fonction du contexte présenté et des résultats de terrains proposés.

Partie 1 : L'environnement du secteur café au Kenya

1. Le développement du café dans la région du Mont Kenya

1.1. Historique du café au Kenya : une culture de rente structurante.

Malgré sa proximité avec l’Ethiopie (reconnu pour être la région d’origine du café), le café n’est cultivé au Kenya qu’à partir de 1893 avec l’arrivée des missionnaires et leur café (Bourbon) importé de l’île de la Réunion était surnommée « French mission varietal » (Davids, 2001). Initialement, la production était contrôlée par un oligopole de grandes plantations anglaises et les enchères se trouvaient à Londres (Pendergrast, 1999). En 1933, le Kenya promulgua le “Coffee Act” et établit le Coffee Board of Kenya (CBK) avec un système d’enchères Kenyan (CBK).

En 1934, le *British Colonial Board* à Londres, voulait diversifier son industrie, en lançant une forme de “*local growers experiment*” pour tester la capacité des Kenyans à gérer une petite plantation de café. Cependant, le gouvernement promulgua le “Native Coffee Growers Act” régulant la production familiale. La taille de la plantation était limitée à 100 arbres sur moins de 0,25acre de terre, de même que la localisation des fermes devaient être établie loin des grandes plantations (Barnes, 1979). La culture restait cependant maîtrisée par les blancs.

En 1954, les Kenyans ne contrôlaient que 2000 ha (5000 acres) de caféières. Cela n’aurait pas été le cas sans la révolte du mouvement Mau Mau qui ébranla, de 1952 à 1956, le système colonial en place en vue d’obtenir l’indépendance du Kenya en 1963. Avec le plan Swynnerton en 1954 et l’indépendance, les Kenyans ont commencé à contrôler de plus en plus de café (Pendergrast, 1999) mais l’organisation de la filière à l’avantage des grands planteurs Kikuyus, restait contrôlée par l’Etat à travers le CBK.

Avec le boom des industries du café, du thé et du tourisme, le premier président Jomo Kenyatta (1964-1978) investit dans l’éducation et les infrastructures. Plus que toute autre activité économique, le système « café », avec ses coopératives, a construit l’ensemble de la société et de l’Etat du Kenya. (Charlery de La Masselière et Mbataru, 2007).

1.2. La crise sociale du café kényan : l’empreinte de la colonisation.

Pour pouvoir mieux comprendre les problématiques actuelles concernant le café il est important de comprendre comment s’est construite la société kenyane à travers le café. « *Dans le modèle « est-africain », la domination du capitalisme blanc soutenue par l’appareil d’Etat repose sur l’expropriation de la terre des Africains (parqués dans des « réserves ») et la gestion quasi militaire du travail. Bref, c’est un modèle discriminatoire et raciste interdisant l’apparition d’une classe moyenne africaine.* » (Courade, 2007)

1.2.1. Un système foncier formaté : la privatisation des terres

En raison de la prédominance de l’agriculture au sein de l’économie kenyane (population active agricole est de 73,4% en 2004), la terre et les droits fonciers sont au centre de l’agenda kenyan. Avant la colonisation, les terres étaient administrées selon un héritage familial patrilinéaire, de père en fils.

Durant la période coloniale, le gouvernement a entrepris une réforme des lois coutumières, par l'intermédiaire de la privatisation et de l'individualisation, qui a permis à ce dernier d'allouer une petite partie des terres fertiles aux Kenyans tout en réservant la majeure partie aux colons (Nzioki, 2002). L'administration a contribué à territorialiser l'ethnicité par l'introduction de réserves ethniques et la délimitation d'un domaine foncier européen. Cet héritage s'est transmis jusqu'à aujourd'hui par l'habitude administrative du rattachement de tout citoyen à une région d'origine, rattachement en grande part fictif dans un contexte de migrations à l'échelle nationale. (Médard, 2008).

Leroy explique l'incompréhension de ces deux visions qui se sont rencontrés lors de la colonisation. « *Lorsqu'on décolle de Roissy Charles-de-Gaulle pour rejoindre son poste en Afrique, on survole un espace dont l'organisation en damier, qu'il soit rural ou urbain, suggère une maîtrise de l'homme et une organisation spatiale poussée à un haut degré. Au terme du voyage, un autre paysage s'offre au voyageur, quasiment indéchiffrable pour un œil inexpérimenté et qui a suggéré de ce fait l'image de la 'table rase': dès lors qu'on ne retrouvait pas cette organisation géométrique "européenne", on constatait un 'vide' qu'on croyait devoir remplir par l'action organisatrice du colonisateur/développeur. Deux caractéristiques, entre autres, opposent ces représentations topo centriques aux représentations géométriques. D'une part, c'est le centre qui fait le cercle, donc c'est le topos au centre qui détermine l'extension et la nature des droits qui peuvent s'exercer sur cet espace créé en fonction et à partir du lieu (topos). Dans la conception moderne, ce sont les limites (ou les frontières) qui déterminent les droits. [...] Pendant une vingtaine d'années, on a pu se satisfaire d'explications qui avaient la vertu de faire sentir des différences 'de nature' entre une représentation topologique qui remonte vraisemblablement au néolithique et la conception géométrique introduite par la colonisation et qui est le produit des voyages de découverte du XV^e siècle et de ce qu'on appelle la révolution de l'espace des cosmographes qui a produit la géographie moderne. Elle est aussi le produit et la condition de fonctionnement du capitalisme fondé sur l'échange généralisé et la 'marchandisation' de l'ensemble des facteurs qui entrent dans un procès de production. Ce malentendu, lourd de conséquences, n'a été que très lentement levé car bien des intérêts, économiques, financiers, politiques se conjugaient pour maintenir la confusion.* » (Le Roy., 1998).

Le titre foncier est présenté comme une sécurité. Pourtant, son introduction a contribué à déstabilisé les formes de régulation antérieures avec la création les nouvelles règles d'accès à la terre. « En 2008, dans un contexte urbain, un pas a été franchi avec la prise de conscience de cet obstacle légal : certains gangs se sont efforcés d'extorquer le titre foncier en plus de la propriété. Sécurisation n'est donc pas forcément synonyme de privatisation, si ce n'est qu'aujourd'hui le titre foncier est devenu la panacée. » (Médard, 2008).

Les régions qui ont fait l'objet d'un processus de privatisation légale de la terre se trouvent surtout dans les régions les plus fertiles, dans les hautes terres du quart sud-ouest du pays. « Les zones où il est possible d'obtenir un titre entrent, pour schématiser, dans deux catégories : là où l'immatriculation des terres a été introduite depuis plus de trente ans ; là où les grandes exploitations sont conservées en bloc » (Médard, 2008). Dans ces régions qui possèdent des registres fonciers, s'il est en théorie possible d'obtenir un titre, en pratique, les résidents n'y ont pas accès en raison du coût élevé de la procédure (Annexe 6).

Suite à l'introduction de la production destinée à l'exportation, des pressions sur les ressources naturelles se sont fait ressentir. La privatisation et l'individualisation de la gestion foncière ont éveillé plusieurs conflits qui ont engendré de nouveaux débats sur la répartition des terres.

1.2.2. Le café et « l'africanisation des terres » après l'indépendance.

Le développement de la culture du café initialement dicté par les besoins de l'administration coloniale a dû faire face aux révoltes du mouvement Mau Mau pour l'indépendance du Kenya. Après l'échec du plan ALDEV³ de 1945, dès 1954, le plan Swynnerton a constitué une réponse privilégiant la petite bourgeoisie terrienne qui bénéficiera plus tard de « l'africanisation des terres blanches et des grands domaines dans les années 60 » (Kandi). Les arguments avancés dans le rapport de Swynnerton, et qui ont depuis lors guidé la recherche de « l'individualisation » de la tenure de la terre au Kenya, sont :

- **Garantie de la Tenure** : La « fierté de la propriété » individuelle est fréquemment considérée comme devant donner aux fermiers des incitations d'investir dans leurs possessions. La tenure « communale » est souvent, elle, considérée décourageante dans la planification à long terme et l'investissement foncier. Le titre encouragerait les fermiers de recourir à des fertilisants, creuser des puits et procéder à des travaux d'irrigation sans peur de ce que la terre puisse être réattribuée à d'autres fermiers.
- **Facilitation du crédit** : Les titres fonciers donneraient aux paysans quelque chose à hypothéquer en nantissement d'emprunt.
- **Réduction des différends** : La possession de titres contractuels réduirait de coûteux litiges, particulièrement sur les terres densément colonisées.
- **Possibilité d'entreprise personnelle**. Des titres facilement transférables permettraient aux fermiers, riches ou plus ambitieux, d'acheter ou d'acquérir autrement de la terre aux voisins moins fortunés ou moins travailleurs, maximisant ainsi la productivité totale d'un domaine.

Kandi mentionne dans « Aspects sociaux, Politiques et Equité de la terre » que le plan censé créer une classe stable de propriétaires exploitants relativement aisés annula complètement tout souci de répartition équitable des ressources. Il souligne également que le plan Swynnerton énonce – une claire application de la théorie économique évolutionniste des années 50 de la « modernisation » – dans cet extrait :

« Par le passé, la politique du gouvernement a été de maintenir le système tribal de la tenure de telle sorte que le peuple avait des morceaux de terre et pour protéger les Africains d'emprunter de l'argent contre garantie sur cette terre ... A l'avenir, si ces recommandations sont acceptées, la précédente politique du gouvernement sera inversée et les Africains capables, énergiques et riches pourront acquérir plus de terre et les mauvais ou pauvres fermiers moins, créant une classe de possédants et une classe de dépossédés. C'est une étape normale dans l'évolution du pays. » (Swynnerton, 1954).

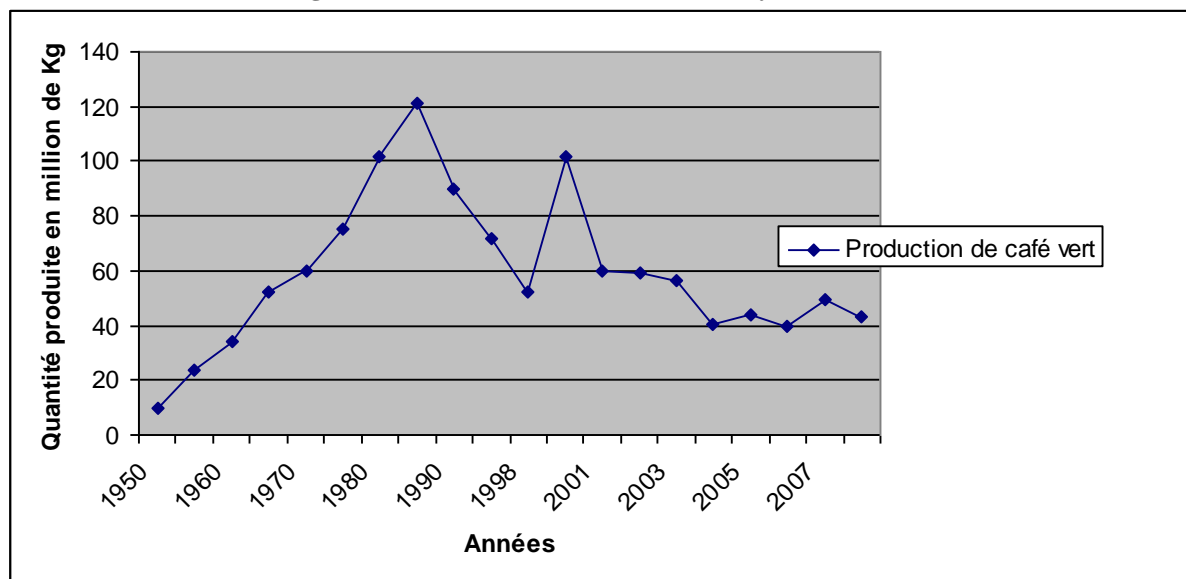
C'est dans ce contexte clientéliste que la caféiculture s'insère au cœur de l'Etat. Les petits producteurs strictement cantonnés au secteur de la production sont laissés en marge du marché officiel. Les sociétés coopératives de base, qui jalonnent le territoire caféier ont été essentiellement conçues comme moyens d'exercer un contrôle non seulement technique mais aussi social et politique. Sous le prétexte d'organiser la production, ce réseau de coopératives a été, à travers les unions de districts, placé sous la coupe de la bourgeoisie d'affaires et des élites locales. La complexité et l'opacité de la filière, contrôlé par l'Etat à travers le CBK ont, de plus, favorisé de multiples détournements des importants revenus issus de la rente vers des caisses publiques ou privées. (Charlery de la Masselière et Mbataru, 2008).

³ African Land Development

1.2.3. Place du café dans l'économie nationale avant la libéralisation.

De 1901 jusqu'à la seconde guerre mondiale, la production de café doublait chaque année. Dès 1910, le café devint la première exportation du Kenya et l'industrie locale développa une qualité renommée. Le secteur du café était le premier pourvoyeur de devises du pays jusqu'à la fin des années 1980 (Cf. Figure 1). A son apogée, en 1988, l'industrie kenyane du café produisait près de 129 millions kg (CRF). Les exportations de café représentaient, en 1993, 21% des exportations agricoles et 18% des exportations totales. (Izard, 1993).

Figure 1 : Production de café vert au Kenya (1950-2008)



Source : OIC

1.3. Crise internationale du café : répercussion sur l'économie nationale.

Aujourd'hui, au Kenya, le café se situe désormais en 5^e position derrière les transferts d'argent issu de l'émigration, le thé, le tourisme et l'horticulture (Ubifrance, 2007) avec une production prévue pour la saison 2008/09 de 54 millions de kilogrammes de café cultivé sur une superficie approximative de 168 000 ha (USDA, 2008).

Estimé sur le marché mondial pour ses qualités organoleptiques singulières (acidité), le café kenyan voit aujourd'hui ses parts de marché menacées par les changements technologiques et structurels à l'échelle globale. En effet, le modèle étatique du secteur café est en voie d'évolution vers un modèle de « cogestion »⁴ suite aux processus de libéralisation des années 1990 que devait adopter les Etats producteurs pour les ajustements structurels. Contrairement à ses voisins, le Kenya a tardé à libéraliser les opérations de transformation et de commercialisation vers 2001 et peine, aujourd'hui, à maintenir l'attractivité de la culture auprès des petits fermiers. (Charlery de La Masselière et Mbataru, 2007).

Cette crise, qui dure depuis la fin des années 1990 et s'est aggravée avec la dernière chute des prix, peut s'expliquer avec les différents éléments suivants.

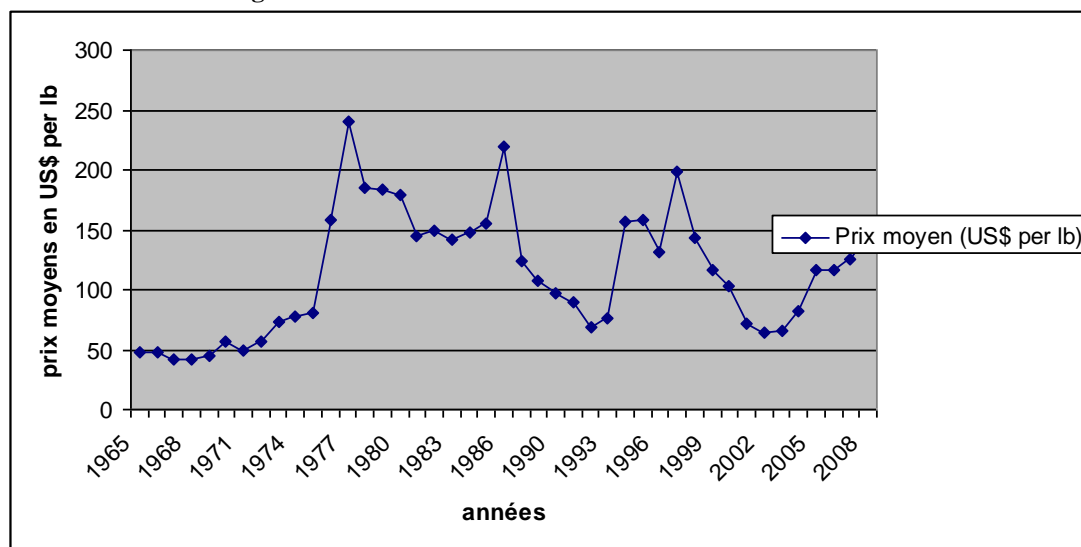
⁴ Modèle de « cogestion »: compromis d'une politique sectorielle entre le modèle étatique et libéral. (Compétitivité des principaux pays producteurs, 1994)

1.3.1. Les cycles économiques de la production du café

La production internationale de café suit des cycles certainement lié avec l'offre qui détermine des périodes d'investissements, désinvestissements et d'attente. Ce phénomène récurrent chez les plantes pérennes. Dans le cas du caféier replanté dans les systèmes traditionnels après une hausse des cours ne rentrera en production qu'au bout de 5 à 6 ans. Les cours seront maintenus à la hausse pendant cette période, mais ensuite c'est une période encore plus durable de surproduction qui suivra du fait du caractère pérenne de la plante. (Daviron, 1993). Les variations de prix reflètent donc l'évolution entre l'offre et la demande. Sur le marché mondial, l'offre a généralement connu une progression plus rapide que la demande et les baisses de production sont rares. Si l'on considère cette théorie, depuis 1870, l'évolution des prix internationaux a connu 7 cycles traduisant les périodes régulières de surproduction et de pénurie. (Cf. Figure 2).

Après le dernier pic, en 1998, les prix de l'OIC (Organisation Internationale du Café) ont baissé de 21% en 1999, 25% en 2000 et 29% en 2001 pour atteindre une moyenne annuelle encore jamais vu depuis 1971. Mise à part le rétablissement dans la seconde moitié des années 1990 ; le prix était en régulière décroissance depuis le pic de 1977 (FAO, 2004). Ainsi, de toute l'histoire du café, les prix payés aux producteurs n'ont jamais été aussi bas qu'en 2000 ! C'est à une crise, différente des surproductions de 1930 et 1960 lorsque le Brésil brûlait du café pour faire tourner ses locomotives, à laquelle on assiste. Le marché mondial subit les répercussions de la fin de la régulation internationale et d'une libéralisation quasi généralisée des filières technico-commerciales.

Figure 2 : Cours mondiaux des arabicas doux colombiens



Source : OIC

1.3.2. Fin de la régulation internationale : risque de crise.

Même si cette dernière crise trouve son explication dans la conjoncture de trois facteurs parmi lesquels l'augmentation de la production de certains pays producteurs. Cette fois-ci, la crise est fortement corrélée avec la fin des accords internationaux du café en 1989 qui régulaient les échanges et les stocks mondiaux.

Les politiques nationales d'expansion du Vietnam et du Brésil :

De 1990 à 2000, le Viet Nam devient le premier producteur de robusta et le deuxième producteur de café au monde en augmentant ses surfaces de culture du café de 60 578 ha à 463 450 ha et la production de café de 96 000 tonnes à 800 000 tonnes.

Pour retrouver sa suprématie mise en danger par le Viêt-Nam, le Brésil augmente ses exportations, suite à l'expansion des plantations dans des régions non touchées par le gel, à l'amélioration de la productivité et à la dévaluation du réal au début de 1999.

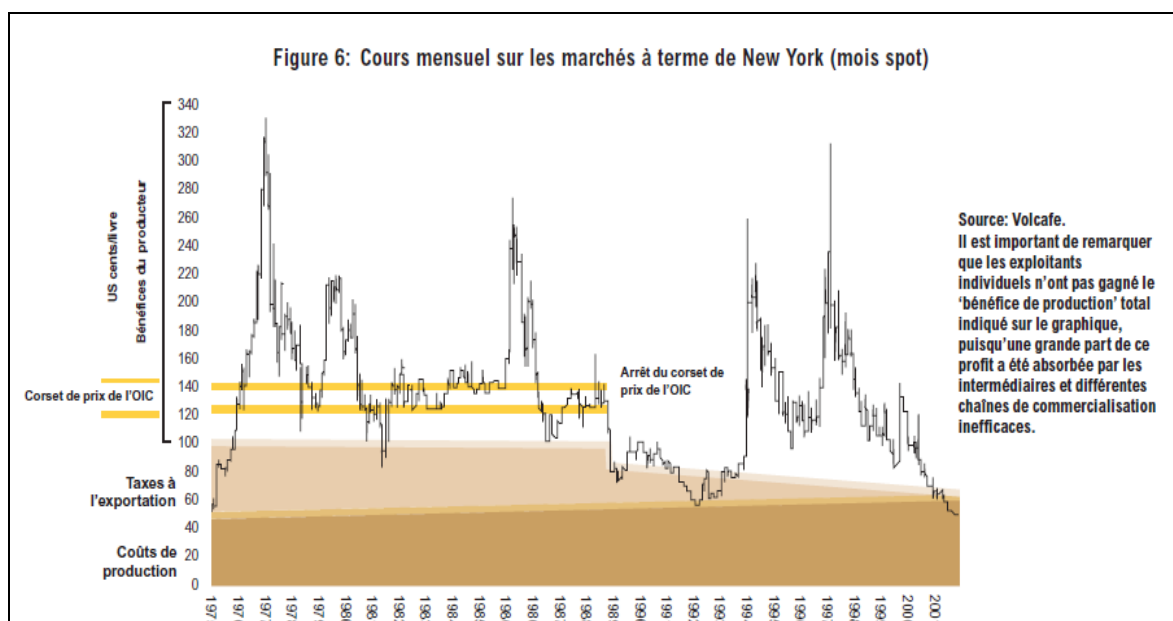
La baisse des cours du robusta qui a suivi, 39% en 2000 et 33% en 2001, a eu un «effet domino» sur les cours de l'arabica qui subissaient déjà les pressions dues à l'augmentation de 30% des exportations de café en provenance du Brésil en 1999 (Hallam, 2004).

La fin des Accords Internationaux (AIC) mis en place par l'OIC : (Cf. Figure 3 et Annexe 2).

La fin de l'accord international sur le café en 1989 a changé les relations entre les stocks et les prix. Ils sont en effet interdépendants parce qu'ils sont a priori constitués du café disponible et immédiatement mobilisable sur le marché pour répondre à un accroissement de la demande. Daviron est convaincu que l'impact des stocks mondiaux sur les prix dépend de l'identité de l'opérateur. « Ainsi, lorsque les gouvernements des pays producteurs détiennent les stocks, ceux-ci sont absents du marché ou du moins l'incertitude quant à leur disponible est grande. Dans une autre perspective [...], les stocks détenus par les torréfacteurs sont des stocks retirés du marché : ils ne sont plus disponibles. Seuls les stocks détenus par les négociants sont disponibles en permanence et influencent véritablement les prix. » (Daviron, 2007)

Les stocks ne sont désormais plus contrôlés par les pays producteurs mais ils ont été déplacés vers les pays consommateurs suite à la suspension du quota d'exportation. La situation a été renforcée par l'application de politiques de libéralisation dans les pays producteurs et par le démantèlement des offices publics de café tel que le CBK. Les producteurs qui avaient une certaine influence sur la gestion de la chaîne de valeur mondiale du café, sous le régime de l'AIC, sont maintenant soumis aux exigences des torréfacteurs qui réduisent leur stock par une Gestion Partagée des Approvisionnement (GPA).

Figure 3 : Cours mensuel sur les marchés à termes de New York avant et après AIC



1.3.3. La filière kenyane restée figée face à la libéralisation.

Avec la nouvelle donne du marché international du café, ce sont les organisations nationales des pays producteurs qui sont bousculées.

« Avant la libéralisation, la question même du prix était largement subordonnée à la capacité du système institutionnel monopolistique à développer la production, rationaliser la transformation et la commercialisation du produit et à réduire les coûts d'information et de transaction entre les agents économiques. Cette conception nationale de la filière glisse vers un niveau mondial avec une organisation transnationale qui tend à diversifier les rapports de forces des agents. » (Charlery de la masselière., 2008)

Jusqu'au milieu des années 1980, la culture redonnée aux mains des kenyans après l'indépendance faisait l'objet d'une conquête sociale et politique. Fermement contrôlé par l'Etat, la loi ne permettait pas aux étrangers de devenir actionnaires majoritaires des sociétés d'exportation, rendant impossible toute véritable intégration verticale des négociants et torréfacteurs internationaux.

Avant la libéralisation, les petits exploitants (à travers les coopératives) et les grandes plantations détenaient les stocks d'arabica doux jusqu'à la vente aux enchères de leur café en vue de l'exportation. Les seuls opérateurs privés admis dans la chaîne de commercialisation étaient les exportateurs privés qui achetaient le café vendu aux enchères. Ce système de commercialisation permettait aussi aux producteurs d'obtenir des intrants à crédit, dont le coût était déduit à la vente de leur café. (Daviron).

Le processus de libéralisation de la chaîne de valeur démarré dans les années 1990 n'a vraiment eu lieu au Kenya qu'à partir de 2001 avec la réforme du *Coffee Act* alors que la crise internationale structurelle se faisait ressentir depuis 1998. Ce processus a été retardé par l'hostilité de certaines multinationales pensant que le café allait perdre de sa qualité mais surtout à cause des convoitises politiques dont le café faisait l'objet depuis l'organisation de la filière post-indépendance. Le souvenir de la tentative de contrôle par l'élite *Kamatusa* s'était cristallisé dans un rapport de force entre le gouvernement, le CBK d'un côté, la KPCU et la Kenya Farmers Union, de l'autre. *« [...] les élites nationales ont cherché à récupérer, dans le secteur privé, les privilèges qu'elles détenaient dans le secteur public en se positionnant sur les créneaux les plus rentables de la filière tout en limitant la concurrence. D'où la violence du débat autour de l'attribution des licences, d'abord de transformation puis de commercialisation. » (Charlery de la masselière, 2008)*

Le modèle étatique de la filière remis en cause par le processus de libéralisation a retrouvée un équilibre apparent dans les rapports de forces qui la régissent avec une réduction du contrôle du CBK substitué à des licences autorisant les *Marketing Agents* à commercialiser le café. (Cf. Figure 2). Cependant, le secteur café reste en perte de vitesse.

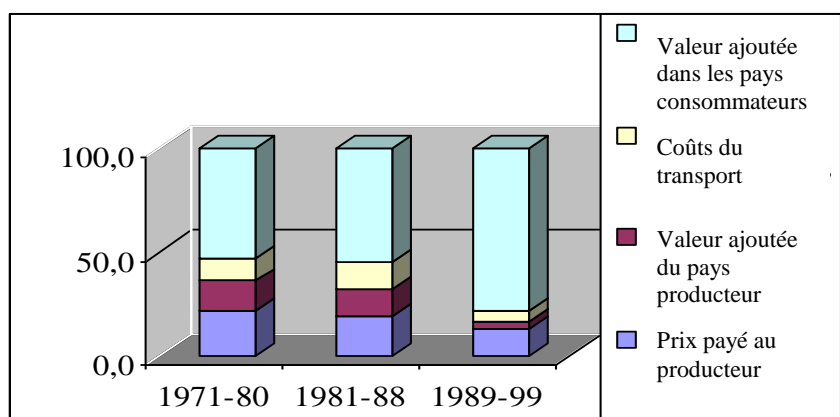
1.3.4. Des bénéfices trop faibles pour les producteurs kenyans

Ce sont les coopératives représentatives des petits producteurs qui produisent aujourd'hui, la majorité du café exporté au Kenya. Si les bénéfices nécessaires pour assurer le renouvellement socio-économique de leurs exploitations ne sont plus obtenus, leur intérêt pour investir dans la culture en est par conséquent réduit. On peut dégager trois causes principales liées au désintérêt actuel de la filière :

Faible transformation des produits

On sait que les prix payés pour les produits transformés sont bien plus élevés que ceux d'un produit brut. La plus grande part de la valeur ajoutée est réalisée dans le pays consommateur (cf. Figure 4 et Annexe 3 et 4) où se fait la torréfaction du café vert, la transformation en café soluble voire s'accaparent les attributs symboliques⁵ du café lors la vente du café préparé dans les café-bar de *Starbuck* notamment. Aussi, nous avons déjà expliqué que la filière café est aujourd'hui dominée par les grands torréfacteurs (Philip Morris, Nestlé, Sara Lee, Protector & Gamble) détenant les stocks de café dans les marchés consommateurs qui établissent leurs propres barrières dans les différents segments de la production. Comme le dicte la loi du marché, c'est la demande qui tire l'offre mais pas à n'importe quel prix ! Or, depuis 1997, l'augmentation du différentiel de prix par rapport à d'autres origines a entraîné une baisse de la part du café kenyan dans les mélanges.

Figure 4 : Repartition de la valeur ajoutée de la filière café.



Source : ICO/Ponte, 2005

Des coûts de productions trop élevés

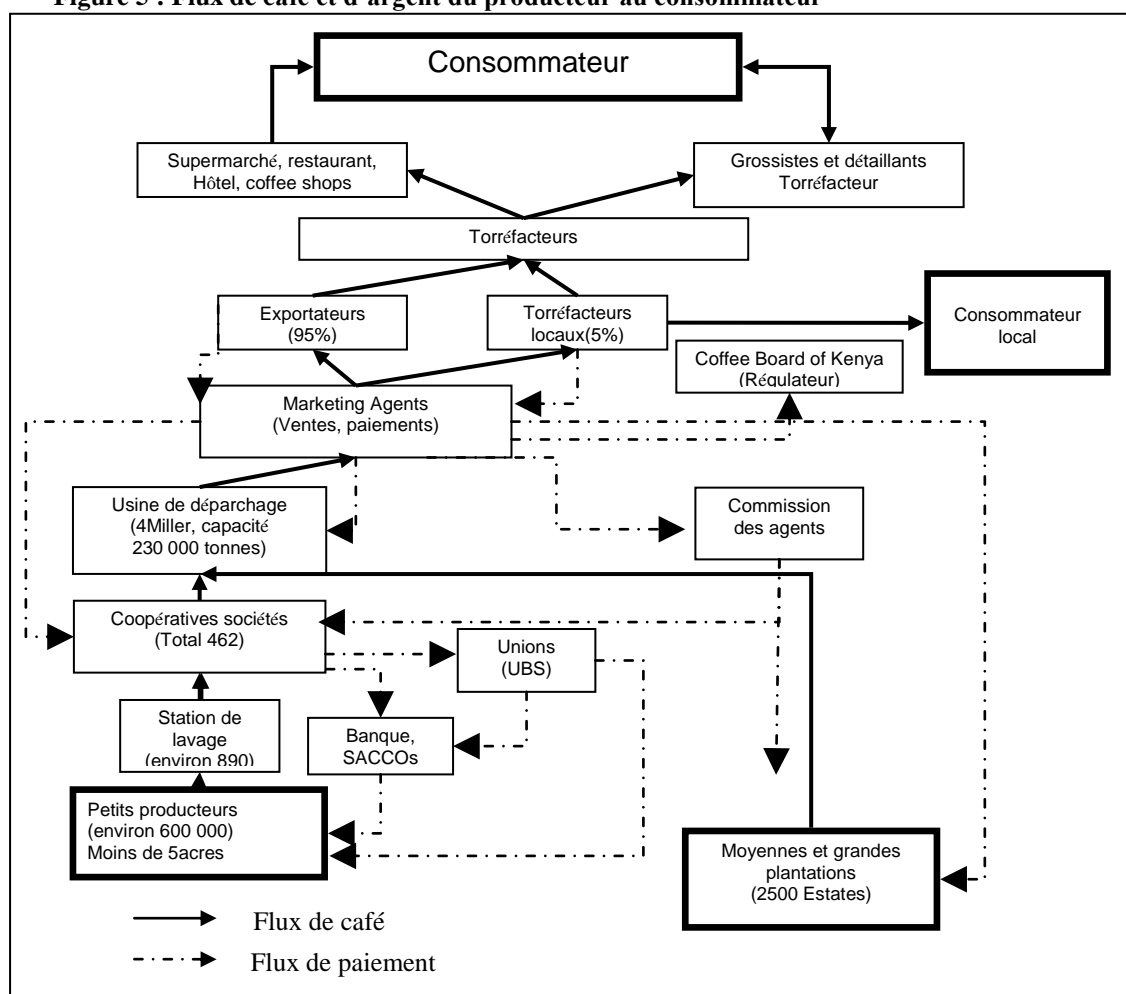
Au Kenya, le café produits sur des petites surfaces bien qu'intensifié avec l'usage des intrants, ne réalisent pas d'économie d'échelle. Le prix de revient au producteur est affecté par l'inflation des prix à la consommation des biens et services. En effet pendant la crise de 1998 à 2004, le dollar qui valait 60 Shilling Kenyan en 1998 valait 80 shilling kenyan en 2004. (EPZ). Dans de nombreux entretiens réalisés, les réponses récurrentes des producteurs les plus âgés mentionnaient que la monnaie n'avait plus aucune valeur et qu'elle ne leur permettait pas d'acheter suffisamment d'intrants pour cultiver correctement leur caféière. Or, sans la réduction de ses coûts de production et la garantie d'une qualité singulière pour l'acheteur sur les marchés de spécialités, le café kenyan n'est désormais plus compétitif. Ces coûts jouent également un rôle dans la faible transformation constatée.

⁵ La qualité d'un café n'est désormais plus liée uniquement à sa qualité matérielle mais aussi

De nombreux intermédiaires et une gestion opaque.

Les nombreux intermédiaires se font la guerre pour capter la plus grande partie de la valeur ajoutée avec le jeu des licences pour la transformation et la commercialisation du café notamment mais aussi à travers les systèmes de crédit. « *Le Daily Nation* du 15 juin 2004, analysant la présentation du budget par le ministre des finances, souligne que « (ce-dernier) a été éloquent par son silence sur les arriérés de paiement aux caféiculteurs, qui se montent à 640 millions de shillings kenyans (environ 6,4 millions d'euros) », alors que le ministre du Développement coopératif avait promis, en février 2003, que cette somme serait versée sous deux semaines. » (Charlery de la Masselière et Mbataru, 2008).

Figure 5 : Flux de café et d'argent du producteur au consommateur



Sources: Andrew M.karanja and James K. Nyoro, 2002.

2. Le fonctionnement de la filière café kenyane

2.1. De la cerise au café vert

Le caféier est fondamentalement un arbre des tropiques humides, dont le cycle végétatif est étroitement lié aux précipitations, lesquelles doivent être abondantes pour susciter une bonne floraison et doivent ensuite diminuer pour permettre une maturation optimale des cerises. Dans la région du Mont Kenya, l'année est effectivement rythmée par deux saisons des pluies conditionnant la culture du café.

2.1.1. Le caféier : l'arabica.

Tous les caféiers sont originaires d'Afrique. Ils appartiennent au genre *Coffea* de la famille de Rubiacées. Au Kenya, l'espèce cultivée est l'arabica originaire des hauts plateaux éthiopiens à saison sèche marquée et température fraîche. Il offre une boisson à arôme marqué mais faiblement corsé avec un taux de caféine entre 1,1% et 1,6%.

C'est un arbuste buissonnant qui peut atteindre 3 à 4 mètre de hauteur. Le système aérien est constitué d'un axe orthotrope à croissance continue sur le quel sont insérés les plagiotropes opposés deux à deux. La fructification, dite centrifuge, se fait exclusivement sur le bois d'un an des ramifications plagiotropes.

Ce caféier se développe dans des conditions climatiques exigeant une température oscillant de 20 à 25°C (minimum 5°C et maximum 30°C) et une pluviométrie de 1300mm à 1800 mm par an avec une saison sèche de 2 à 4 mois.

Les sols à pH compris entre 4,2 et 6,5 conviennent généralement bien au caféier qui n'a pas d'exigences particulières.

2.1.2. Le calendrier et les pratiques culturales.

Il y a deux principales floraisons par an. Les bourgeons apparaissent normalement peu de temps après le début de la longue saison des pluies en mars/avril. Dans la plupart des districts, la principale production mûrit d'octobre à décembre et la suivante vient avec la deuxième saison des pluies (octobre/novembre) qui sera récoltée à partir de juin. (Annexe 5)

Les opérations

- **Le désherbage** se fait manuellement et parfois avec des herbicides pour ne pas affecter les racines pendant les périodes de floraison.
- **Le *mulching*** est réalisé autour de chaque pied de café lorsqu'il fait chaud en janvier avec n'importe quelles feuilles (banane, robusta).
- **L'élagage** consiste à retirer les feuilles qui empêcheraient le café de se développer.
- **La fertilisation** est réalisée 2 fois/an (avril et octobre) avant chaque saison des pluies.
- **Les fongicides** (Green Coper) sont appliqués contre Coffee Berry Disease (CBD).
- **Les insecticides** (Dursban) sont appliqués contre Coffee Berry Borer (CBB).
- **Le fumier** est épandu tous les 2 ans ou tous les ans sur des parcelles différentes.
- **La récolte principale**, d'octobre à décembre consiste à cueillir uniquement les cerises rouges (plusieurs fois par semaine pendant la principale saison).
- **Le recépage**, après la récolte, consiste à éliminer de 2/3 ramifications plagiotropes.

Pour la propagation du caféier, on se sert de sa capacité à émettre un grand nombre de tige orthotrope bouturage. Pour la conduite du caféier, 2 ou 3 tiges orthotropes sont laissées (Cf. Figure 8), similaire à la vigne. Les producteurs taillent rarement les arbustes.

Des terrasses façonnent le paysage pour réduire l'érosion de sol par le ruissellement et le vent avec des bandes de napier grass, de bananiers, de robusta, d'ananas.

Pour la fertilisation du sol, les recours aux intrants n'est pas systématique étant donné leurs coûts élevés. Du fumier mélangé à du compost (mélange de feuilles de banane, macadamia, maïs et tout autre déjection d'animaux) est épandu annuellement.

Le *mulching* est parfois réalisé lorsque la main d'œuvre familiale est disponible et s'il ne se fait pas naturellement avec les arbres plantés en bordure de plantation.

Les associations végétales présentent un intérêt économique certain pour les petits producteurs en limitant l'enherbement de la caféière, en procurant des revenus complémentaires ou en réduisant les coûts en intrants. Le café est souvent associé avec des

cultures vivrières telles que la pomme de terre et le haricot mais aussi le bananier, le robusta ou *mikima* (en Kikuyu). (Cf. Figure 9 et 10)

Avec l'apparition de la rouille orangée, des croisements entre les variétés cultivées et l'hybride de Timor ont donné des lignées résistantes. Au Kenya, la variété Ruiru11 est un Catimor (variété hybride) ayant en plus un gène de résistance à l'anthracnose des baies (CBD). Le greffage du Ruiru 11 sur le SL⁶ (Cf. Figure 6) est de plus en plus pratiqué. (Cf. Figure 7 et 8)

En dessous de 500kg/ha, on se trouve dans des systèmes extensifs ou semi-extensifs.

Figure 6 : Caféier SL, Gaturiri, Karatina, 2008.



Figure 7 : Caféier, Ruiru 11, Karatina, 2008.



Figure 8 : Greffage du Ruiru 11 sur du SL, Karatina, 2008



Figure 9 : Association des caféiers avec sukumawiki, tomatoe tree et haricot, Karatina.2008.



Figure 10 : Préparation du sol avec du fumier pour association café - bananiers, Karatina, 2008.



⁶ Dans les années 50, Scott Laboratories géré par Guy Gibson développa de nombreuses variétés parmi lesquelles SL28 et SL34 remportèrent le plus de succès. Ce sont d'ailleurs actuellement les variétés majoritairement cultivées au Kenya. (Pendergrast M., 1999).

2.1.3. La transformation

La première transformation s'effectue par voie humide dans les stations de lavage ou de dépulpage. Une coopérative peut en posséder plusieurs. Chacun des producteurs apporte sa récolte par ses propres moyens (vélo, brouette) qu'il va, lui-même, trier sur place. Après avoir été pesé, le café est ensuite lavé. Pour obtenir du café parche.

La deuxième transformation, consistant à transformer le café parche en café vert commercialisable, est réalisée dans des usines de déparchage. (Cf. Figure 11).

2.1.4. La qualité d'un café

En termes de qualité, l'arabica est communément considéré comme bien meilleur que le robusta, dans la mesure où il est plus doux et possède plus d'arôme, tandis que le robusta est plus fort, plus corsé. La qualité d'une tasse de café dépend de ses étapes de fabrication :

- **Production** : variété, terroir (conditions pédoclimatiques), pratiques culturales (ombrage, date de récolte, usages des intrants).
- **1^{ère} transformation** : voie humide (fermentation, séchage, qualité de l'eau).
- **2^e transformation** : Déparchage (humidité, densité, forme, taille)
- **Torréfaction** : assemblage (température de cuisson,).
- **Préparation** : Infusion, pression ... (température de l'eau).

Ainsi, la qualité du café dépend de facteurs *endogènes* (type génétique, cultivar...) et de facteurs *exogènes* (pratiques culturales, transformations primaire et secondaire, préparation pour l'export, manutention et stockage).

Les critères de qualité établis pour l'évaluation du café sont d'une part *intrinsèques* (organoleptique, physique, nutritif, microbiologique...) et à différents niveaux de la chaîne de valeur : le café vert vendu aux enchères s'évalue par la couleur des grains, la forme, le taux d'humidité... alors que pour la qualité d'un café préparé, arôme et goût sont caractérisés par une dégustation.

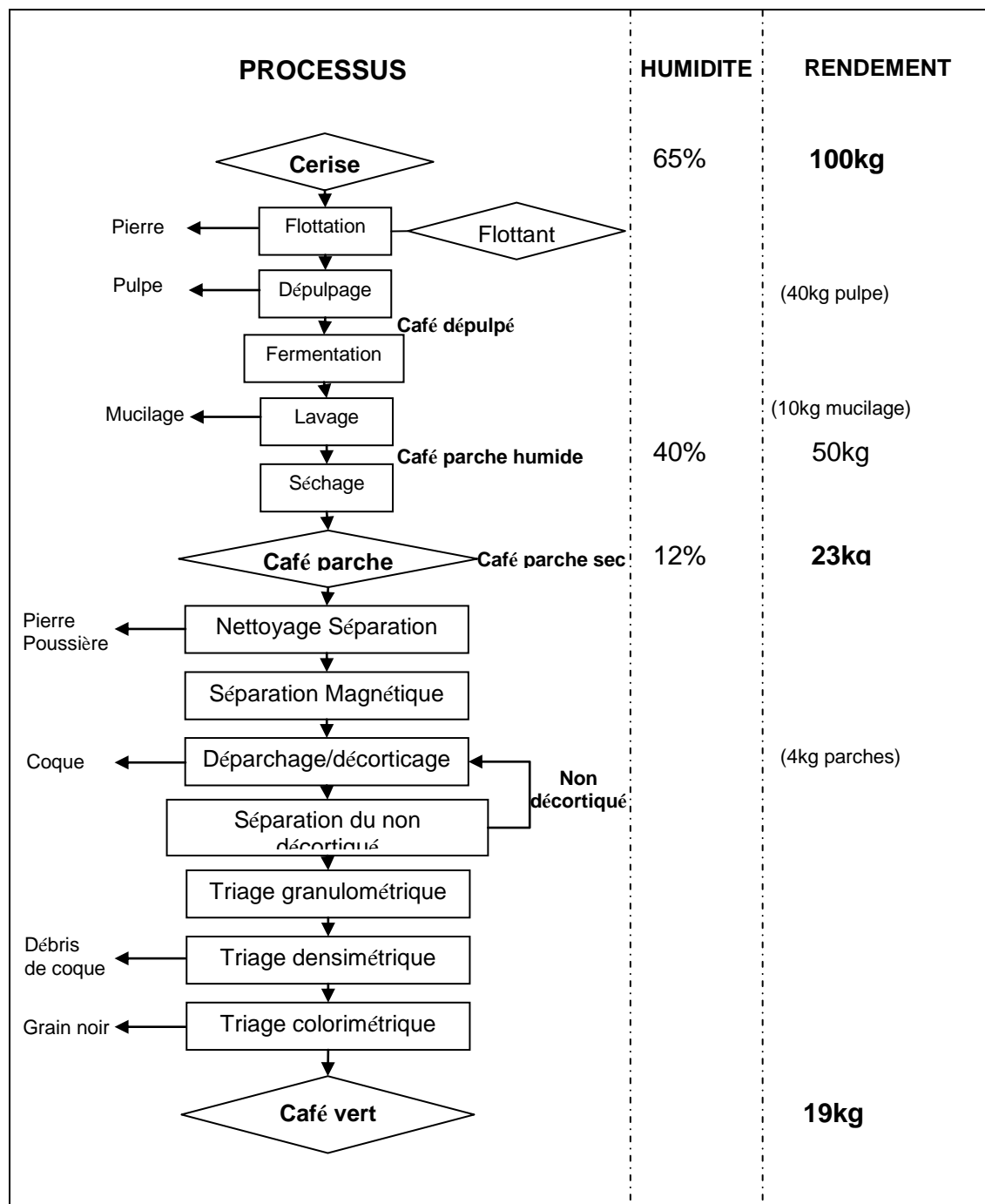
D'autre part, il existe des critères *extrinsèques* ; lorsque la qualité est associée à un terroir ou une ère géographique (nationale, régionale, locale), les producteurs et leurs coopératives, associations ou gouvernements créent des attributs *symboliques* (OIG ou IGP⁷ étape précédant l'AOC⁸). De même que si la qualité renvoie à des systèmes de production et de transformation écologiquement rationnels, ce sont des attributs de *services* (apports de compost, une conservation de la biodiversité, polyculture) (Daviron et Ponte, 2007).

Au Kenya, le café est principalement considéré comme une culture de rente destinée à la consommation étrangère, également servi dans l'industrie du tourisme. En dépit de sa faible part dans les exportations mondiales de café, le Kenya joue un rôle important dans la catégorie des « doux » colombiens. Les meilleurs cafés kenyans sont vendus à un prix supérieur aux cours appliqués sur le marché de New York et sont indispensables pour donner du « caractère », un arôme particulier à un mélange. Recherché par l'industrie de spécialité, le café kenyan se vend aussi comme produit « d'origine unique » sur le marché des spécialités (Daviron et Ponte, 2007). Le Kenya réussit donc à produire un café fin, un arabica doux de qualité supérieure, qui peut offrir de bons prix.

⁷ Indicateur Géographique de Provenance

⁸ Appellation d'Origine Contrôlée

Figure 11 : Transformation de la cerise au café vert (arabica)



Source : Ministère de la coopération, 1994. Mathilde Montzieux, 2008

2.2. Les acteurs d'une filière structurée mais désorganisée

Tableau 1: Structure de chaine de valeur du café au Kenya

Acteurs	Infrastructures	Processus de Transformation	Produit
Producteurs	Station de lavage	Récolte/lavage/fermentation/séchage	Cerise au café parche
Coopératives			
Millers	Usine de déparchage	Remove parchment/grading(size/weight)/drying	Café parche au café vert
Marketing agent Autorisé par une licence et sous du CBK	Via Nairobi Stock Exchange Et Entreprises directement	Marketing Dégustation	Grain de café vert
Acheteur Exportateurs Marché national et touriste		Enchères ou Vente directe	
Torréfacteur	Firme multinationales	Dégustation	Café torréfié : en grain ou moulu
Supermarché Coffee shop		Marketing	Sachets : origine ou assemblage

Sources : personnelles

2.2.1. Le contrôle du Coffee Board of Kenya

La charte du secteur café, promulguée en 1933 par le gouvernement institue que l'office du café régleme et contrôle toutes les activités de la filière et représente le gouvernement dans toutes les réunions internationales sur le café. (Ubifrance, 2007). Il doit donner son agrément aux producteurs, aux centres de dépulpage, aux exportateurs et aux intervenants. Il est aussi chargé du classement du café, de la supervision du comité des ventes aux enchères, du paiement aux planteurs, de l'assurance de l'ensemble de la récolte et de la publicité. Ce rôle a été réduit après la libéralisation et les différents amendements de la loi.

2.2.2. Le mouvement coopératif : le cas du café

Ce mouvement est issu d'un village britannique où les habitants formèrent la première coopérative en 1844 lorsque l'Angleterre était en plein développement industriel. Le mouvement coopératif du Kenya a lui célébré ses 100 ans en 2008. Rappelons la définition d'une coopérative. *"A Co-operative Society is an association of persons who have come together with a common purpose of pooling their resources together for mutual economic and social benefit. The main object of a Co-operative Society is to organise and promote the economic interest of its members in accordance with the 7 Co-Operative Principles⁹ and Values¹⁰."* (Cooperative Movement of Kenya)

La première coopérative, Lumbwa Cooperative Society, a été formé en 1908 par les Européens dans l'objectif de s'approvisionner en intrants (fertilisants, produits chimiques, semences) pour ensuite vendre leur produit en faisant des économies d'échelle. En 1930,

⁹ 1. Open and voluntary membership, 2. Autonomy and independence, 3. Democratic member control, 4. Economic participation of members, 5. Education, information and training, 6. Co-operation among Co-operatives, 7. Concern for community.

¹⁰ Self – help, Mutual responsibility, Equality, Equity, Honesty, Openness, Social responsibility

Kenya Farmers Association a été enregistrée comme une coopérative. Les petits producteurs formèrent leurs propres coopératives dans les années 1950 pour les cultures de rentes comme le café et le pyrèthre. Après l'indépendance, il y avait 1,030 Sociétés coopératives avec 655 membres actifs avec un total de 355,000 membres. Les coopératives ont longtemps été des relais de l'Etat, proposant une infrastructure au sein de laquelle, les plus pauvres comme les plus aisés se sont organisés socialement, culturellement, économiquement et politiquement. Les petits producteurs les plus marginalisés ont particulièrement fait confiance aux coopératives pour le besoins économiques et civiques. D'où l'ampleur du mouvement relaté par les chiffres de l'encadré (Annexe 7).

Au moment de la libéralisation, de grandes coopératives avec des dizaines de stations de lavage se sont fragmentées en petites unités. Avec leur numéro Les producteurs sont membre d'une coopérative mais aussi d'une voire deux stations de lavage. C'est à ce niveau qu'ils décident, par un vote, de quelle usine de départage (*Millers*) transformera leur café.

Les coopératives sont gérées selon une charte commune (Annexe 9) qui peut cependant être légèrement différente d'une coopérative à l'autre. Certaines se sont engagées dans des processus de certification de leur coopérative et de leur café. De ce fait, la gestion interne de certaines s'en trouve améliorée de même que la qualité du café et les revenus des producteurs.

2.2.3. Les usines de départage : *Millers*

Jusqu'au milieu des années 1990, seule la KPCU pouvait assurer la deuxième transformation. Deux autres usines ont obtenu les licences nécessaires, Thika coffee Mills (TCM) et la SOCFINAF (du groupe Bolloré, qui possède plusieurs *Estates*) (charlery de la Masselière). Elles sont désormais 8. Au moment des élections des stations de lavage, elles viennent faire leur promotion auprès des producteurs pas toujours de manières loyales.

2.2.4. La commercialisation

Marketing agent

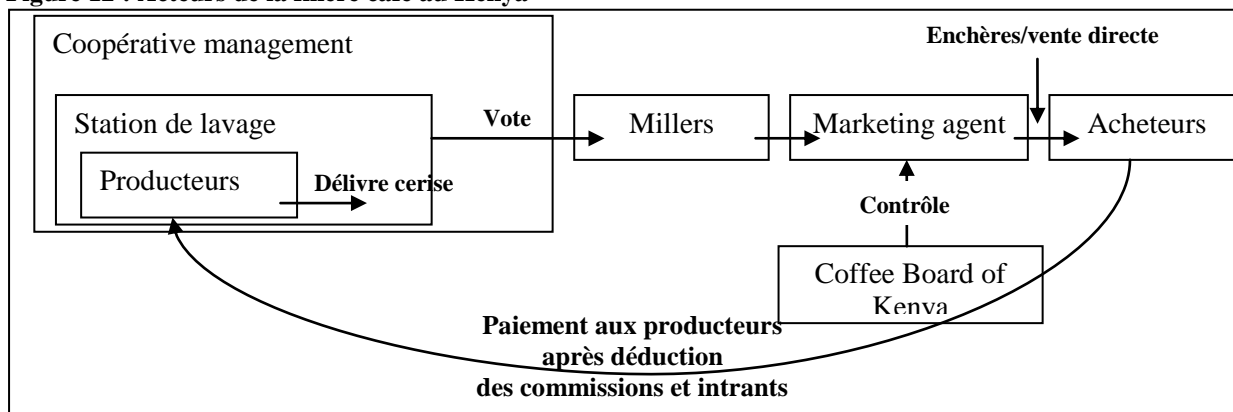
Alors qu'en 2003-2004, il n'y avait que 3 détenteurs de licences provisoires (KPCU, TCM et SOCFINAF), ils sont 6 (avec Sasini, CMS¹¹ et Tropical) à avoir vendu en 2008 du café au *Nairobi Coffee Exchange*. Cette arrivée de nouveaux acteurs témoigne de l'accélération du processus de libéralisation.

Enchères et formation du prix

Le système des enchères crée en 1934 a été établi en 1935 pour promouvoir la qualité du café à travers une classification. Chaque semaine, en moyenne 30000 à 35000 sacs de café marchand sont vendus en lots minimum de 40 sacs. La description des lots comportant le grade (calibre), la quantité de café et son origine (district ou domaine) est envoyé à chaque exportateur agréé avant la vente aux enchères, avec un échantillon de chacun des lots. Les services techniques fixent un prix planché mais ce prix peut être révisé. Les exportateurs emportant les lots doivent régler le montant convenu à l'office sous 7 jours. Les producteurs sont payés une fois la vente effectuée et déductions faites des différents prélèvements. (Cf. Figure 12)

¹¹ Coffee Management Services

Figure 12 : Acteurs de la filière café au Kenya



Sources : personnelles

Ce système garantit la transparence des rémunérations, cependant les prélèvements varient d'une année sur l'autre en pourcentage pour ceux qui sont calculés (CBK) ou en valeur absolue (usinage). Par ailleurs les retenues effectuées par les sociétés coopératives sont variables d'un groupement à l'autre au cours de la même campagne. Enfin le régime des taxes est assez fréquemment modifié dans son taux et son mode de calcul. Les pourcentages des prestataires de services se sont accrus en raison de l'importance des charges en devises que leur activité implique (maintenance et renouvellement des machines).

Les prix de vente donnés pour le café au Kenya correspondent au café vert entrepôt Nairobi de l'Office. Par rapport à ces prix, le coût de la mise à FOB¹² moyen est estimé à 140 sh/50kg (Coffee Auction Committee), soit 2800 Ksh la tonne, ce qui représente un surcoût de près de 6% par rapport au prix de réalisation enchères Nairobi moyen. (Izard, 1994)

2.2.5. L'export : le transport

Les transports sont assurés par de nombreux opérateurs du secteur privé qui opèrent avec des contrats. Les exportateurs ne sont pas tous adhérents au Mild Coffee Trade Association of East Africa (MCTA), quelques uns adhèrent au Kenya Coffee Traders Association KCTA mais tous font partie de KCPTA¹³, un groupe de coordination, à travers lequel ils peuvent passer des contrats. Ils sont eux aussi agréés par l'Etat kenyan. Le café est exporté par le port de Mombasa, l'acheminement vers le port s'effectuant par voie ferrée à un coût relativement bas. La quasi-totalité des exportations se fait en containers.

2.2.6. Les consommateurs

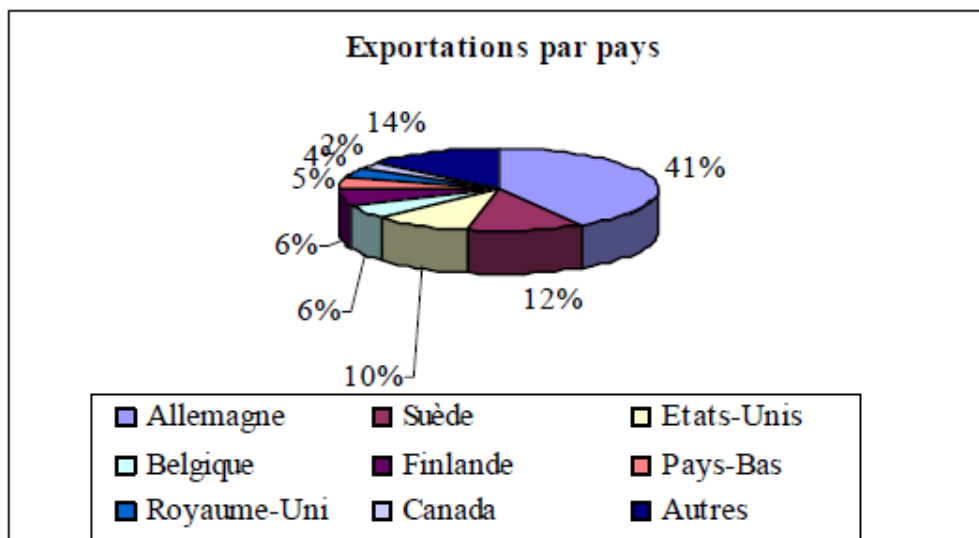
Environ 99 % de la production kenyane de café est exportée chaque année, uniquement sous la forme de grains. Les exportations se font essentiellement vers l'UE et les Etats-Unis. (Cf. Figure 13)

La consommation intérieure est très faible, conséquence de la forte empreinte coloniale anglaise : les Kenyans consomment beaucoup de thé et très peu de café. Ce dernier est considéré comme un produit de luxe. Cependant, les producteurs espèrent attirer plus de consommateurs, notamment au sein de la classe moyenne. (Ubifrance, 2007)

¹² Free On Board

¹³ Kenya Coffee Producers and Traders Association

Figure 13 : Les principaux acheteurs de café kenyan en 2006.



(Source: Coffee Board of Kenya, 2007)

2.2.7. Les services

De nombreux organismes publics, parapublics et privés interviennent dans le secteur du café pour apporter leur soutien à la production.

Le Coffee Research Foundation (CRF)

La fondation pour la recherche dispose d'un centre principal à Ruiru, près de Nairobi et d'antennes dans les régions de production caféière qui dépendent toutes du CBK. Ses ressources proviennent presque entièrement de la taxe 3% prélevé par le CBK sur tout le café du Kenya. Elle reçoit aussi des fonds du gouvernement et, éventuellement de bailleurs étrangers. Les programmes portent sur la sélection de caféiers résistant à l'anthracnose des baies et à la rouille, le traitement du caféier, l'agroéconomie entre autres. Il a d'ailleurs mis au point la variété améliorée Ruiru11.

Chargée de la production des semences sélectionnées, elle effectue gratuitement un grand nombre d'analyse de feuilles et de sols débouchant sur des conseils de fertilisation aux planteurs. Elle est aussi responsable de la formation du personnel de vulgarisation (notamment de producteurs promoteurs dans le cadre de certains systèmes de certifications) et des agents des usines des coopératives. Elle est chargée de préparer les fiches techniques de recommandations pour la culture et la préparation du café.

Cependant, de nombreux producteurs ne sont pas informés, sans doute, parce que le centre ne serait pas en mesure de répondre à toutes les demandes.

Les ministères : agriculture et développement coopératif

Les services de vulgarisation sont placés sous la responsabilité du ministère de l'agriculture, des directeurs provinciaux de l'agriculture et des responsables agricoles des districts. Le personnel du ministère du développement coopératif contrôle le fonctionnement et la gestion des coopératives. Il participe à l'établissement des budgets annuels. Cependant ses moyens de travail et surtout de déplacements sont limités.

La CBK est le principal bailleur de fonds des coopératives. Les producteurs, à leur adhésion à la coopérative, bénéficient de l'ouverture d'un compte dans une SACCO le plus souvent bien qu'il soit libre de choisir une autre banque.

2.2.8. Un cadre légal en évolution

Le Coffee Act

La charte du secteur café (coffee Act) promulguée par le gouvernement en 1933 institue l'Office du café pour réglementer et contrôler l'ensemble de la filière. Cependant, la majorité de son conseil d'administration est composé de planteurs.

En 2001, le *coffee Act No. 9* a été promulgué, établissant le statut de office du café dépendant du ministère de l'agriculture entièrement responsable de la régulation de l'industrie du café. Ce nouveau Coffe Act a simplement réorganisé la compétition entre les acteurs influant de la filière. Il consacre ainsi la fin du pouvoir du CBK et réoriente le débat autour des courtiers préparés à se positionner sur le marché de spécialité de plus en plus diversifié.

« En 2001-2002, d'après l'union européenne, 76% du prix FOB auraient dû être réservés au paiement des sociétés coopératives, les 3/4 devant revenir directement aux fermiers. Ce qui était loin d'être le cas. [...] Le Coffee Act est d'abord l'expression d'un rapport de force entre les élites, au niveau régional comme au niveau national. » (Charlery de la Masselière, 2008).

STABEX et SCIP II pour le management coopératif

C'est un système de caisse de stabilisation propre à la commercialisation des cultures d'exportation mis en place en 1975 avec les premiers accords de la convention de Lomé entre la communauté européenne et les pays ACP. Il visait à stabiliser les prix des cours mondiaux sur le long terme ; lorsque les cours s'élevaient au dessus d'un niveau convenu, la différence pouvait être utilisée pour le financement du fond lorsque des pertes étaient enregistrées. L'instabilité, se traduisant par une incapacité à planifier sa production avec des problèmes de balance des paiements ayant des effets négatifs sur la productivité et le capital, est considérée comme un obstacle à un développement durable.

En 1990 et 1991, dans le cadre du système Stabex, le Kenya bénéficia de fonds pour le financement du projet SCIP II dont les objectifs principaux étaient :

- L'amélioration des systèmes de paiement (IPS)
- Le système de paiement avancé pour la récolte (CAPS) : 5Ksh/kg de cerise.
- Le système de crédit permettant l'accès aux intrants (FILS)
- La rénovation des stations de dépulpage
- La formation
- L'établissement des projets de coordination et de gestion des unités (PCMU)
- Le support institutionnel pour les organisations

¹⁴ Cooperative Bank of Kenya

¹⁵ SAVings and Credit CO-operatives

Cependant, en dehors des contributions apportées au secteur des petits producteurs, pendant les périodes de crise longues, ce système favorisait l'accumulation de dettes. De nombreuses coopératives ont été touchées par ces effets secondaires avec les crédits octroyés lors de ces projets. Au total, les coopératives de café du Kenya sont redevables à la Cooperative Bank d'environ 4.2 milliard Ksh alors que le prêt d'origine dans le cadre du SCIP était de 550 million Ksh. S'ajoute à cela, 1.1 milliard de Ksh datant du précédent projet SCIP I de 1989. Ces crédits ont significativement augmenté les déductions faites par les coopératives ce qui se répercute sur des paiements réduits aux producteurs. Dans certains cas, les producteurs ne reçoivent rien puisque l'argent sert à rembourser les dettes.

Tableau 2 : Fonds du STABEX alloués au projet SCIP II, 1998

	Ligne de credits allouée	Interêt	Montant total des fonds à rembourser en million de Ksh.
CAPs	190	4.7	194.7
FILS	425	10.5	435.5
CFDS	35	0.8	35.8
Equipement CRF Formation	10	-	0
Total	650	13.7	666

Sources : Andrew M. Karanja and James K. Nyoro

CODF pour le credit

Le projet est fomenté par la banque mondiale géré par Deloitte Consultancy Limited en tant que partenaire public/privé a été lancé en 2006. GOK¹⁶ aurait annulé la dette de Kshs 3.2 billion due par les petits producteurs et établi un fond de développement de Kshs 600 million disponible en 2008 pour des crédits abordables. La demande se fait par groupe de producteurs (Onsongo, 2008). Le projet est trop récent pour pouvoir évaluer son impact.

« Second Window » pour la commercialisation

Traditionnellement, le café du Kenya est vendu tous les mardis par un système d'enchères centralisées à la bourse du café de Nairobi. Depuis septembre 2006, le Kenya a abandonné le principe qui obligeait les producteurs à vendre leur café à travers le *Nairobi Coffee Exchange* pour faire face à la conjoncture économique. Le communiqué définit le *second window* comme un arrangement contractuel entre les producteurs et les Marketing Agent avec un acheteur étranger pour l'achat du café vert. L'agent de commercialisation doit accéder aux marchés outre mer, mener des études de marché et fournir une garantie bancaire pour protéger le producteur. Le nouveau système de vente directe leur permet de vendre au plus offrant et ainsi de réduire les coûts de marketing et de distribution. En outre, la traçabilité des produits s'effectue plus aisément. Les producteurs peuvent choisir eux-mêmes leurs stratégies de promotion et développer des partenariats ou des joint-ventures. (Ubifrance, 2007)

Certains analystes soutiennent que cette réforme aurait due être plus libérale car dans le cas présent, ce système restreint les producteurs à une voie de commercialisation passant par les *Marketing Agent* qui dépendent directement du GOK. Des acteurs de la filière

¹⁶ Gouvernement Of Kenya

dénoncent que des négociations sur les prix, entre les acheteurs et les agents de commercialisation, soient effectuées avant les enchères.

Cependant, ce nouveau système de vente, où les grands gagnants sont les *Estates* et les intermédiaires qui dominent le fonctionnement de la filière depuis 40 ans, ne fonctionne toujours pas correctement. (Onsongo, 2008)

2.2.9. Des initiatives privées d'autoréglementation de la qualité : la certification

Les Millers possèdent déjà différentes certification (Commerce équitable, UTZ...). Les coopératives sont, quant à elles, peu nombreuses à avoir entamé une démarche et la plupart des producteurs ne savent pas ce qu'est une certification. Des études dans le cadre du projet CAFNET montrent que l'initiation du processus s'effectue généralement par une proposition extérieure. Les coopératives, peu informées, ne comprennent pas les différences entre tous les systèmes. Lorsqu'une procédure est entamée, les coopératives ont souvent accepté sans avoir vraiment choisi parmi toute la variété de certifications existantes.

« Cette désorganisation de la filière, qui perdure, renforce les incertitudes au niveau des exploitations familiales, déjà fragilisées par la baisse des cours et la crise de l'emploi urbain, dont les revenus assuraient l'équilibre financier des comptes familiaux. On assiste ainsi à une désaffectation pour la culture du caféier au bénéfice d'autres activités. » (Charlery de la masselière, 2008)

2.3. Les nouvelles contraintes de cette filière

2.3.1. L'urbanisation rapide

Dans la région du Mont Kenya, fortement peuplée et bien reliée à la capitale par voie routière, on observe le développement de pôles d'urbanisation attractifs avec le fonctionnement de marchés voire même de supermarchés indicateurs d'un volume d'offre et demande locale. D'autre part, ces complexes attractifs sont la source de nouvelles demandes à satisfaire.

D'autres opportunités sur les marchés locaux

Le nombre de jour hebdomadaire d'approvisionnement des marchés est variable d'un marché à l'autre selon les flux. La diversité des produits et prix proposés reflètent quels sont les filières longues où la transformation sera plus élaborée pour le marché national et les filières courtes pour le marché locale. Ainsi, de nombreux produits agricoles issus du maraîchage, des arbres fruitiers et de l'élevage prennent de l'importance pour alimenter les petits restaurants et boucheries de la zone urbaine. Contrairement au cycle annuel du café, ces productions ont des cycles courts (journalier pour le lait) et moyen (trimestriel pour le maraîchage) qui permettent au producteur de s'assurer des revenus réguliers.

Une augmentation du prix du terrain

Du fait du morcellement des exploitations, il n'existe presque plus de terres disponibles dans la zone du Mont Kenya. Les parcelles proches de villes atteignent des prix de 800 000 Ksh/acre soit 20 000€/ha. Si l'on ajoute à ce prix le coût de transfert des titres de propriété suite à l'héritage, on comprend pourquoi la plupart des enquêtés ne le possède pas, limitant ainsi leur capacité de financement vis-à-vis des banques.

Les producteurs qui bénéficient des parcelles les plus proches de la ville, ont souvent décidé d'investir dans la construction pour ensuite louer des logements aux travailleurs urbains. La construction semble donc mieux valoriser le prix de cette terre.

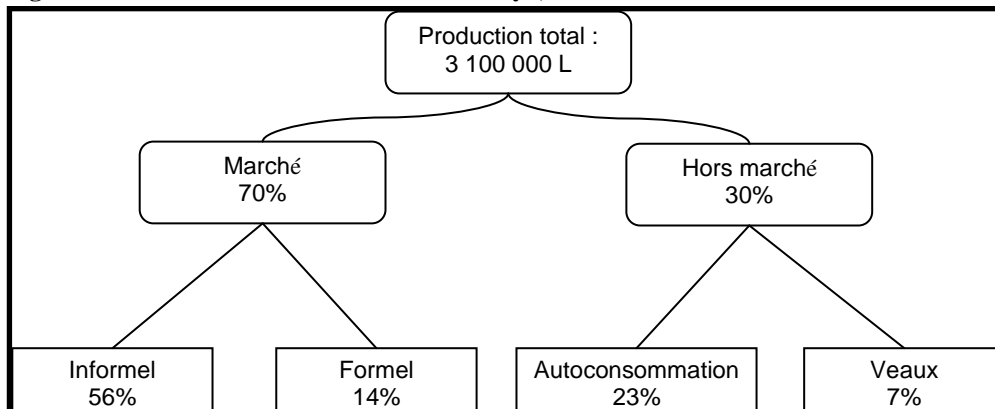
2.3.2. Une filière lait structurée et dynamique

Le Kenya possède l'une des plus grandes industries laitières de la région sub-saharienne représentant 14% du secteur de l'agriculture dans le PIB et contribuant à faire vivre environ 1,8 millions de petits producteurs. (Omiti et al. 2006)

Jusqu'à l'indépendance, comme pour la filière café, le marché était dominé par quelques grands exploitants laitiers. Puis, de 1969 à 1992, le gouvernement nationalisa l'industrie laitière créant une situation de marché monopolistique en subventionnant les services et fixant les prix pour garantir des marchés aux producteurs. Kenya Co-operative Creameries (KCC) bénéficia d'un monopole protégé sur le marché du lait et des produits laitiers. A partir de 1992, l'industrie se libéralisa rapidement en s'ouvrant aux marchés plus compétitifs. Cela augmenta la part de lait commercialisé de manière informelle dans les zones urbaines à hauteur de 80% du marché du lait.

Encore aujourd'hui, l'industrie est régulée par Kenya Dairy Board, établi dans le *Dairy Industry Act Cap. 336* promulgué par le parlement en 1958. GOK reconnaît le rôle des entreprises privées en créant un environnement favorable à leur installation afin qu'elles contribuent activement au développement économique de la filière.

Figure 14 : Structure de la filière lait au Kenya, 2004.



Source : Kenya Dairy Board, 2004

Demande stable et locale

La demande se situe à deux niveaux : le consommateur final et l'entreprise de transformation. La population qui croît est une demande potentielle d'une part et d'autre part, avec l'urbanisation croissante, la consommation de produits transformés est également croissante. En effet, il existe déjà des entreprises transformant le lait en yaourt, fromage, crème telles que Delamere, Brokesides.

L'offre en progression mais un potentiel sous estimé

Kenya est largement autosuffisant avec une production de 3,1 milliards de litre par an. Approximativement 56% du lait est vendu cru dans le marché informel. En 2006, des projections de la demande étaient estimées à 5,6 milliard de litre pour 2010. Or, l'actuelle capacité de production disponible permettrait de répondre à cette demande (Annexe 8). Une perspective de croissance pour la filière est donc à envisager.

Figure 15 : Production de lait au Kenya.

Lait	1970	1980	1990	2000
Cheptel bovin	8 600 000	10 000 000	13 793 000	13 794 000
Production (tonnes)	820 037	920 000	2 320 000	2 250 000
Exportation en équivalent lait (tonnes)	50 566	2 361	4 679	2 841

Source: FAOSTAT.

3. Le Mont Kenya : des zones agro écologique fertiles

Le Mont Kenya culminant à 5 199m est un ancien volcan qui se situe proche de l'Equateur.

Caractéristique	ZAE	1	2	3	4	5
Altitude	(m)	1770	1590	1320	980	830
Température	(°C)	16,8	18,2	20,2	21,4	22,6
Pluviosité	(mm)	1750	1400	1200	900	800
Pédologie		Andosol/Nitisol	Nitisol	Nitisol	Luvisol	Lixisol
Principales utilisations des terres		Théier/laiterie /caféier	caféier/laiterie/ Théier/	Caféier/maïs	Tabac/cultures vivrières	Bétail/cultures itinérantes

Cette région en résulte particulièrement fertile, offrant un fort potentiel agricole.

Les zones de production de café sont caractérisées par les ZAE des Upper Midlands : UM1, UM2, UM3 décrites par le tableau suivant :

Tableau 3 : Les zones agro écologiques de la région du Mont Kenya

Source : d'après Jaetzold et Schmidt, 1983.

3.1. La menace du CBD

Les zones productrices sont définies comme suit (Fourny, 2005):

- **UM1:** Altitude supérieure à 1981m. La production de café est fortement menacée par *Colletotrichum kahawae* responsable de la progression du Coffee Berry Disease (CBD). Dans cette zone, la production de café est pratiquée mais il est interdit d'en produire en dessous de cette altitude au Kenya.
- **UM2:** Altitude de 1676 m à 1981 m. Cette zone est considérée comme la plus appropriée pour la production de café.
- **UM3:** Altitude de 1219 m à 1676 m. C'est la zone où se concentrent les grandes plantations *Estates* autour de Nairobi.

La production du Kenya a montrée avec la saison 2007/08, une baisse historique de 22% par rapport à la saison précédente avec moins de 40 000 tonnes de production. Le déclin est attribué au CBD mais exacerbé par plusieurs autres facteurs liés à la crise actuelle parmi lesquels (USDA, 2004) :

- La compétitivité des autres producteurs,
- Les surplus du marché,
- Les problèmes liés à la libéralisation des échanges,
- L'inflation,
- L'inefficacité de la gestion des coopératives,
- Aux coûts trop élevés de production,

- Aux mauvaises pratiques agricoles des petits producteurs.

3.2. Un morcellement des terres.

La principale région productrice de la région centrale du Mont Kenya est une des zones les plus densément peuplées du territoire (Annexe10). L'accroissement de la population est de 2,76% avec une part de 42,9% des personnes âgées de moins de 15 ans et de 2,6% des personnes âgées de plus de 64 ans (statistiques mondiales, 2008).

Dans cette zone majoritairement peuplée par les Kikuyus, la terre est transmise de manière patrilinéaire dans le cadre d'un système foncier individualisé. On assiste donc à un morcellement des terres où la taille des fermes atteint des surfaces de 0,25acres (0,1ha). Les limites du système foncier se font sentir depuis quelques temps déjà. Certains, qui ont été scolarisés, aspirent à une autre vie et rares sont ceux qui subviendront aux besoins d'une famille uniquement par la terre.

On comprend alors pourquoi actuellement au Kenya, les jeunes issus des communautés rurales sont de plus en plus nombreux à ne disposer d'aucune terre cultivable. *« Aujourd'hui une étape semble être franchie car les plus pauvres sont de moins en moins nombreux à disposer d'une terre, ne serait-ce que comme ressource d'appoint. »* (Médard., 2008).

Cependant, il ne faut pas nécessairement associer pression démographique et pauvreté. On remarque d'ailleurs sur la carte que la région centrale la plus dense incluant la capitale est au contraire la moins pauvre. (Annexe 10)

« Si des craintes sur l'urbanisation rapide semblent justifiées compte tenu des capacités d'Etats défaillants (délinquance, services publics inopérants..), l'on oublie la créativité économique des citadins et l'effet d'entraînement des marchés urbains sur les campagnes environnantes (économie informelle, approvisionnement vivrier et maraicher...). » (Courade, 2007)

Comme le pense Boserup, dans les régions denses telles que la province centrale du Kenya, la pression foncière exercée sur un espace rural conduirait les populations à innover. En effet, dans notre zone d'étude, on observe une intensification agricole par nécessité avec une suppression des jachères et une mobilisation de toutes les ressources humaines pour obtenir des rendements beaucoup plus élevés tout en préservant la fertilité du sol.

Cependant cette gestion de la fertilité est remise en cause par des études de la FAO.

3.3. Une zone agro-écologique qui s'épuise.

Une étude de la FAO montre que les régions autour du Mont Kenya, du fait de leur fertilité, ont été densément peuplées et se trouve aujourd'hui face à un problème de pression foncière et d'épuisement des sols (Annexe 10).

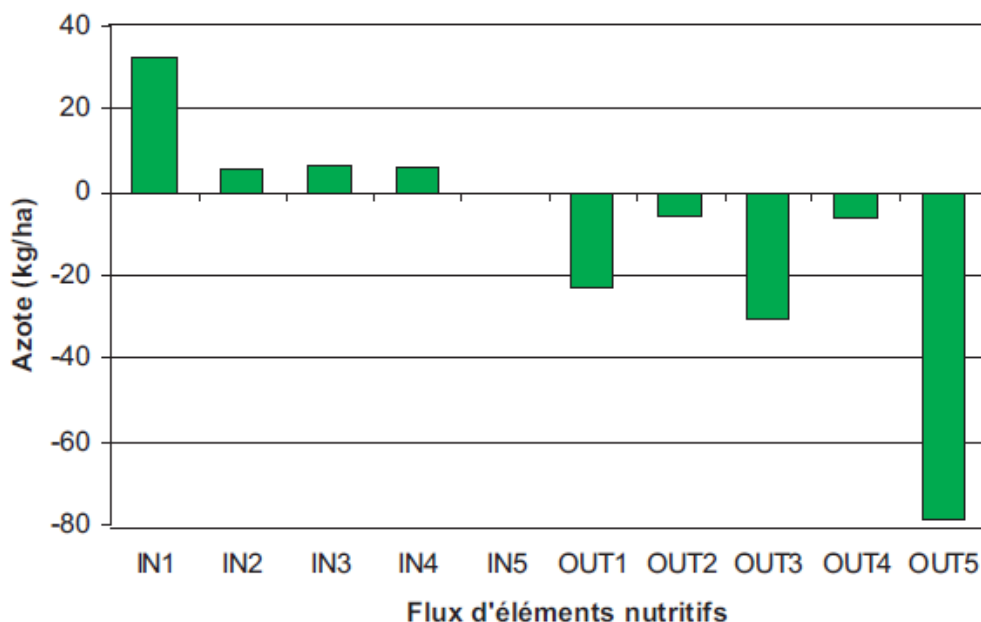
Sur la Figure 17, l'érosion (OUT5) est la sortie la plus importante, principalement en raison de la teneur élevée du sol en éléments nutritifs.

Les haricots reçoivent une partie de leur azote nécessaire grâce à la fixation symbiotique (IN4). Cependant, cette quantité est très faible comparée aux pertes.

Les pertes d'éléments nutritifs dues à la lixiviation et à l'érosion sont faibles pour la culture pérenne du caféier et la quantité d'engrais minéral (IN1) est plus élevée pour le caféier que pour les cultures vivrières. (FAO)

Cependant, l'utilisation d'engrais sur des cultures de rente peut cesser si les prix du marché mondial sont trop bas, comme c'est maintenant le cas pour le café.

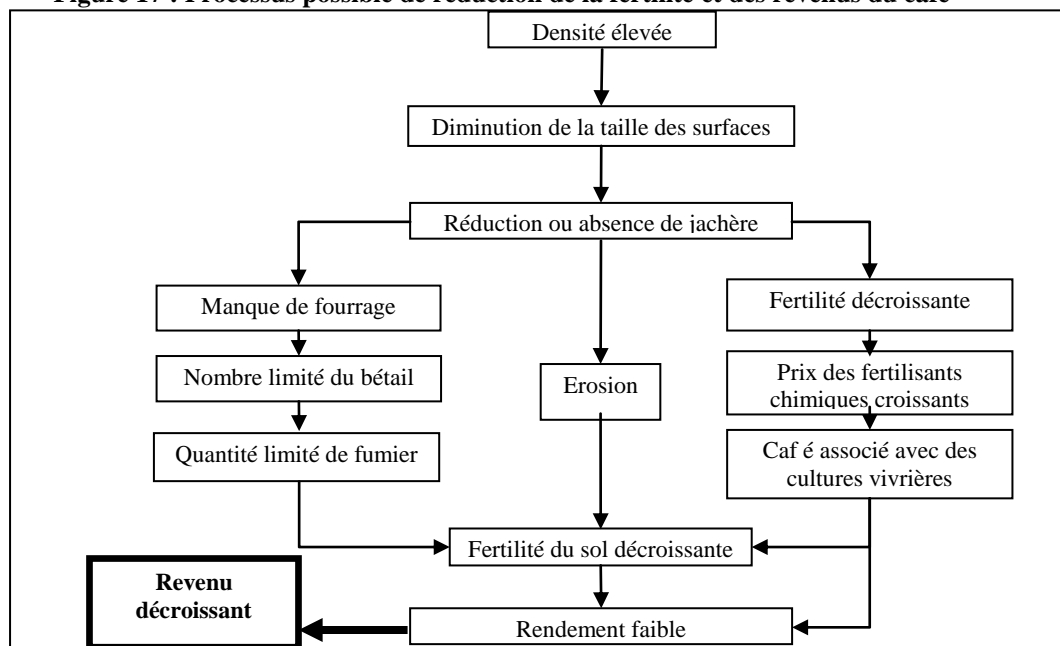
Figure 16 : Flux d'azote dans la zone «théier – caféier – laiterie» du district d'Embu.



Source : FAO

La pression foncière peut tout de même avoir un impact sur la réduction des revenus du café (cf. Figure 17) et vice versa, le café et plus précisément les revenus issus de cette culture jouent un rôle dans la gestion de la fertilité des sols puisqu'ils permettent aux producteurs d'acheter des intrants nécessaires au renouvellement du cycle mais aussi pour les autres cultures.

Figure 17 : Processus possible de réduction de la fertilité et des revenus du café



Sources : Rey P., Montzieux M., 2009

Synopsis 1

L'histoire nous rend compte que :

- La culture de café a été introduite par les européens dans des zones fertiles à l'exemple de la région du Mont Kenya où l'agriculture familiale prédomine avec des systèmes de polyculture-élevage, ce qui est corrélé avec une forte pression démographique.
- Le système foncier bouleversé par la présence des Anglo-Saxons suit maintenant une logique individualiste de transmission de la terre selon un modèle patriarcal bien qu'il soit actuellement en évolution.
- Il en résulte un phénomène de morcellement des terres.

Les principaux atouts sont :

- Un café d'une rare qualité lié à un terroir particulier
- Une filière relativement bien structurée mise en place par les anglais,
- Une modernisation de l'agriculture avec la mise au point de la variété Ruiru 11 résistante au CBD par le CRF et le recours aux intrants pour l'augmentation de la productivité des plants.
- Un engagement dans une démarche qualité avec la mise en place de certification contribue à une meilleure gestion de la production.

Les contraintes sont :

- Le poids d'une législation issue de la colonisation qui empêche la filière de réagir rapidement face à la compétition internationale.
- L'urbanisation rentre en compétition avec le café en raison de l'absence de terre disponible qui fait augmenter sa valeur.
- La production laitière augmente avec la croissance démographique. La filière bien structurée s'est plus rapidement libéralisée que celle du café.
- Cependant, les agricultures familiales subissent la corruption ou le *mismanagement* au sein des deux filières lait et café

Partie 2 : Etude de la place du café dans les agricultures familiales

Après avoir présenté le contexte de l'étude de terrain, nous étudierons plus en détails ses répercussions sur la place de la culture café au sein des exploitations familiales de la région du Mont Kenya. Pour mieux comprendre les résultats présentés, il est important de prendre en considération la méthodologie appliquée pour atteindre les objectifs fixés au départ.

1. Comparaison des 3 zones étudiées

Pour atteindre notre objectif de compréhension des stratégies des producteurs de café de la région du Mont Kenya, l'étude a été menée dans 3 contextes différents et plus particulièrement dans les districts de Nyeri, Murang'a et Embu (cf. Figure 18 et 19).

Après avoir présentés les problématiques liées à cette zone, il s'agit maintenant de mettre en évidence les éléments des 5 dotations de chacune des zones (Annexe 11) qui pourraient influencer les stratégies des producteurs (Cf. Tableau 4):

- La Zone Agro-Ecologique
- La gestion de la coopérative en fonction de son engagement dans la certification. (Annexe 12)
- L'accès au marché et les dynamiques urbaines

Tableau 4 : Comparaison des zones étudiées (densité et ZAE)

Petite ville	Karatina	Kangema	Embu
Location	Central province Mount Kenya	Central province Mount Aberdare	Eastern Province Mount Kenya
District	Nyeri	Muranga	Meru
Division	Mathira	Kangema	Embu
Coopérative	Barichu society	Iyego society	Rianjagi Society
Densité locale (Hab/km²)	848	685	641
Zone Agro Ecologique	UM1/UM2	UM1	UM2/UM3
CBD	++	++	
Qualité organoleptique	++	+	++
Certification de la coopérative?	En cours	non	Certifié Utz
Super Marché	1 (2è est en projet)	Superette uniquement	3 supermarchés

Sources: ICRAF 2009 et personnelles

En croisant les informations rassemblées, on se rend compte des spécificités de chaque zone.

Karatina est la zone étudiée la plus densément peuplée produisant une qualité particulière certainement liée à son terroir.

Kangema est la zone la moins dynamique avec un petit marché et l'absence de supermarché. D'autre part la rémunération de la main d'œuvre journalière conforte cette idée.

Embu est la zone la moins dense mais montre un développement urbain plus important avec la présence de 3 supermarchés. De plus la qualité de son café est certifiée et les attaques de CBD semblent moins fortes que pour les autres.

Les 3 coopératives sont actuellement informatisées mais Rianjagi et Embu l'est depuis plusieurs années alors qu'Iyego vient de recevoir ces premiers ordinateurs en 2008.

COFFEE GROWING AREAS IN CENTRAL KENYA

Key

- District boundary
- Coffee growing area

0 10 20 30 Kilometers

The map displays the following districts: LAIKIPIA, MERU CENTRAL, MERU SOUTH, NYERI, EMBU, KIRINYAGA, MBEERE, MURANGA, MARAGUA, THIKA, KIAMBU, MACHAKOS, and KITUI. Coffee growing areas are indicated by green shading.

An inset map shows the location of the study area within Kenya.

Figure 19 : Les 3 zones agro écologique de la région du Mont Kenya étudiées



2. Méthodologie suivie

L'objectif étant de comprendre les stratégies des producteurs, il est nécessaire d'identifier:

- Les acteurs, leurs pratiques et savoirs locaux
- Leurs priorités
- Les facteurs influençant leurs décisions : technique, écologique, économique et social
- La dynamique de tous ces éléments

Pour cela, la démarche adoptée suivait les étapes suivantes :

En phase de préparation terrain

- Bibliographie des zones étudiées
- Détermination des critères (Annexe 13)
- Préparation des questionnaires d'enquête (Annexes 14, 15)
- Elaboration de l'échantillonnage (Annexe 16)

Sur le terrain

- Immersion
- Observations des zones étudiées
- Réalisation des entretiens
- Triangulation et analyses des données recueillies
- Détermination des modèles
- Restitutions aux producteurs (Annexes 17, 18, 19):

2.1. L'échantillonnage

2.1.1. Premier temps : entretiens raisonnés et semi-directifs

Pour chacune des trois zones étudiées, les deux premières semaines étaient dédiées à la collecte de données générales sur les agricultures familiales afin de mieux cerner leurs problématiques. Des observations et une dizaine d'entretien semi-directif ont été réalisés pendant une à deux semaines. (Annexe 14)

Pour comprendre les dynamiques économiques et sociales, les petits producteurs étaient choisis en fonction de leur âge et des différentes activités apparemment pratiquées. Pendant cette même période, d'autres acteurs de la filière ont été rencontrés, au niveau des coopératives et des *Millers*. Pour avoir une vue d'ensemble et les points de vue de tous les acteurs interagissant.

En commençant avec la zone de Karatina, 18 producteurs ont été interrogés ainsi que des membres du ministère de l'agriculture et de Central Kenya Mills. Seulement 10 producteurs à Kangema et 8 à Embu du fait que les réponses se répétaient.

2.1.2. Deuxième temps : entretiens quantitatifs et directs

Après les 2 semaines, les informations ont été compilées pour en dégager les critères précis possibles d'évaluer pour comparer les trois zones. Un deuxième questionnaire a été élaboré pour procéder ensuite à des entretiens directs (Annexe 15). Un échantillon de 60 personnes a été interrogé au hasard¹⁷ parmi les 3 coopératives choisies pour confirmer les

¹⁷ Dans ce cas, le hasard a été réalisée en marchant dans les petits chemins et routes autour de la coopérative (jusqu'à 5/7km). Environ toutes les 10 min, on s'arrêtait. Après avoir vérifié qu'il y avait quelqu'un pour répondre correctement aux questions souhaitant nous recevoir, et qu'il appartenait bien à la coopérative,

tendances majeures des stratégies déjà perçues en entretien semi-directif. Pour la région d'Embu, seulement 40 producteurs ont pu être interrogés en raison de la période de récolte.

Dans chacune des zones, l'enquêteur était accompagné par quelqu'un de la zone pour pouvoir être traduite dans la langue Kikuyu et parfois plus facilement reçu par les producteurs.

A Karatina, la traduction a été effectuée alternativement par deux employés de la coopérative, la secrétaire et un des employés d'une station de dépulpage.

A Kangema, personne n'était en mesure de me traduire correctement en anglais, c'est donc une présentatrice de la radio locale qui m'a accompagné.

A Embu, étant en pleine période de récolte, tout le monde s'est mobilisé pour pouvoir m'aider lorsqu'ils avaient le temps, le comptable, un assistant *manager* et une secrétaire.

L'enquêteur était logé sur chacune des zones, ce qui lui permettait de rencontrer les membres des coopératives en dehors de leurs exploitations, en ville par exemple.

2.2. Triangulation et analyses des données

Dans chacune des zones, des données ont été collectées à travers les questionnaires semi-directif et direct, les observations de terrains, le ressenti quotidien au contact de la population locale et le travail de Mbataru P. qui lui aussi étudiait la question foncière plus en détail de ces mêmes zones.

Un travail de triangulation des informations était régulièrement pris en compte au fur et à mesure que le travail d'enquête était mené.

- Croisement des données en tenant compte des différentes sources : entretien semi-directif et directif : données qualitatives et quantitatives.
- Croisement des données collectées par deux enquêteurs travaillant sur deux sujets connectés : Mbataru P. et Montzieux M.
- Croisement des méthodes : enquêtes, observations, immersion, statistiques

Toutes ces données rassemblées ont ensuite été analysées avec la construction de schéma, système, graphiques et de méthodes statistiques (ACP et ACM) à l'aide des logiciels XLstat, statistica et Excel.

2.3. Restitutions

Après avoir collecté et analysé les données de terrain, il est important de donner un retour de l'information aux producteurs pour les impliquer dans la démarche, connaître leur point de vue sur la pertinence de l'analyse réalisée, avoir une confirmation ou non de certains résultats et approfondir voire obtenir un dévoilement de nouvelles informations si les producteurs de sentent en confiance.

Dans notre cas, dans chaque zone, les restitutions aux producteurs ont été menées comme suit:

- Pour la préparation de la restitution : quelques résultats clairs sont écrits en anglais avec des questions sur certains points à éclairer de manière à lancer un débat. Ces résultats ont été traduits dans la langue locale par Mbataru P. sur papier. (Annexe 15)
- Au moment de la présentation devant tous les producteurs conviés chaque phrase était énoncée en anglais et traduite ensuite afin de capter l'attention de tout le public.

l'entretien était effectué. Les données des producteurs, concernant les quantités produites ont été vérifiées dans les archives des coopératives.

Les résultats ont été confirmés. Puis, la plupart des producteurs (homme, femme, jeune et plus vieux), un par un, se sont exprimés personnellement sur certains points pas forcément abordés. Des explications ont été apportées aux points flous.

- A la fin de la présentation : les producteurs sont remerciés de leur collaboration en leur offrant le déjeuner.

2.4. Les limites de la méthodologie

Il existe de nombreuses sources de biais parmi lesquels :

La présence d'un blanc est souvent perçue comme quelqu'un qui vient en aide, d'où les réponses de certains producteurs insistant sur tous leurs problèmes. Cependant, en me présentant comme une étudiante, les producteurs, souhaitant voir leurs enfants à ma place, étaient le plus souvent coopérants.

2.4.1. Visite des producteurs via une coopérative

Malgré la présentation initiale avant chaque enquête réalisée, le fait de se présenter chez le producteur en compagnie d'un membre du management de la coopérative une association avec le comité de management peut-être fait et donc une méfiance est parfois inévitable.

2.4.2. Entretiens sur l'exploitation

En faisant les enquêtes dans les fermes, on ne rencontre pas un grand nombre de producteurs qui travaillent à l'extérieur. D'ailleurs, ceci explique certains résultats obtenus.

D'autre part, lorsque les hommes ne sont pas sur l'exploitation, de nombreuses femmes ne sont pas toujours en mesure de donner les choix réalisés par leur mari.

2.4.3. L'échantillonnage non représentatif

Malgré le fait que les 160 producteurs interrogés ne soient pas représentatifs de toute la population des producteurs de café du Mont Kenya, les résultats issus d'un recoupement entre les enquêtes qualitatives et quantitatives dégagent, tout de même, les grandes tendances.

3. La structure des exploitations familiales

La description des exploitations familiales dans l'objectif de comprendre les stratégies familiales doit d'abord mettre en valeur les besoins nécessaires de la famille et resituer l'environnement social dans lequel elles s'inscrivent.

3.1. Les unités de consommation

Du fait que la transmission de la terre se fasse selon un système individuel, on est dans une situation où les variables : taille de la terre, nombre de caféiers, taille de la famille (enfants et parents), nombres d'animaux, sont corrélées (Annexe 20). De là, une stratification de la population a pu être établie en fonction de l'âge ou de la taille de la terre. (Cf. Tableau 5 et 6)

Tableau 5 : Corrélation des variables selon l'âge

Catégorie d'Age	Effectif	Age moyen	Nb de caféiers	Taille de la ferme (acre)	Surface de café	Quantité de bétail	UC	Taille de la famille
1 (<40ans)	30	33	154,5	1,0	0,3	2	2,4	3,6
2 (40-60ans)	63	50	253,2	1,9	0,5	2,8	3,4	5,8
3 (>60ans)	67	69	336,2	2,3	0,7	3,2	3,1	8,3
Total/moyenne	160	54,9	269,5	1,9	0,5	2,8	3,1	6,4

Tableau 6 : Corrélation des variables selon la taille de la terre

Catégorie de taille de ferme	Effectif	Age moyen	Nb de caféiers	Taille de la ferme (acre)	Surface de café	Quantité de bétail	UC	Taille de la famille
1 (<1acres)	47,0	48,3	156,2	0,5	0,3	1,8	2,8	5,2
2 (1-2acres)	54,0	53,6	254,5	1,3	0,5	2,9	3,1	6,4
3 (>2acres)	59,0	61,4	373,4	3,6	0,7	3,7	3,3	7,4
Total/moyenne	160,0	54,9	269,5	1,9	0,5	2,8	3,1	6,4

Les familles *kikuyus* rencontrées sont monogames et ont rarement plus de 6 enfants.

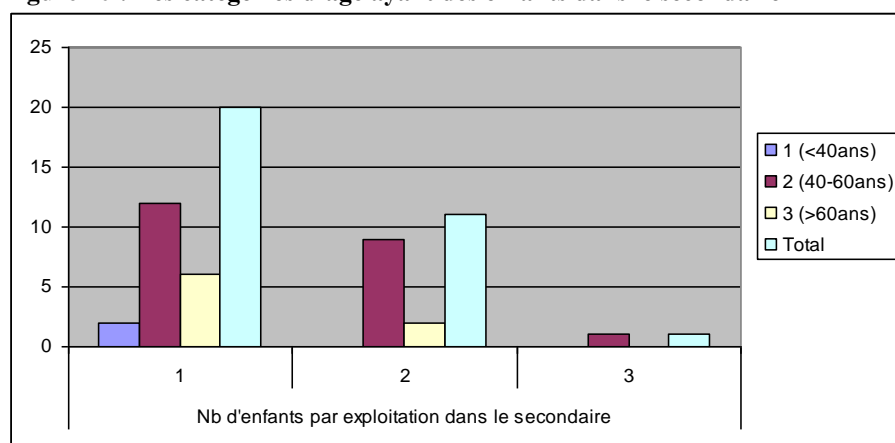
Les producteurs ayant moins de 40 ans travaillent sur des exploitations généralement plus petites et ont leurs enfants à l'école primaire. Ils sont déjà entrain de préparer leur futur en souhaitant qu'ils aillent dans le secondaire et à l'université s'ils en ont les moyens.

Ceux qui sont âgés entre 40 et 60 ans sont limités par les dépenses scolaires de leur enfant qui sont dans le secondaire. Cependant ils disposent de main d'œuvre pendant la période des vacances scolaires au moment d'une partie de la récolte (novembre).

S'agissant des plus âgés de 60 ans, leurs enfants sont la plupart du temps indépendants lorsqu'ils se sont mariés sinon ils continuent d'aider et de manger chez leur parent, sur l'exploitation familiale. *"They still come for the 3 meals of the day"* se plaignent certains parents. Lorsque ceux-ci ont des difficultés, il n'est pas rare que ce soit les parents qui s'occupent de leurs petits enfants et leur paient l'école. C'est pourquoi en considérant les unités de consommation selon les conventions de l'OCDE¹⁸, les unités de consommation (UC) ne sont pas corrélées avec les autres variables. (Annexe 20)

Finalement, les familles 2 et 3 ont plus d'enfants à charges et les familles 1 et 2, plus de frais de scolarité (enfants dans le secondaire). A quelle hauteur le café subvient-il aux besoins d'une famille ?

Figure 20 : Les catégories d'âge ayant des enfants dans le secondaire



Sources : enquêtes

¹⁸ 1 UC pour un adulte, 0,5 UC pour les personnes de 14 ans ou plus, secondaire, 0,3 UC pour les personnes de moins de 14 ans, primaire.

3.1.1. Le réseau social

L'environnement social des familles en général est explicité dans la figure 21 :

▪ *L'église :*

Tous les dimanches, les familles se rendent à l'église et donnent régulièrement lorsqu'ils ont de l'argent. Il existe une organisation propre à chaque église avec un système de groupes d'âge, chorales fortement liée avec l'école.

▪ *L'école :*

Les producteurs se soucient beaucoup de l'éducation de leurs enfants qui n'hésitent pas payer pour les envoyer dans de bonnes écoles. Le primaire est gratuit mais le secondaire souvent un système d'internat est payant : le moins cher est environ 10 000 Ksh/an soit 100€/an.

▪ *Le bar pour les hommes*

Pouvoir s'acheter de l'alcool est un signe de richesse en zone urbaine dans le sens où il faut de l'argent liquide (80ksh/bière, le même prix qu'1kg d'Ugali). Il est également un passe-temps et une récompense de cet argent gagné. Actuellement, l'alcoolisme est un fléau et un cauchemar pour de nombreuses femmes. Ce sujet fait même l'objet de débat radio où les hommes viennent témoigner de leur impuissance à trouver un autre passe-temps.

▪ *Les groupes de femmes*

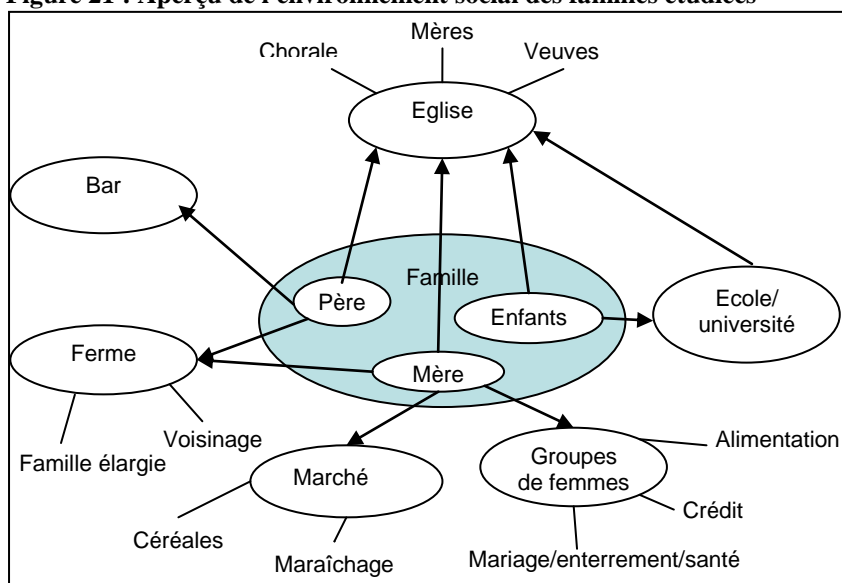
Les femmes ont également mobilisé des voies de capitalisation sociale en constituant des groupes de femmes, avec des membres de la famille élargie, des membres du village ou de l'église pour pratiquer la tontine localement appelée *itatis*.

Il existe de nombreuses formes d'organisation aux objectifs divers :

- pour les événements : mariage, enterrement, maladies
- pour le microcrédit : l'argent est prêté à une personne qui doit le rendre avec 10% d'intérêt
- pour la maison : équipement de cuisine, outils...

Ces groupes fonctionnent plutôt bien grâce au système de sanction adopté contre l'absentéisme (150ksh doivent être payé, ce qui correspond au prix d'une journée de travail).

Figure 21 : Aperçu de l'environnement social des familles étudiées



Sources : enquêtes

3.1.2. La répartition des activités agricoles au sein de la famille.

Les activités agricoles sont réalisées autant par les hommes que les femmes. Certaines tâches sont attribuées aux hommes pour des raisons physiques tels que la taille annuelle de renouvellement, l'épandage du fumier, le traitement des caféiers alors que le désherbage et la récolte sont plutôt des activités féminines.

D'autre part, il y a aussi une répartition des décisions entre les genres. Les hommes vont donner les orientations pour la gestion de la culture du café mais aussi de la production laitière alors que ce sont les femmes qui vont traire les vaches et faire usage de cet argent au quotidien. De même qu'elles décident des cultures vivrières pour l'autoconsommation comme pour la vente. En ce qui concerne l'argent du café, depuis la crise économique débutée à la fin des années 1990, l'argent ne permettait plus de payer l'école des enfants.

Pour répondre aux besoins qui n'étaient plus couverts par l'argent du café, les femmes ont adopté différentes stratégies « *After the coffee crisis, women reinvented traditional modes of earning private income* » (Mbataru, 2008) parmi lesquelles le commerce de céréales et de produits maraîchers sur les marchés locaux (Karatina est jusqu'à ce jour l'un des plus actifs). Ces marchés ont des places importantes dans la structure socioéconomique de la société « post-café » et les femmes jouent un rôle de plus en plus prépondérant. « *Avec le commerce du grain, ce sont elles qui employaient des hommes pour le transport du maïs à vélo par des chemins inaccessibles [...] In nyeri, men seemed resigned to their fate as women became the "new men" of the post coffee society* ». (Mbataru, 2008)

3.1.3. Les besoins de base : l'alimentation et l'habitation.

Avec la colonisation, les goûts alimentaires ont évolué. Les connaissances traditionnelles ont été complétées avec de modernes. L'alimentation de base est constituée de maïs, pomme de terre, haricot, banane, légume feuille¹⁹, chou... pour préparer les plats quotidiens et festifs* :

- *Githeiri* : Mélange de maïs/haricot rouge
- *Mukimo* : Purée de pomme de terre, feuille de *butternut*, maïs et parfois des petit pois.
- *Matoke* : Purée de banane verte mélangée avec *butterbut* ou patate et quelques tomates
- *Ugali et sukumawiki* : Semoule de maïs accompagné de *sukumawiki* cuit avec de oignons.
- *Chapati**: Galette de farine de blé

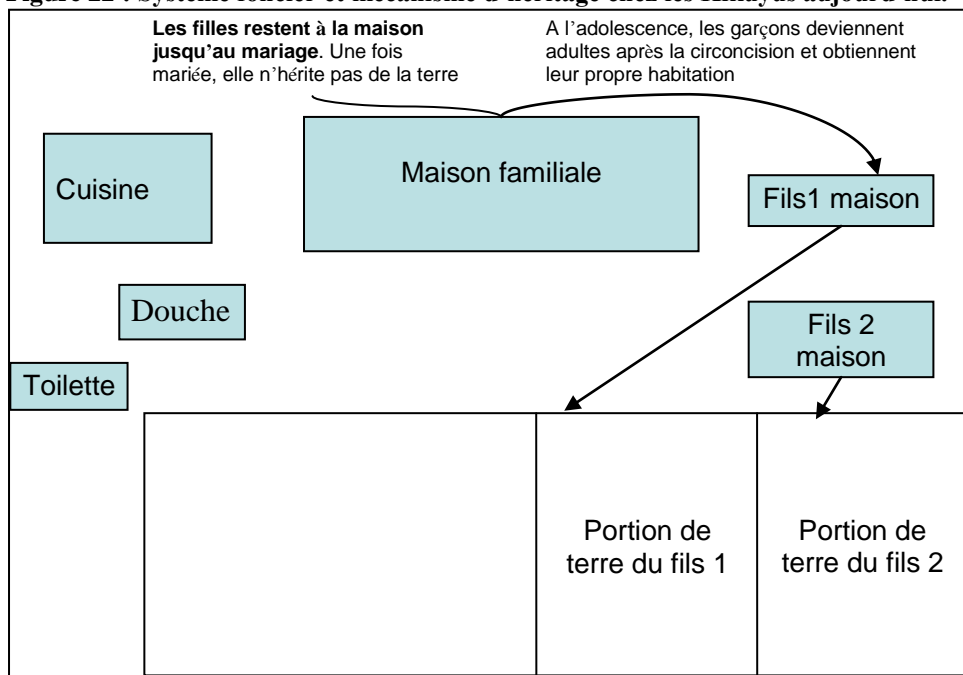
La viande est un repas de fête. Les moins chères sont la viande bovine et la chèvre, ensuite le poulet local et enfin le porc. Dans la région, la boisson quotidienne est le thé au lait sucré. Le café, trop cher et peu souvent apprécié, est considéré comme une boisson de luxe. D'autre part, il n'y a bien souvent que du Nescafé soluble. La cuisine se fait au feu de bois et parfois au charbon dans un *jiko* pour faire les *chapati*, notamment.

Tout est produit, sauf le thé, le sucre, les matières grasses, la farine de maïs et de blé, le charbon qui sont achetés. Les femmes achètent également les ustensiles pour la cuisine et les bassines pour laver le linge.

La plupart des maisons sont construites en bois avec les arbres de l'exploitation, *robusta grevillea*, principalement. Les meubles sont généralement obtenus avec la dot du mariage. Les filles restent dans la maison familiale jusqu'à ce qu'elle se marie. Tandis que les jeunes hommes, considérés comme des adultes, après avoir été circoncis pendant leur adolescence, vivent déjà hors de cette maison. (Cf. Figure 22).

¹⁹ *sukumawiki*

Figure 22 : Système foncier et mécanisme d'héritage chez les Kikuyus aujourd'hui.



Sources : Enquêtes

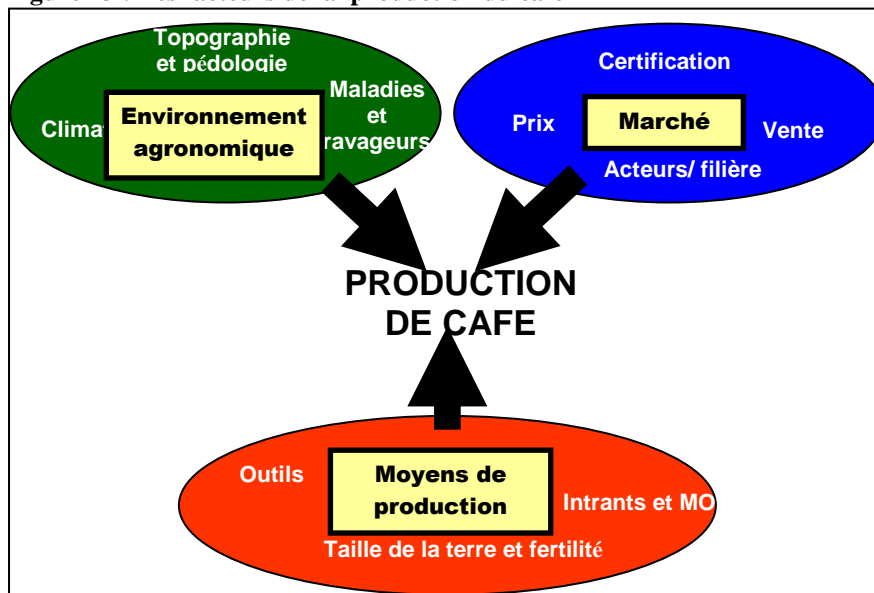
3.1.4. De l'usufruit des caféiers à la gestion de l'exploitation héritée.

L'exploitation constitue les premières ressources qui seront mobilisées pour couvrir les besoins de la famille. Avant même d'être marié, le fils peut recevoir une partie des caféiers dont il devra s'occuper. Certains peuvent déjà utiliser la terre où se trouvent les caféiers d'autres non. Une fois marié, une partie de l'exploitation familiale est transmise à chacun des fils. Lorsqu'il y a plusieurs frères, le père décide des surfaces en fonction de la contribution de chacun au développement de l'exploitation. Lorsque le père décède, sa femme continue de gérer l'exploitation. La totalité de la terre sera répartie après le décès des deux parents. Actuellement, le père confie parfois une partie de sa terre à ses filles. Avec la crise, le café ne symbolise plus l'ascension sociale. Et les nouvelles opportunités de travail proposées en zone urbaine sont plus attractives auprès des jeunes qui éprouvent une désaffection de plus en plus forte pour le travail agricole et la culture du café en particulier. Les filles qui restent au foyer jusqu'à leur mariage, aide parfois plus que les jeunes hommes. Le père n'hésite pas leur en être reconnaissant en leur léguant une partie de l'exploitation.

3.2. Les unités de productions

Suite aux enquêtes, les facteurs majeurs agissant sur la culture du café ont été schématisés.

Figure 23 : Les facteurs de la production du café



Sources : Enquêtes

3.2.1. Les facteurs limitants de la production de café selon les producteurs

Les moyens de production (cf. figure 24)

La terre : Avec le système individuel de transmission des terres, les exploitations se réduisent atteignant des tailles variables de 0, 20 acres to 8 acres. La taille initiale de départ trouve son explication dans les faits historiques déjà énoncés en première partie. De plus les terres disponibles se font rares avec la pression démographique.

Les moyens financiers font défauts pour acheter les intrants et payer la main d'œuvre nécessaire au maintien de la production sachant que les sources de liquidité sont généralement obtenues avec l'argent du café et du lait. Récemment le système de crédit CODF mis en place n'a pas encore fait ses preuves. Les producteurs redoutent de s'endetter plus qu'ils ne le sont déjà depuis la crise.

La main d'œuvre est principalement familiale. Pendant les périodes de récoltes, de traitement des caféiers, de désherbage, des employés journaliers sont contractualisés de manière informelle. Parfois, il manque de main d'œuvre disponible.

L'eau : A Kangema et Embu, presque toutes les exploitations ont un robinet d'eau courante contre un paiement de 200ksh/mois. Alors qu'à Karatina, pratiquement aucune n'est équipée. Cela pose parfois des problèmes pour diluer les produits chimiques. Lorsque les moyens sont là, des réservoirs sont mis en place pour la récupération de l'eau des toits.

Les outils : La brouette pour le fumier et la récolte, des paniers, une machette pour le désherbage, un sécateur pour retirer les feuilles, une pompe pour le traitement des caféiers avec les produits chimiques sont les principaux outils nécessaires à la production des caféiers.

L'environnement agronomique

Les maladies et ravageurs mentionnés par les producteurs sont: *potato bright*, CBD (coffee berry disease), CBB (coffee berry borer), les taupes (Coûte 150ksh pour en tuer une).

Le marché

L'information sur les marchés : les prix n'étant pas fixés à l'avance comme pour les systèmes de *futures et forward*, il est impossible pour le producteur de prévoir.

Le système de paiement : certains producteurs se sont plaints que des membres de leur coopérative ne s'occupaient pas de leur café et pourtant ils étaient payés le même prix. Près d'Embu, une coopérative, qui est en voie de certification, a mis en place un système de groupe A et B pour mieux rémunérer les producteurs récoltant du "bon" café que les autres. (Ce qui semble effectif puisque les producteurs du groupe B veulent faire partie du groupe A).

Acteurs/filière : Certains producteurs ont essayé de produire de manière biologique avec les produits *Effective Microorganism* (EM) mais ils n'ont pas trouvé d'acheteurs prêts à rémunérer ce travail.

Quelques producteurs ont mentionné la politique comme origine des problèmes actuels.

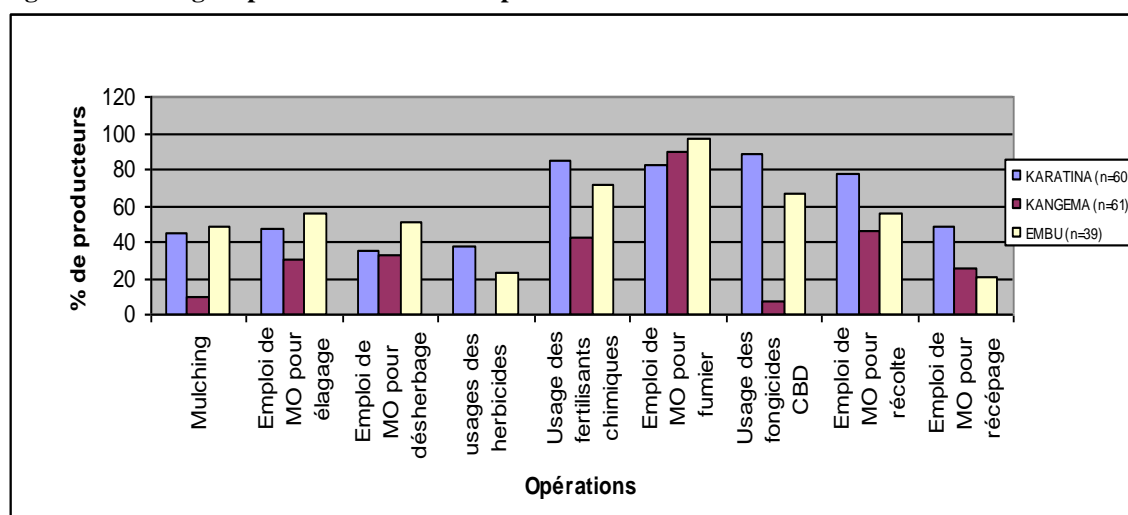
3.2.2. Les pratiques concernant le café selon les 3 zones

Après avoir présentés les opérations nécessaires à la production du café et les contraintes qui s'appliquent au système café, il a été possible de comparer comment les producteurs des 3 coopératives investissaient dans leur production.

Ainsi, les producteurs des coopératives de Karatina et Embu sont plus nombreux à dépenser dans la production de café que ceux de Kangema avec plus de 80% des producteurs de Karatina qui utilisent les fertilisants chimiques et les fongicides contre le CBD (Cf. Figure 25). La MO est également un poste de dépense plus conséquent pour les producteurs de karatina et Embu que ceux de Kangema. On note aussi l'importance de l'application du fumier pour les trois zones.

Quel est le bénéfice obtenu par les différents producteurs ?

Figure 25 : Charges opérationnelles dans la production de café selon les 3 zones.



Sources : enquêtes

4. Données recueillies sur la place du café au sein des exploitations

4.1. Bilan économique : comparaison des 3 zones étudiées.

Le calcul de la rentabilité du café s'est fait avec les données suivantes :

- La quantité de cerise et mbuni²⁰ délivrée à la coopérative.
- Les prix correspondant à la cerise et au mbuni.
- Les dépenses de produits chimiques délivrés par la coopérative ou acheté dans le commerce local.
- Les dépenses en MO journalière.

Cependant, lorsqu'un producteur travaille hors de la ferme, il est obligé d'employer quelqu'un pour réaliser le travail à sa place alors qu'un autre producteur ne va pas rémunérer le travail familial. Comme il est impossible de savoir exactement combien un producteur gagne, cette dépense a été compensée en ajoutant le coût de la quantité de travail d'un homme-jour pour toutes les opérations que ne peut pas réaliser le producteur employé en dehors de la ferme.

Revenu net = Quantité x prix – (intrants + MO) + coût d'1 Hj (pour chacune des opérations) dépensé par un producteur employé.

Tableau 7 : Coûts de production moyen des 3 coopératives

Coopératives	Coût /arbre (Ksh/arbre)	Coût intrant/arbre	Coût MO/arbre	RDT07 (kg/arbre)	Prix (Ksh/Kg)	VAB ²¹	VAN ²²
Karatina	63,6	36,7	26,9	3,1	30,0	93,7	30,2
Kangema	25,1	9,4	15,7	1,8	20,0	35,3	10,3
Embu	41,7	16,0	25,7	2,2	30,0	66,2	24,5
Moyenne	43,6	21,1	22,4	2,4	30,0	71,5	27,9

Sources : Enquêtes

Ce bilan est comparé à différents seuils estimés avec des données recueillies sur le terrain :

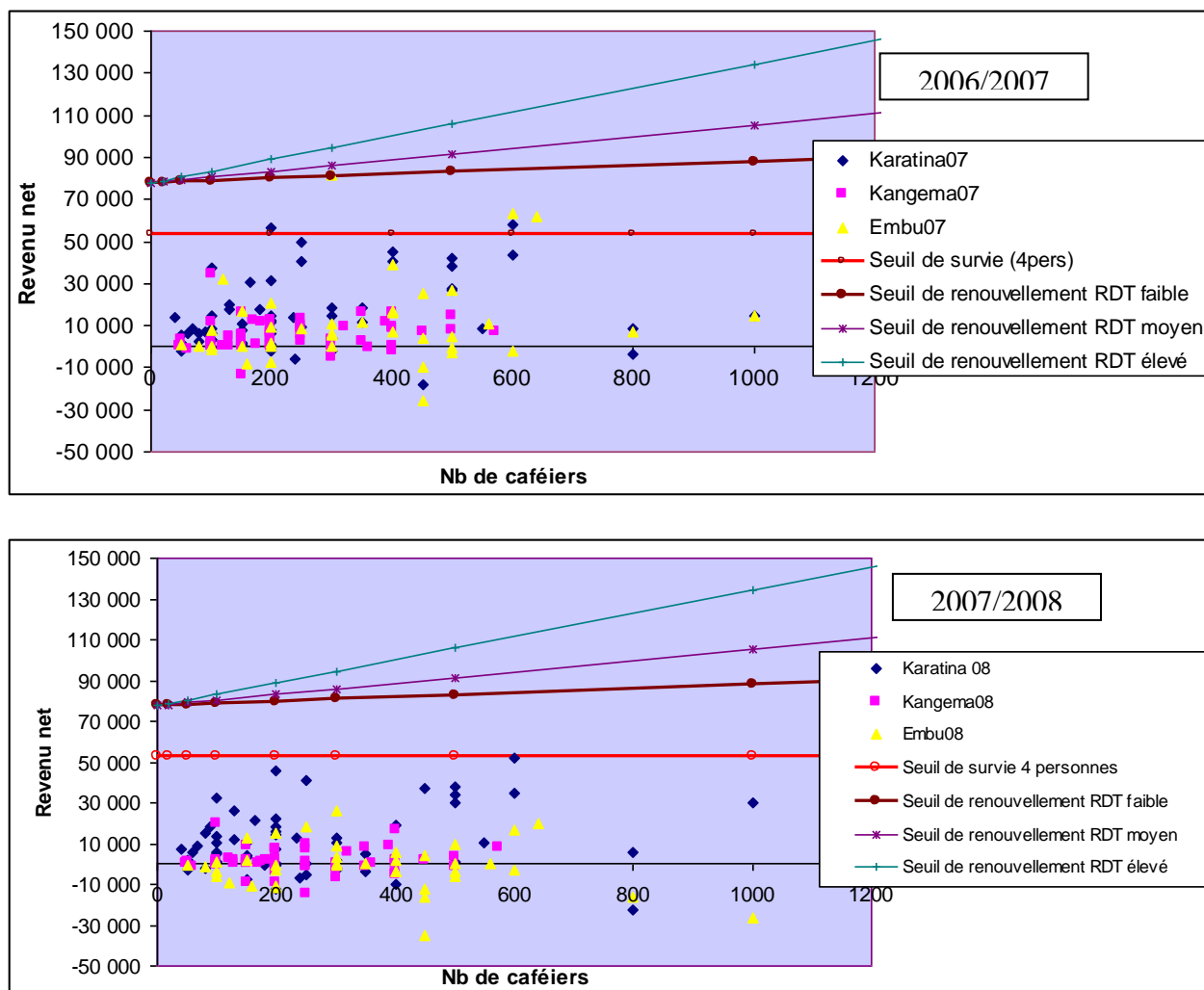
- Seuil de survie avec les besoins de base (Alimentation, habitation, ustensiles de cuisine).
- Seuil de renouvellement socio-économique : en ajoutant au seuil de survie, les dépenses scolaires ainsi que les coûts d'installation et de production théorique proposés par le CRF. (Annexe 22).

²⁰ Café sec

²¹ Valeur Ajoutée Brute

²² Valeur Ajoutée Net : uniquement les intrants et la MO ont été déduits de la VAB.

Figure 26 : La rentabilité du café selon les 3 zones pour les deux saisons 2006/2007 et 2007/2008.



Sources : enquêtes

- La saison 2008 a été mauvaise année à cause des températures qui ont permis le développement du CBD. Pour éviter le biais conjoncturel dans l'analyse, il est préférable de considérer les valeurs de 2007.
- Si on considère la production comme une monoculture, dans les 3 zones, elle permet à peine de couvrir les besoins de base d'une famille de 4 personnes et d'autant moins le renouvellement socio-économique de cette famille.
- Différentes gestions de la production de café sont observées : Karatina a toujours plus de bénéfices même pendant la mauvaise année alors qu'Embu a beaucoup subi les effets de la mauvaise année. Kangema tire moins de revenu du café que les autres zones dans les deux cas mais restent stables.

De manière générale, on retrouve bien qu'à Embu et Karatina, les producteurs parient plus sur la culture du café qu'à Kangema : ils obtiennent les plus gros revenus mais aussi les plus grosses pertes.

4.2. L'importance du café dans les revenus monétaires

- Quelles sont vos sources de revenus (interne et externe à l'exploitation) ?
- Quelle est la source la plus importante ? Pouvez-vous ordonner les autres ?

Les réponses à ces questions ont permis de confirmer les résultats obtenus précédemment et d'ajouter des éléments concernant la diversification des sources de revenus (Annexe 24).

Ainsi, à Karatina, le café occupe les premières places et les sources de revenus sont peu diversifiées (2 ou 3).

A Kangema, le café occupe les 3^e, 4^e et 5^e place sachant qu'il y a le plus souvent, 3, 4, 5 sources de revenus. Le café se trouve donc en dernière position et les revenus agricoles diversifiés.

A Embu, le café est positionné en premier alors que les sources de revenus sont fortement diversifiées avec plus de 5 sources. Le café occupe une place centrale.

Eléments d'explication des divers positionnements du café

Dans le district de Nyeri (Karatina), la qualité du café, particulièrement réputée, est relativement bien rémunérée (Annexe 23). Pendant la crise, alors que la production diminuait dans les autres districts, elle était maintenue. De plus la coopérative qui s'est investi dans un processus de certification communique auprès de ses producteurs les nouvelles opportunités de produits chimiques et de crédit (CODF). A Barichu, Tropicals visitant régulièrement la coopérative pour organiser des démonstrations d'utilisation d'intrants auprès de groupe de producteurs. Pour le crédit, même si dans les 3 zones, nombreux se méfient des crédits de peur de ne pas pouvoir payer. On peut souligner qu'à Barichu (Karatina), les producteurs ont commencé à participer en 2008 et à Rianjagi (Embu), cela fait deux ans alors qu'à Iyego (Kangema), les producteurs se sont pas même informés de ce projet.

La coopérative Iyego, (Murang'a district) a été victime du *mismanagment* des années 2001/2002 avec l'affaire des 640 millions d'arriérés de paiement au producteurs. Cette année là, les producteurs n'ont pas été rémunérés (Annexe 23). Le paiement de cette saison a été réalisé en 2007/2008. On peut comprendre que les producteurs n'aient plus confiance en la structure sensée absorber une partie du risque de la longue chaîne de valeur.

De plus, pendant les enquêtes, il a été relevé que le management de la coopérative n'avait pas idée de ce qu'est la certification contrairement à Barichu où le processus est en marche.

A Rianjagi, où la certification UTZ est déjà établie depuis la saison 2007/2008., la qualité apparaît élevée (Annexe 24); les producteurs ont même reçu un cahier pour noter le suivi de leur campagne. Elle a vendu ses premières récoltes certifiées lors de la dernière saison 2008/2009. Le comité de gestion de la coopérative espérait obtenir des prix encore supérieurs à ceux de la saison 2007/2008.

En outre, parmi les producteurs de la coopérative, certains (au moins un dans chaque village) ont suivi une formation au CRF, ils deviennent des "promoter farmers" chargé de mettre en œuvre des démonstrations pratiques aux autres producteurs de leur village. (Cette démarche fait partie de la certification UTZ). Les producteurs ont le sentiment que la culture prend de nouveau de l'importance. Le système de certification contribue ainsi à faire circuler l'information entre les acteurs (management de la coopérative, centre de recherche (CRF) et producteurs).

Les différentes conduites du café selon les coopératives sont clairement mises en valeur par une ACP (Annexe 27).

4.3. Le café : une production multifonctions

La simple production de café ne permet pas, dans la plupart des cas, d'assurer la survie d'une famille de quatre personnes, encore moins son renouvellement socio-économique (Cf. figure 27). C'est pourquoi elle n'est pas l'unique élément présent dans les exploitations. Cependant, la culture n'a pas disparu comme pourrait le laisser penser les conséquences de la dernière crise. Le café n'a pas une unique fonction de production mais remplit aussi les fonctions de crédit, d'emploi, de sécurité alimentaire et des fonctions environnementales.

La fonction de crédit

Au Kenya, la plupart des petits producteurs appartiennent à une coopérative, ce qui leur donne droit à un compte en banque sur lequel le café leur sera payé. Ils sont donc bancarisés et bénéficient du système stabex permettant aux coopératives d'emprunter de l'argent pour approvisionner les producteurs en intrants sous forme de crédit. Le café permet donc un accès au crédit. Avec le CoDF, ce système de crédit est ouvert à tous les producteurs même lorsque certains sont considérés comme trop âgés pour les banques. Ainsi, même si les producteurs en sont dépendants du système stabex mis en place par les européens, le café est un moyen d'investir indirectement dans d'autres activités : la scolarité, une vache laitière, les intrants pour le maraîchage...

La fonction d'emploi

Le café à travers toute la filière emploie de manière formelle et informelle, un grand nombre de Kenyans. D'autre part, beaucoup de main d'œuvre est nécessaire durant la récolte, et de plus en plus, les producteurs possédant des surfaces trop petites pour subvenir à leur besoins se voient obligés de trouver du travail en ville. Dans ces cas, ils sont contraints de contractualiser des employés journaliers pour chacune des opérations.

On voit ainsi se dessiner différents statuts de producteurs, ceux qui font eux-mêmes et ceux qui font faire.

Indirectement, cette fois, lorsque les producteurs investissent dans l'éducation de leurs enfants grâce à l'argent du café, ils souhaitent qu'ils soient employés en zone urbaine par la suite et continue de faire faire la production de café.

La fonction de sécurité alimentaire

A travers la coopérative, les producteurs ont accès aux intrants qu'ils rembourseront avec le paiement de leur café. Ces intrants sont utilisés pour le café et les cultures vivrières. C'est par ce biais visant à intensifier la production vivrière des petites exploitations que le café joue cette fonction.

La fonction environnementale

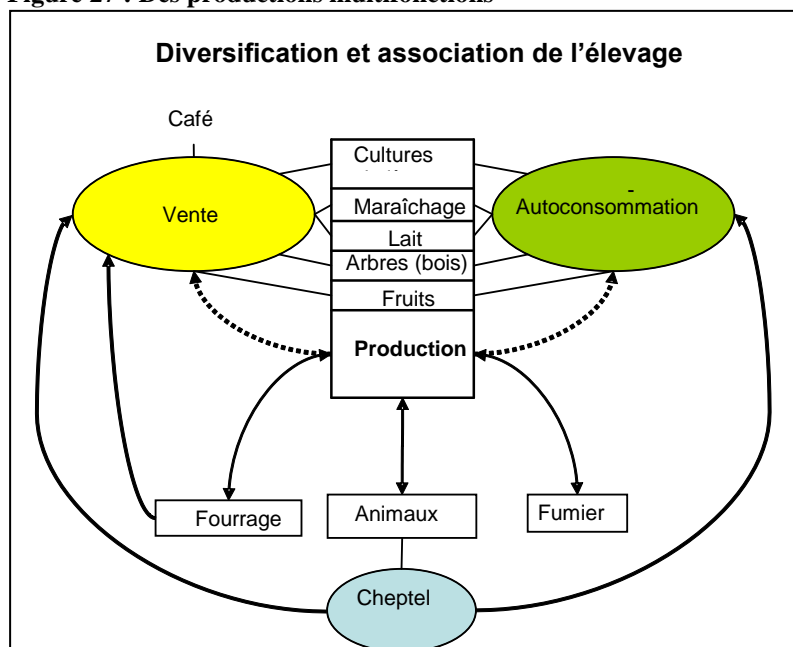
En première partie, l'étude de la FAO, dénonçant l'épuisement des sols de la région, montrent que les intrants appliqués aux caféiers contribuent à maintenir une certaine fertilité du sol indispensable au renouvellement des systèmes de production des agricultures familiales. De plus, le café fait partie intégrante de systèmes agroforestiers complexes visant à gérer les flux de fertilités (Annexe 21).

4.4. La gestion des petites unités de production

Les petits exploitants sont les premiers bénéficiaires de la terre, ils ont donc tout intérêt à maintenir la fertilité de leur sol. Comment l'organisent-ils ?

Le café n'est jamais produit en monoculture dans les agricultures familiales, d'ailleurs seulement 6/160 ont le café comme unique source de revenu monétaire. Il est inclus au sein d'une exploitation comportant différents systèmes de production ayant des objectifs différents : autoconsommation, vente et capitalisation par le cheptel (Cf. Figure 27). Les productions vivrières d'abord pour l'autoconsommation, sont vendues lorsqu'il y a des surplus. Les animaux, participent aux systèmes avec leurs apports en fumier. Les enquêtes qualitatives ont révélé que le choix des principales cultures rencontrées est réalisé en fonction des certains facteurs limitants présentés en 3.2.1 (voir aussi Annexe 28). Autre constat, la culture du café est le plus souvent associée. Ces observations ont été confirmées par les enquêtes quantitatives : 125 producteurs sur 160 associent le café.

Figure 27 : Des productions multifonctions



Sources : personnelles

4.4.1. L'association du café, une gestion de la fertilité

Pourquoi les producteurs associent-ils leur café ?

- 16/125 avec des cultures maraîchères
- 59/125 avec des cultures vivrières (pomme de terre/butternut/maïs)
- 71/125 avec le haricot
- 65/125 avec des bananiers
- 77/125 avec des arbres.

L'association du café avec d'autres cultures est souvent liée avec les surfaces réduites des exploitations mais ce n'est pas systématiquement le cas. A Karatina où les surfaces sont bien plus petites comparées aux autres zones (Annexe 29), les producteurs sont le plus nombreux à ne pas associer le café. Sur les 35 producteurs qui n'associent pas le café, 34 sont de Karatina. Les haricots cultivés sont connus comme étant des légumineuses fixant l'azote dans le sol et contribuent de ce fait à la gestion de la fertilité du sol.

Outre la taille et le problème de fertilité, l'association est une stratégie de gestion du risque. En effet, lorsque le producteur prend des intrants à la coopérative pour son café, alors qu'il ne sait ni combien il gagnera à la fin de la campagne ni si cela sera suffisant à rembourser les intrants utilisés, il choisit de faire bénéficier les productions vivrières des intrants en les associant au café.

“There are signs that coffee is becoming better so I'm going to stop intercropping with cabbage but not beans because I know that bean is good for coffee.”

4.4.2. La diversification, une gestion du risque

Plus de 80% des producteurs ont au moins 3 sources de revenus monétaires. Pourquoi se diversifient-ils ?

Nous avons expliqué précédemment que la coopérative est une structure qui absorbe une partie du risque. Dans le cas de Iyego, lorsque les producteurs n'ont pas été payé une année, ils ont compensé par d'autres productions pour résister à la situation de crise. Il en est de même lorsque l'inflation se fait ressentir et que la valeur de certains produits vendus est instable au cours de l'année. La diversification des produits, activités et destinataires devient alors une stratégie minimisant les risques dus à l'instabilité des marchés des matières premières encourus par l'exploitation.

La diversification des produits à pour objectif de combiner des productions générant des revenus à différents termes pour couvrir tous les besoins au long de l'année. Par exemple :

- le lait procure des revenus journaliers (centre de collecte avec transporteur informel) voire hebdomadaires (petit commerce) et mensuels (coopérative) selon la filière dans laquelle elle s'insère.
- Le maraîchage offre des récoltes tous les trimestres qui peuvent être en continue avec un système d'irrigation.
- les ananas sont vendus au bout de 6 mois
- Le café, le macadamia et les avocats ont une principale récolte annuelle
- Les arbres pour la construction et le bois de chauffe sont abattus au bout de 10 à 20 ans.
- Le bétail est généralement gardé en réserve en cas d'imprévu

La diversification des activités permet d'absorber les coûts variables du système d'exploitation : par exemple, la production de fumier (comme fertilisant organique) et les feuilles de bananes, restes de maïs, napier grass (comme fourrage).

La diversification des destinataires multiplie les canaux de ventes pour s'en assurer un.

- Le café est vendu à travers les coopératives aux enchères ou directement pour le marché international.
- Le maraîchage, en provenance des petites exploitations est destiné au marché local et national par l'intermédiaire de transporteur.
- Le lait est distribué sur le marché local via les transporteurs informels (vélo), centre de collecte, restaurants et hôtels et national avec les coopérative et les industries de transformation.
- Le bois est utilisé sur le marché local comme bois de chauffe et national pour la construction.
- Le macadamia est transformé par TCM²³ pour le marché national et international.

²³ Thika Coffee Mill

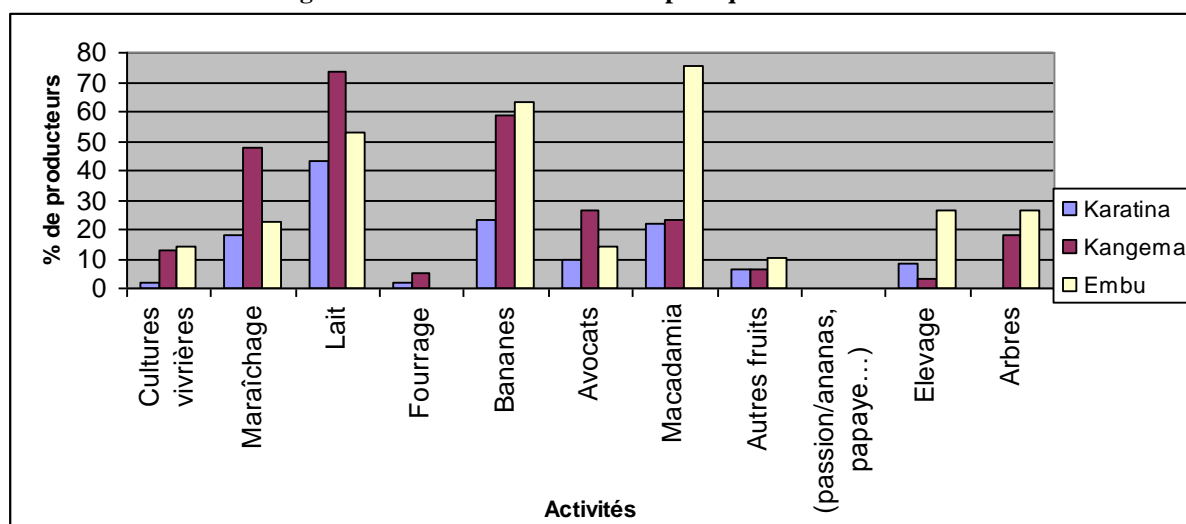
La diversification permet aux exploitants de faire face aux différentes caractéristiques du risque (fréquence, occurrence, répercussion, anticipation). Par exemple le café, payé 2 fois par an, ne permet pas de s'acheter le "*daily bread*". De ce fait la production de lait est intéressante car immédiate tant pour le lait que l'utilisation du fumier avec lequel il devient possible d'associer les cultures vivrières au café.

4.4.3. L'association de l'élevage et l'agroforesterie

160 producteurs, 125 possèdent une vache pour le fumier au moins et 97 vendent le lait. Les producteurs ont en fait mis en place des systèmes de polyculture-élevage dans lesquels le café et le lait sont complémentaires. Et le macadamia, le maraîchage et le bananier sont d'importants compléments de revenus selon les zones. (Cf. Figure 28 et 29)

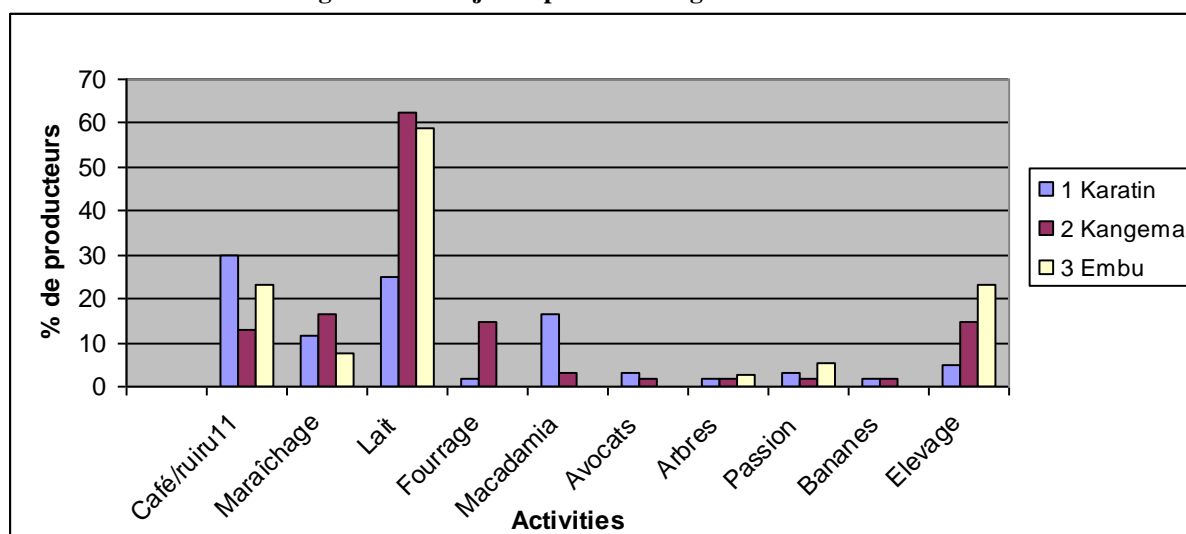
De plus les associations au sein du système de culture café comme dans l'ensemble de l'exploitation (maïs/haricot) témoignent d'une organisation agroforestière complexe permettant à la fois la gestion de la fertilité et la minimisation des risques liés au marché.

Figure 28 : Activités actuellement pratiquées selon la zone



Source : enquêtes

Figure 29 : Projet de production agricole selon la zone



Source : enquêtes

4.5. Eléments des stratégies différenciées mises en place

4.5.1. Les stratégies selon les opportunités de marché

Parmi les 160 entretiens, 32 producteurs ont répondu « *I have no plan because i have no money* ». (20 à Karatina, 8 à Kangema et 4 à Embu). Les résultats suivant ne concernent donc que 128 exploitations.

A Karatina, les producteurs ont la volonté d'investir dans le café et la variété ruiru11, puis dans le lait ; le macadamia et le maraîchage restant limité.

Parmi les 35 producteurs souhaitant améliorer leur production de café en plantant ou greffant la nouvelle variété Ruiru11, 18 sont de Karatina. *"I plan to invest in dairy and there is a hope in coffee according to the news paper and cooperative's information."* Les autres raisons ont déjà été évoquées. Le développement de la production de lait semble limité par l'absence de coopérative (elle a fermé pour cause de *mismanagement* ou corruption) et la petite taille des exploitations qui ne permet pas de produire suffisamment de fourrage. Cependant, de plus en plus de producteurs projettent d'investir dans une vache pour le fumier et indirectement le café et les cultures vivrières. Même si la production laitière est complémentaire pour les apports en fumier, elle reste en compétition avec le café en termes de quantité : *"I wait for the price of coffee for the next season. If it's too low, I plan to cut down 150 trees and plant napier grass instead for the new cows"*.

En ce qui concerne le macadamia, une entreprise Kenya Nut Company est actuellement présente à Karatina collectant les noix pour ensuite les transformer près de Ruiru et propose des plants hybrides pouvant produire jusqu'à 100kg/arbre. Enfin, il existe des opportunités pour le maraîchage mais nombreux sont ceux qui ne produisent pas faute d'accès à l'eau et manquent de main d'œuvre.

Kangema : La production de lait est la plus développée des 3 zones et continue d'être la plus attractive grâce au système de coopérative KCC. La banane et le maraîchage sont également d'importantes sources de revenus. Un témoignage mentionna qu'il lui avait été possible d'acheter une terre via Women's Kenya Organisation; qui lui déduisait ses paiements directement de sa production mensuelle à la coopérative. En complémentarité, certains pensent augmenter leur surface de production de fourrage (napier grass) pour leur propre animaux mais aussi dans l'optique de vendre. D'autre part, la production maraîchère et de viande (chèvre et poulet) trouve son marché dans l'urbanisation de la petite ville et le développement de sa classe moyenne avec les boucheries et restaurant. Murang'a à 30 min se présente comme un deuxième marché.

Embu: on remarque que les producteurs de cette zone focalisent sur des activités légèrement différentes avec une importance prédominante du lait, macadamia et banane. La vente de maïs et d'arbres leur est possible du fait des grandes tailles de leurs parcelles. Cela leur permet également d'augmenter leur cheptel pour la production du lait. Comme pour Kangema, les productions animales (porc et chèvre) se développent fortement avec l'émergence d'une classe moyenne dans la ville d'Embu.

Les enquêtes ont également révélé que la moitié des producteurs obtenaient des sources de revenus externes à l'exploitation : 38/60 à Karatina, 26/61 à Kangema et 16/40 à Embu. 62 sur les 80 ont placé cette source de revenu en première position. Ces résultats sont liés avec la proximité de la zone urbaine et donc du marché de l'emploi. A Karatina et Kangema, les

coopératives se trouvaient dans la zone urbaine alors que Rianjagi se trouve à 30 min de transport de la ville d'Embu, en zone périurbaine. D'un autre côté, 77% des producteurs de moins de 40 ans, 51% des 40-60 ans et 37% des plus de 60 ans. Les choix de production sont également liés avec l'âge des caféiculteurs.

4.5.2. Les stratégies pluriactives selon l'âge

Ainsi, 23/30 des producteurs de moins de 40 ans contre 32/63 des producteurs de 40 à 60 ans travaillent à l'extérieur. Les entretiens réalisés au hasard dans les exploitations, plus de réponse de la part des catégories d'âge 2 et 3 ont été obtenues (Cf. Tableau 8 et 9). Ceci renforce l'idée que les plus jeunes n'étaient pas présents dans les fermes pour répondre au questionnaire et travaillaient donc hors de l'exploitation.

Cependant, toujours en considérant l'âge et la taille de la ferme, les productions de café ne sont pas abandonnées par les plus jeunes. Même s'ils possèdent moins de caféiers, ceux sont eux qui obtiennent les meilleurs rendements en investissant le plus dans les intrants chimique et dans le temps de travail consacré (en Homme-jour par arbre) est également supérieur pour la catégorie 1.

Tableau 8 : Rendement de café par arbre selon l'âge

Cat Age	Effectif	RDT2008 (Kg/arbre)	RDT2007 (Kg/arbre)	Coût moyen en intrants/arbre/an	Tps moyen H.j/arbre/an
1	30,0	2,3	3,2	28,9	0,39
2	63,0	1,4	2,2	21,9	0,36
3	67,0	1,4	2,2	17,1	0,35
Total	160,0	1,6	2,4	21,1	0,36

Tableau 9 : Rendement de café par arbre selon la taille de la ferme

Cat Surface	Effectif	RDT2008 (Kg/arbre)	RDT2007 (Kg/arbre)	Coût moyen en intrants/arbre/an	Tps moyen H.j/arbre/an
1	47	1,6	2,6	25,4	0,41
2	54	2,0	2,6	23,0	0,39
3	59	1,1	2,0	16,1	0,3
Total	160	1,6	2,4	21,1	0,36

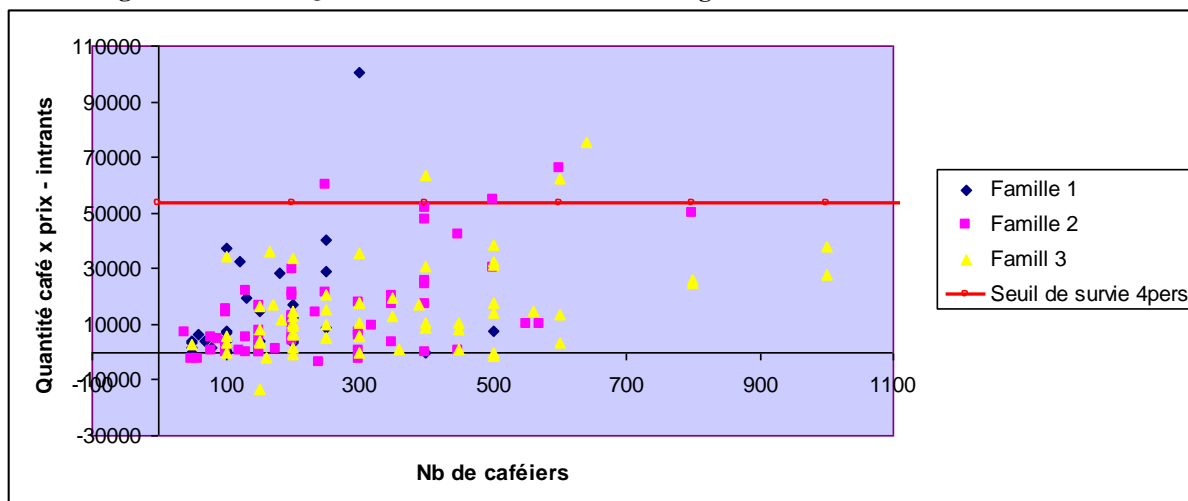
Les plus jeunes en possession d'exploitation agricole ou "*shamba*" très réduites sont de plus en plus obligés d'intensifier leur production pour augmenter la productivité de la terre et du travail afin de subvenir à leur besoin. Ce sont d'ailleurs les revenus monétaires externes qui leur permettent de financer les intrants et l'emploi de main d'œuvre journalière. (Cf. Figure 30, 31 et 32).

Parmi les contraintes relevées, 48/160 ont mentionné les problèmes de la fertilité du sol (principalement à Kangema 32/48). C'est pourquoi ils se plaignent du prix des intrants "fertilizer are very costly"²⁴. 78/160 se disait manquer de finance pour pouvoir gérer correctement la production de café. Du fait des petites exploitations, "*We are farming everywhere because it's too small*"²⁵, ils souhaitent maintenir la fertilité de leur sol pour pouvoir continuer à produire d'une année sur l'autre. Or les prix du pétrole ayant fortement augmentés, il devient beaucoup trop cher de se faire livrer du fumier (seulement 4/160 achètent le fumier). La plupart d'entre eux ont décidé d'acheter une vache pour compléter ou substituer une partie des fertilisants chimiques. D'autre part, sur les exploitations réduites, le nombre de tête de bétail pour produire du fumier est limité par manque de place pour produire du fourrage (5/160 à Karatina). (Cf. Figure 18)

²⁴ Les fertilisants sont très chers

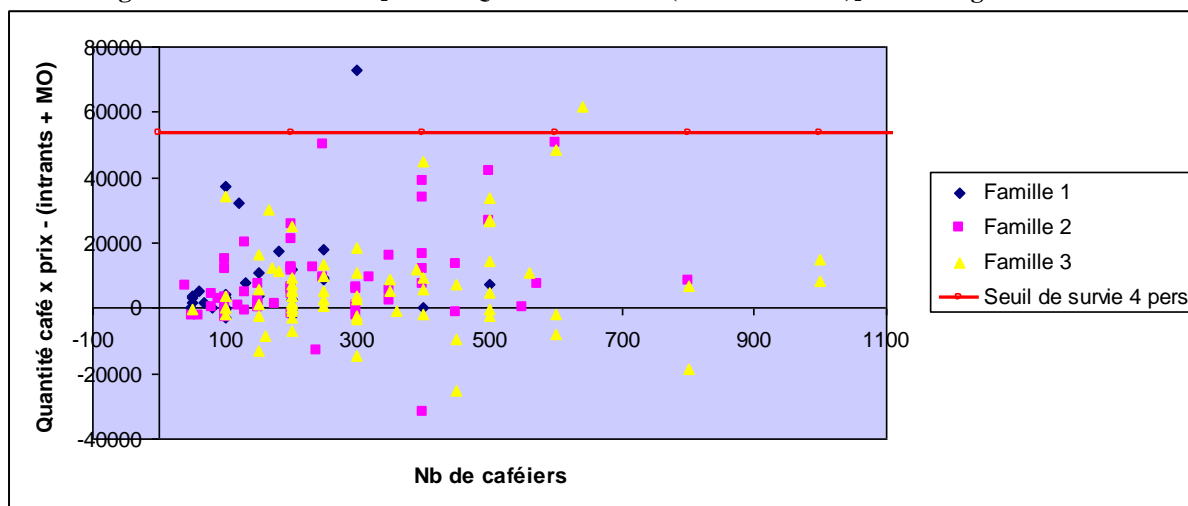
²⁵ On cultive partout parce que c'est trop petit

Figure 30 : Café : Quantité x Prix – Intrants selon l'âge.



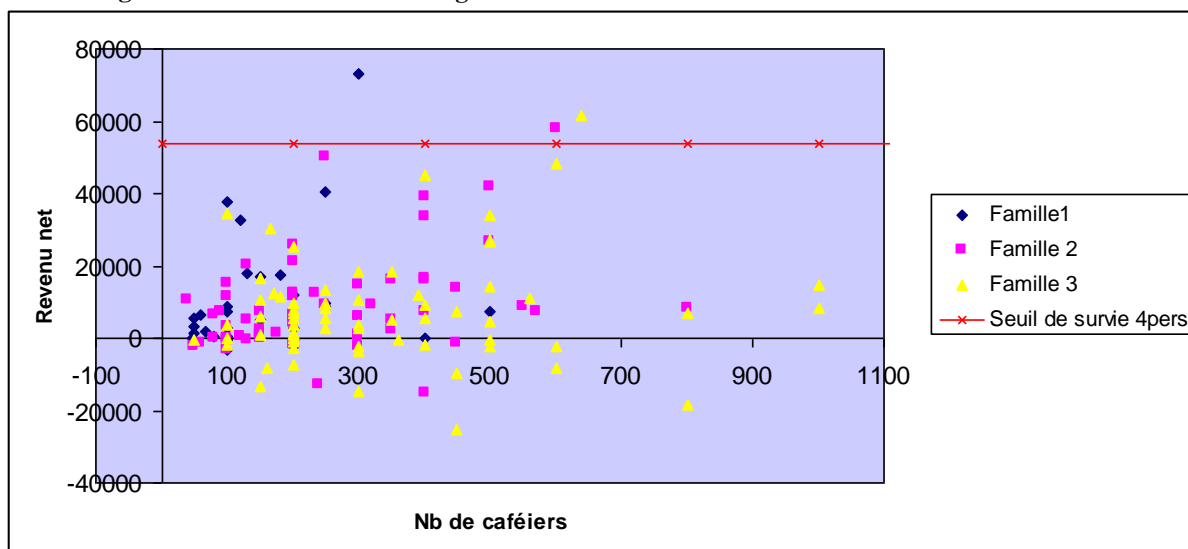
Sources : enquêtes

Figure 31 : VAN du café [Café = Quantité x Prix - (Intrants + MO)] selon l'âge



Sources : enquêtes

Figure 32 : Revenu net selon l'âge



Sources : enquêtes

Une autre contrainte importante déterminante dans les choix de stratégies pluriactives est la main d'œuvre. 39/160 ont mentionné ce problème (principalement à Kangema et Embu), là où les principales activités pratiquées sont la production de lait et de maraîchage. Ce qui est vérifiée si l'on croise les graphiques de la rentabilité par zone et les graphiques suivant mettant en valeur les faibles bénéfices voire les pertes liées au coût de la main d'œuvre chez les producteurs les plus âgés (Cf. Figure 33 et 34).

En effet, une fois que les fils ont leur propre portion de terre et les filles sont mariées, les parents se retrouvent avec beaucoup moins de main d'œuvre disponible sur une grande surface de terre. C'est pourquoi, ils dépensent plus en main d'œuvre que les jeunes qui compensent en travaillant à l'extérieur. C'est bien pour cette raison aussi que les catégories 3 n'investissent pas non plus dans le maraîchage mais plutôt dans les arbres (macadamia, avocats, robusta). La production maraîchère et de fruits à forte valeur ajoutée telle que le fruit de la passion demandent d'importants moyens humains mais fait quand même l'objet de projet pour les catégories d'âge 1 et 2 *“more vegetables and passion because there is market.”*²⁶. De fait, actuellement au Kenya, il y a une forte demande sur les marchés local, national et international avec des entreprises qui transforment la tomate en ketchup, le fruit de la passion en jus telle que Del Monte à Ruiru.

Mis à part les stratégies relevées vis-à-vis de la culture du café et des autres productions agricoles, les producteurs ont émis des projets concernant les autres activités participant à leur système d'exploitation.

Les producteurs de plus de 40 ans investissent aussi dans le futur de leurs enfants en achetant de nouvelles terres. *« I'll have one more cow and then buy another piece of land to my son through the lady group, Kenya Women Organisation. The number for taking the milk is required and the organisation takes half of it every month until the land is totally paid [...] 0,25 acre cost 100 000Ksh and is available close to town, »*²⁷

Un projet indépendant de l'âge, commun à toutes les catégories est celui de l'amélioration des conditions de vie en investissant dans leur maison : construction en pierre plutôt qu'en bois, l'installation de l'électricité voire d'un ordinateur et même parfois d'internet.

Tableau 10 : Projet d'investissement hors exploitation

Catégorie d'âge	Scolarité	Achat de Terre/construction	Travail hors exploitation
1	1	6	3
2	5	5	3
3	1	8	0
Total	7	19	6

Les principales stratégies qui se dégagent des projets mentionnés selon l'âge sont finalement :

La catégorie d'âge 1, les producteurs ont mis en place des stratégies de spécialisation-intensification avec une part importante des revenus hors de l'exploitation afin de pouvoir investir et développer l'exploitation ; soit en investissant dans les productions de café (ruiru11 et lait) soit en achetant d'autres terres.

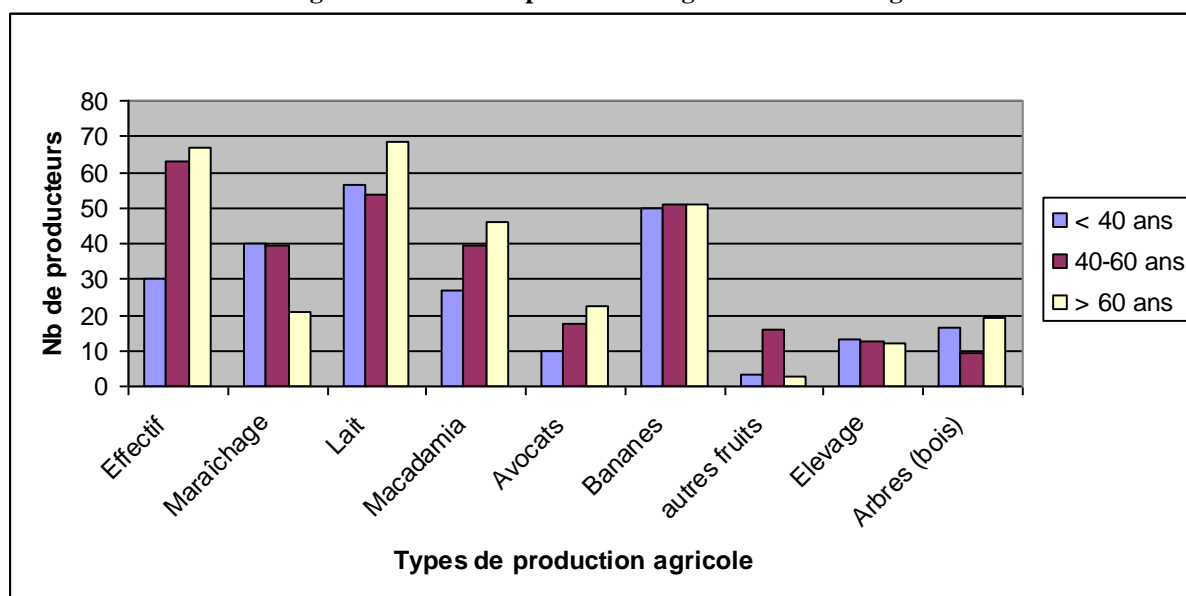
²⁶ Plus de légumes et de fruit de la passion parce qu'il y a un marché.

²⁷ J'aurai une vache de plus pour ensuite acheter un terrain pour mon fils à travers le groupe de femme. Le numéro de la coopérative de lait est demandé et KWO déduit la moitié des revenus mensuels jusqu'à ce que la terre soit complètement payée.

La catégorie d'âge 2, les producteurs ont une stratégie de diversification-intensification avec une part importante des activités à forte valeur ajoutée telles que le lait, le macadamia, le maraîchage pour générer des revenus suffisant pour investir dans l'éducation de leur enfants ou dans la terre qu'ils leur lègueront. Ils pensent déjà à préparer leur avenir avec la plantation d'arbre et l'agrandissement du cheptel.

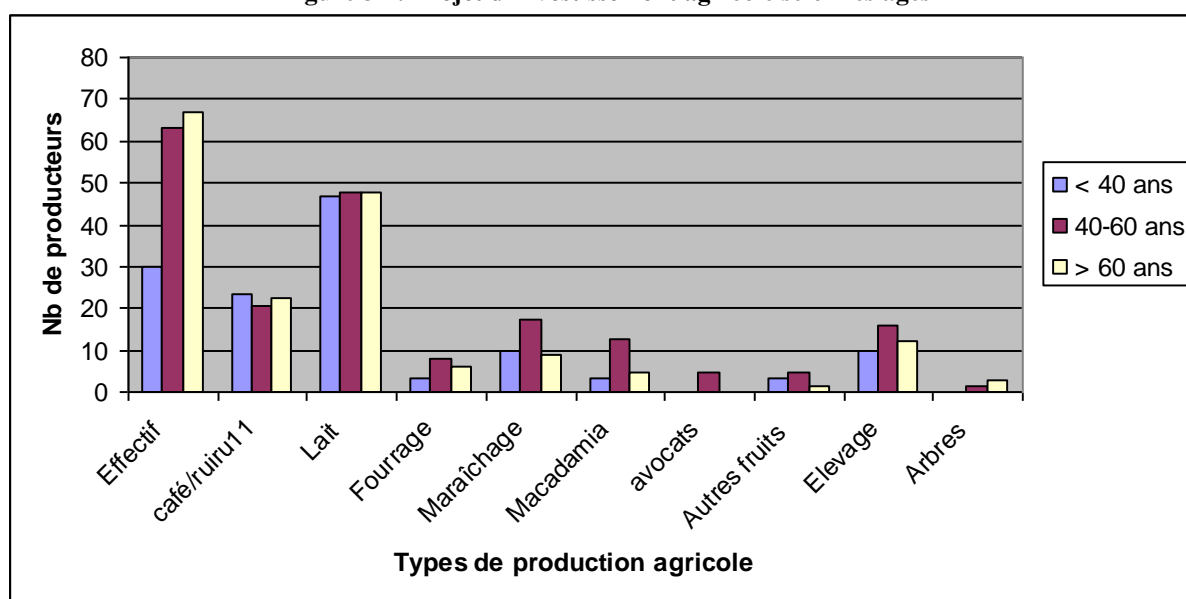
La catégorie d'âge 3, les producteurs ont établi des systèmes diversifiés où les arbres et les animaux jouent un rôle de capitalisation pour la « retraite ». Certains ont explicitement énoncé *“More goats and cows and chicken in order to stop farming when she will be old”* ou encore *“Want to neglect coffee because she is old and her sons are giving her enough money to live.”*

Figure 33 : Choix de productions agricoles selon les âges



Sources : Enquêtes

Figure 34 : Projet d'investissement agricole selon les âges



Sources : Enquêtes

4.5.3. Profils des résultats statistiques

Afin de confirmer les analyses présentés avec les tableaux croisés, une ACM a été réalisée avec les facteurs discriminants suivants : coopérative, catégorie d'âge, sexe, catégorie de surface, matériau de construction de la maison, le nombre et le classement de productions agricoles vendues, l'emploi hors de la ferme, les projets. (Annexe 26)

Après dépouillement des facteurs F1 et F2, quatre profils se dégagent.

Profil 1 :

Les jeunes hommes, (< 60ans) appartenant à la coopérative de Karantina, ont les plus petites terres et la majorité ont des maisons en bois. Le nombre de productions agricoles vendues est limité à 3 sortes. La plupart travaille à l'extérieur, ce qui représente leur source de revenus la plus importante. Le café est lui placé en seconde position. Ils ne vendent pas de lait. Il pense investir dans le macadamia (ne demande pas d'entretien), la scolarité de leurs enfants, le travail hors exploitation afin d'améliorer leur habitation ou d'acheter d'autres terres.

Profil 2 :

Il représente celui des veuves ou femmes non mariée âgées (catégorie 3) chefs d'exploitations de Kangema et Embu. Elles ont de grandes surfaces et sont équipées de maison en pierre. Le café est positionné en premier (Embu) ou cinquième (Kangema) position selon la coopérative. Elles ne travaillent pas à l'extérieure et vendent une grande diversité de produits agricoles (4 à 7). Les principales sources sont le lait, le macadamia et de plus en plus le maraichage. Elles souhaitent investir plus dans le lait et d'autres animaux.

Profil 3 :

Il représente celui des producteurs de Kangema. Ce sont des éleveurs laitiers et maraichers avant d'être des caféiculteurs. Le café est en dernière position, les principales sources de revenus sont issues respectivement du lait, du maraichage et des macadamia. Les projets de cette zone sont d'investir dans le lait et le fourrage mais aussi dans le maraichage.

Profil 4 :

Il représente la zone d'Embu avec la coopérative Rianjagi certifiée. Les producteurs les plus âgées tirent leurs revenus du café en premier, puis du macadamia (ils ont de nombreux arbres sur leurs grandes surfaces), du lait et enfin du maraichage. Leur principal projet consiste à réinvestir dans la culture du café et dans sa nouvelle variété le Ruiru 11.

Ces quatre profils obtenus confirment bien des stratégies énoncées précédemment en fonction de l'âge et de la zone.

L'ACM a permis d'ajouter un profil sur le rôle des femmes de plus en plus prépondérant dans la société du café en crise.

Synopsis 2 :

La méthodologie adoptée permet de prendre en compte les observations, les représentations et de faire émaner par des statistiques bien que non représentatives les tendances qui se dégagent concernant les stratégies des producteurs de café.

Dans la région du Mont Kenya, les systèmes de production en polyculture-élevage prédominent mais des stratégies se différencient selon :

- l'âge en corrélation avec la taille de l'exploitation,
- les opportunités du marché
- le management de la coopérative (engagé ou non dans le processus de certification)

Même si les pieds de café sont arrachés par certains producteurs, ils continuent d'occuper une place importante voire centrale dans les systèmes de production du fait de sa multifonctionnalité. Le café apparaît également comme un catalyseur d'investissements annexes.

Les coûts de production (intrants et main d'œuvre) ont augmenté alors que le prix payé au producteur a baissé, entraînant un abandon de cette culture.

Les zones agro écologiques n'ont peu voire pas d'influence sur les stratégies puisque dans la ZAE UM1, la plus fortement menacée par le CBD, Karatina et Kangema sont touchées. Or à Karatina, la production de café est la plus intensifiée et à Kangema mise de côté.

La stratégie de diversification des sources de revenus monétaires dépend de l'accès au marché mais aussi de la taille de l'exploitation. Ainsi, près de Karatina, on assiste plutôt à une spécialisation-intensification des productions de lait et café alors que près d'Embu, où les parcelles sont plus grandes, les producteurs intensifient leur production tout en diversifiant la vente d'autres produits agricoles issus des arbres notamment.

La production laitière a déjà pris le pas sur celle du café dans la région de Kangema alors qu'elle reste en association avec le café dans les régions de Karatina et Embu.

Enfin les profils dégagés des traitements statistiques révèlent l'importance des femmes avec les activités laitières et maraîchères dans l'économie à Kangema et à Embu.

Dans la zone, de Karatina, les plus jeunes producteurs cherchent des revenus extérieurs à l'exploitation pour intensifier le café et investir dans la scolarité de leurs enfants.

Partie 3 : Quel avenir pour le café dans les EAF du Mont Kenya ?

1. Les conséquences des crises du café au Kenya

La crise n'est pas uniquement le résultat de l'effondrement des prix mais aussi de l'importance économique du café dans nombre de pays producteurs. Dans une étude, le FMI conclue que le choc sur les prix des produits de bases a généralement une durée limitée mais des répercussions sur le long terme. En ce qui concerne le café, la persistance est d'environ 9 ans. La dernière crise a été si profonde que les conséquences économiques et sociales avec des revenus décroissants corrélés avec une pauvreté croissante se sont généralisées à tous les pays producteurs. Tous les profits qui auraient pu être gagnés grâce à la libéralisation du marché national (1990) avec l'augmentation des prix à l'export et le retour pour les producteurs ont été annulés (FAO, 2004). Comme les causes de la crise, leurs conséquences se répercutent à plusieurs niveaux corrélés (Cf. Tableau 12).

A l'échelle internationale, alors que la crise économique actuelle a permis une relance de l'économie rurale avec des effets multiplicateurs sur les revenus, l'emploi dans des activités en amont et en aval, une diminution de la pauvreté et de la faim au Brésil et au Vietnam, les répercussions après 1998 ont été particulièrement sérieuses dans les pays tels que l'Ouganda et le Kenya où l'augmentation de la productivité est en retard et les producteurs font face à une réduction de leur marge entre des coûts de production toujours plus élevés et des revenus décroissants (FAO, 2004). Elle remet en cause la survie de nombreuses EAF.

A l'échelle nationale, les performances de la filière sont décroissantes et celle-ci peine à se restructurer. Les dysfonctionnements économiques du secteur café sont en fait structurels et liés au fait qu'il a d'abord servi des objectifs sociopolitiques de contrôles des populations et d'établissement d'un système de relations patrimoniales. Le modèle étatique de la filière kenyane, rigide et créateur de différenciation sociale et économique, a tardé à se libéraliser alors que la compétition internationale est de plus en plus forte, d'une part. Il se trouve face aux limites de l'épuisement des ressources foncières, le vieillissement des caféières et la chute de la fertilité, d'autre part. Très dépendant de cette compétition politique aux échelles locale, régionale et nationale, le secteur coopératif est divisé et fragilisé.

A l'échelle régionale, l'attractivité de certains pôles d'urbanisation avec l'apparition d'opportunités d'emplois concurrentes sur leurs marchés et supermarchés remet en cause la valorisation de la terre et du travail par la simple culture du café. *"The post-coffee economy relies on multiple economic activities, but mainly on market garden trade and dairy farming. These activities are characterised by strong feminine participation. In all, though their activities, women were increasingly relied upon as financial providers."* (Mbataru, 2005)

On trouve ainsi, à l'échelle des EAF, des plantations de café associées avec différentes cultures : vivrières, maraîchères et fruitières ainsi que des productions croissantes de lait et de viandes mais aussi des producteurs tentés dans certains cas de se tourner vers des productions plus rentables tels que le khat. L'abandon partiel de l'agriculture pour louer sa terre ou construire des logements à louer en zone périurbaine est également fréquent.

Tableau 11 : Synthèse des différentes échelles et secteurs touchés par les crises.

	International	National	Régional	EAF	Parcelles
Economique	Bourse de Nairobi, Pays producteurs, Torréfacteurs Certification qualité	Politiques du gouvernement Compétition des <i>Marketing Agents</i>	Usine de transformation Certification des coopératives, Système de crédit (CODF) Subventions		Augmentation de la qualité produite
Politique	OIC	Régulation des prix Coffee Board of Kenya Politique foncière	Election des <i>Millers</i> via les stations de lavage		
Environnement	Développement des « Cafés durables »		Gestion des coopératives	Système agroforestier Intensification	
Social			Système foncier et héritage évoluent		Centre de décision
Démographique		Politique sociale liée à la démographie	Composition des familles Urbanisation rapide		Rôle de la main d'œuvre
Agronomique			Système agraire	Système de production	Système de culture et d'élevage

Sources : Personnelles

2. L'agroforesterie, une réponse à ce contexte en crise ?

Dans la région du Mont Kenya, on observe souvent que le café est cultivé en association avec l'élevage, des arbres, des cultures vivrières ou maraichères pour l'autoconsommation ou la vente formant ainsi un système de gestion agroforestier.

Sibelet (2007) explique en quoi l'agroforesterie permet aux EAF de maintenir la pérennité de leurs systèmes, même en période de crise. Il est souligné l'importance des objectifs pour lesquels chaque production participe au système : l'autoconsommation, la vente, l'autosuffisance du système lui-même ainsi que les processus d'accumulation mis en place pour les dépenses planifiées au cours d'une vie : frais de scolarité, mariage, enterrement...mais pas toujours prévisible.

Pour se prémunir, des activités sont dédiées aux différents besoins du système : fond de roulement (café, lait, macadamia), précaution (vivrier,...), événement (animaux), retraite (arbres fruitiers, bois de construction, chauffe), héritage (caféier, terre).

Kerkholf rejoint l'auteur précédent lorsqu'il insiste sur l'intérêt d'analyser un système agroforestier en s'attachant au potentiel multiple des arbres qui fournissent à la fois des **produits** (bois de feu, bois d'œuvre, produits médicaux, fourrages, fibre, matériaux d'artisanats, fruits...) et des **services** (environnementaux locaux et internationaux : conservation du sol, lutte contre l'érosion éolienne et ruissellement, le contrôle des nuisibles et maladies, amélioration de la fertilité, ombrage, clôture, création de microclimat favorables aux cultures sous bois, pompages des éléments nutritifs des couches profondes du sol par les racines, captation des GES (CO2)...) (Mary et Besse, 1996). Outre les produits et services fournis à chaque récolte ou en continu, les arbres constituent pour certains groupes un **élément du patrimoine** des familles ou des villages. Les relations que les ruraux entretiennent avec leur avenir comme avec le devenir de leurs enfants contribuent à orienter leurs choix actuels en matière de plantation et d'entretien, ou à l'inverse de coupe et de destruction. En milieu rural, il possède également des **fonctions sociales et symboliques**.

Elément structurant l'espace, l'arbre est le signe d'appropriation d'une portion du territoire. Lieu d'accueil pour l'esprit des ancêtres ou voie d'accès à d'autres mondes pour les initiés, l'arbre constitue un élément d'identité culturelle (Mary et Besse, 1996). « Ainsi, Chez

les Kikuyu au Kenya, la délimitation des terres par des arbres est reconnue de longue date par le foncier coutumier et est antérieure à la période coloniale et aux interventions de «foresterie sociale». Ces haies étaient plantées pour prévenir les discussions d'ordre foncier entre lignages ou régler des conflits en cours » (Droz, 1999). Un droit coutumier est à considérer avant la loi mise en place durant la période coloniale. Le caféier est lui-même un élément du patrimoine puisqu'il se transmet de père en fils chez les Kikuyus. Il est dans l'inconscient collectif la mémoire d'une époque prospère qui a permis l'éducation de nombreux enfants.

Bien que l'agroforesterie se présente comme un système réaliste d'utilisation des terres au Kenya, il n'est pas adopté ni géré par tous de la même manière. Face aux difficultés d'établir des projets d'agroforesterie pertinents, Owino conclue, dans le point de vue du PNUD : *« On ne peut donc pas faire grand-chose en reprenant simplement les pratiques agroforestières existantes, qu'elles soient développées localement ou importées, et en les saupoudrant çà et là d'arbres et d'animaux « miracles». Il faut une démarche plus systématique tenant compte de :*

- *Facteurs socioculturels (fonctions et droit sur les arbres et terres)*
- *Aptitude et dynamique des sols : les zones écologiques reconnues pour la productivité agricole au Kenya*
- *Disponibilité des moyens de productions : terre, force de travail, capital*
- *Taille du système : surface minimale pour des opérations agroforestières atteignant des objectifs spécifiques de productivité ;*
- *Profit économique*
- *Diversité des produits*
- *Stabilité du système productif »*

Tout ce système complexe, valable pour la production du café, est donc à prendre en considération dans la discussion des résultats.

Figure 35 : Système d'exploitation agroforestier
(caféiers dans le fond, maïs et banane à droite, la vache laitière au centre en zero-grazing).



3. Les trajectoires des exploitations

Tout d'abord, lorsque les producteurs ont reçu des terres en 1954, ils ont mentionné qu'il n'y avait généralement que des caféiers. Ils ont ensuite commencé par planter des arbres tels que le macadamia et l'avocatier (on peut d'ailleurs observer ces vieux arbres sur les exploitations). En même temps, les bananiers ont été plantés pour l'alimentation de base. Puis lorsqu'ils avaient accumulé suffisamment de capital, ils achetaient du bétail pour le fumier, la vente des petits et occasionnellement manger de la viande.

Ensuite, l'héritage se fait en deux temps. D'abord en donnant l'usufruit d'un certain nombre de caféiers décidés par le père puis en transmettant tout une partie de l'exploitation familiale avec le droit de gérer à sa guise en plantant ce qu'il veut. Une fois qu'il obtient ce droit, il décide également d'améliorer la gestion de son exploitation désormais réduite par rapport à celle de son père. Selon ses moyens de production (surface, MO, outils, fumier), l'environnement agronomique et l'accès au marché, il effectue ses choix.

Certains n'ont pas le choix par manque de finance « *No plan because no money* »²⁸ (32/160). Cela dit, les objectifs à atteindre sont similaires même si le temps nécessaire sera variable en fonction de ces facteurs.

1. Le premier objectif commun est de générer de l'argent en augmentant à son maximum la productivité de la terre. La formation de système agroforestier s'est mise en place pour multiplier les sources de revenus (vivriers et monétaires) d'une même surface. Aujourd'hui, ces agroforêts se densifient par endroit, notamment grâce à l'intervention de la complémentarité de l'élevage dans les systèmes de production.
2. Le second objectif est la prévision du futur en gérant le risque actuel.

Ainsi dans chaque ferme visitée, les cultures vivrières, les bananiers et les arbres sont d'abord présents pour l'autoconsommation puis vendus si les productions ont été suffisantes ou un besoin urgent de liquidité (maladie, événement) survient.

Les cultures vivrières, bananiers et arbres (pour la cuisine) empiètent sur la culture du café avec 125/160 des producteurs qui associent le café avec d'autres cultures.

Pour maintenir la fertilité du sol, l'association avec le haricot et l'utilisation du fumier est presque toujours pratiquée sauf quand les surfaces sont trop petites à Karatina (10/60 appliquent uniquement des intrants).

On est bien en présence de système de polyculture-élevage adoptant la technique du *zero-grazing* sous forme d'un complexe agroforestier et qui se différencie en fonction de l'âge, du marché et du genre (homme ou femme) (Annexe 21). Le café, n'est pas abandonné dans la plupart des exploitations, son importance est momentanément réduite. Du fait de la conjoncture économique et politique. En effet, lors des restitutions, certains ont rappelé l'atout de la culture qui offre une somme d'argent considérable à un moment donné : « *Coffee has an asset, it let us invest in other business/activities as dairy farming and horticulture* »²⁹.

Cet élément a été renforcé par un autre témoignage concernant les vaches laitières, « *there is a symbiotic relation between coffee and cows. They give manure for the coffee and milk for*

²⁸ « Je n'ai pas de projet parce que je n'ai pas d'argent. »

²⁹ « Le café a un atout, il nous permet d'investir dans d'autres activités comme la production laitière et le maraichage. »

daily expenses. Then the farmer will get cash out of the coffee which can be used for animal feed and school fees.”³⁰

Le café apparaît donc comme un catalyseur dans la génération de capital pour financer des projets d’investissement (l’éducation des enfants, la production laitière, le maraîchage par exemple).

Les animaux occupent ainsi une place centrale dans les systèmes pour la gestion de la fertilité. (Annexe 21) La production animale est également un moyen de générer des liquidités rapidement comme le fait remarquer le projet d’un des producteurs. *“Pigs, to afford cows for milk, then cows for calves and start rearing chicken”*³¹. C’est pourquoi 97/128 projettent d’investir dans la production animale (vaches, chèvres, porc et poulet).

L’importance des arbres est non négligeable dans cette gestion du risque. Des producteurs de la catégorie 2 ont clairement dit *“I’m planting trees for my future”* (Cf. Figure 37). Ils sont entrain d’anticiper la couverture de leurs besoins à long terme lorsqu’ils n’auront plus la même force de travail. *“When I will be too old to dig I will cut one tree mature (15-20 years) and get at least paid 3000ksh when needed”*³².

Figure 36 : Plantation d'eucalyptus par le père sur une parcelle où son fils n'a pas voulu des caféiers (sous des arbres), Embu.



Chez les plus jeunes, la réduction des surfaces et l’attraction des zones urbaines les poussent à travailler en ville. En effet, les surfaces ne permettent plus de subvenir à tous les besoins vivriers. Dans les enquêtes qualitatives, le principal usage de l’argent est l’achat de denrées alimentaires et l’éducation des enfants *“when you are hungry you cannot study”*³³.

³⁰ « Il y a une relation symbiotique entre le café et les vaches. Elles donnent du fumier aux caféiers et du lait pour les dépenses quotidiennes. Ensuite le producteur va obtenir de l’argent du café qu’il pourra utiliser pour acheter de l’alimentation animale mais aussi payer l’école. »

³¹ « Un cochon qui me permet de d’acheter une vache pour vendre le lait, ensuite pour vendre les veaux et pouvoir commencer à élever des poulets ».

³² « Quand je serai trop vieux, je couperai un arbre et gagnerai au moins 30 euros quand ce sera nécessaire ».

³³ « Quand on a faim, on ne peut pas étudier ».

Certains continuent d'entretenir leurs caféières en intensifiant la production avec l'emploi des intrants et de main d'œuvre nécessaire. D'autres relèguent leurs caféiers à un membre de la famille auquel il enverra de l'argent pour l'aider à maintenir la culture.

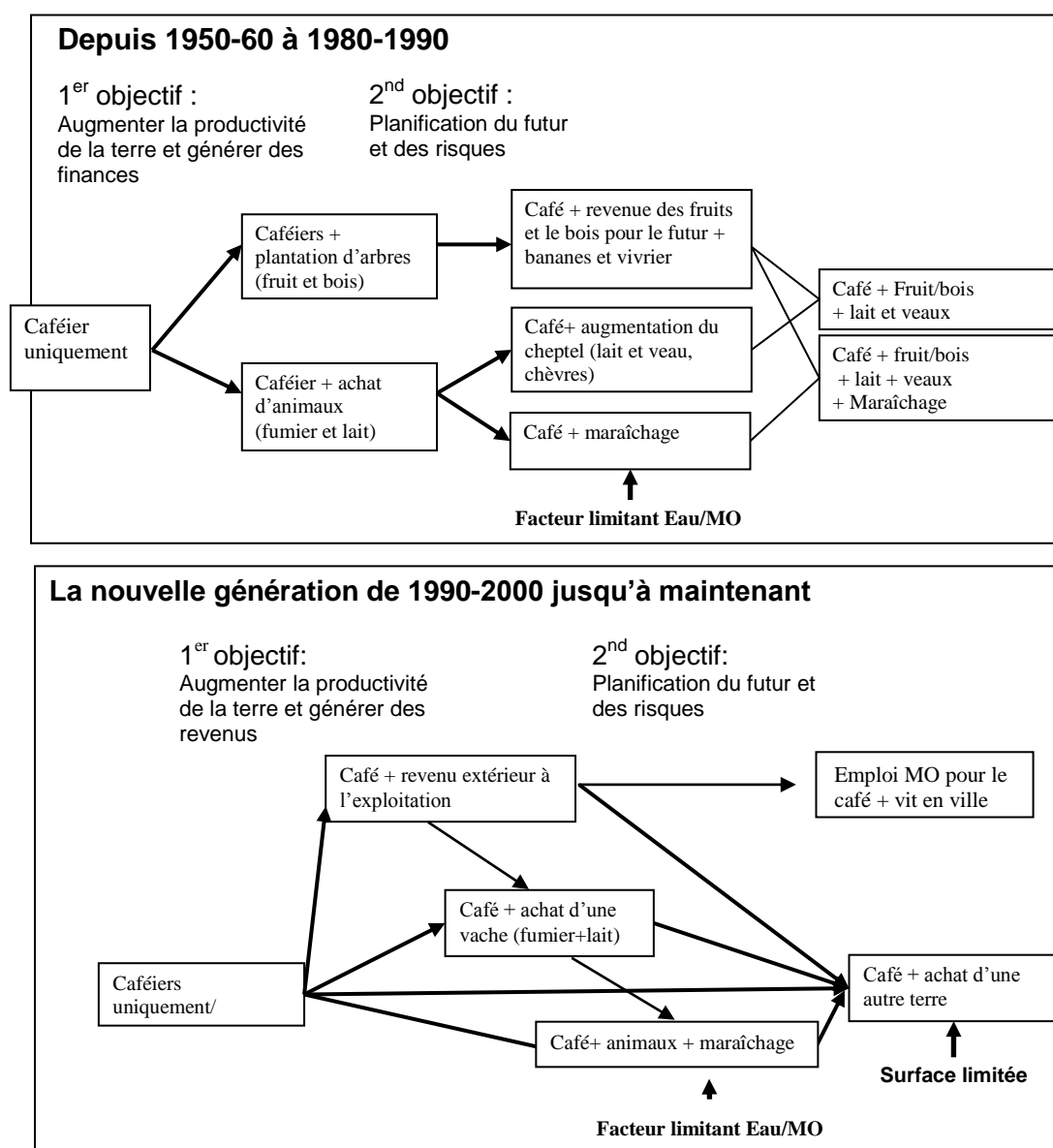
Il existe en effet des arrangements informels montrant que certains se spécialisent dans l'agriculture en utilisant les terres d'autres. Il n'existe pas de schéma bien défini. Ces arrangements revêtent diverses formes (non exhaustives) variant d'une exploitation à l'autre :

- La location de caféiers 20ksh/arbre/an (pas d'association possible)
- L'usufruit d'une terre inexploitée (pas possible de planter des arbres)
- Des paiements informels au sein de la famille élargie.

D'autre part, petit à petit, les producteurs souhaitent améliorer leur niveau de vie en investissant dans des maisons en pierre, l'électricité voire des ordinateurs et internet.

Ces trajectoires ont été principalement reconstituées par les témoignages et observations montrent une tendance générale qui toutefois prend des directions différentes selon les environnements régionaux dans lesquels les exploitations s'inscrivent.

Figure 37 : Trajectoire des exploitations



Sources : enquêtes

4. L'effet régional sur les scénarios d'évolution

4.1. Face à des coûts de production peu compétitifs

Le Kenya est entré dans un processus de libéralisation qui incite les acteurs à se réorganiser pour mieux maîtriser le processus de transformation et réduire les coûts nécessaires au maintien de leur compétitivité. Le café kenyan n'est pas compétitif en termes de prix sur le marché international. La certification a généralement été présentée comme un moyen de valoriser la production de café par sa qualité matérielle mais aussi symbolique.

De notre étude, on peut constater qu'elle est un vecteur améliorant la circulation des informations sur le marché et l'intégration des producteurs au sein de la chaîne. Dans le cas de Rianjagi society, certifiée UTZ, des systèmes de formation en groupes de villageois menés par les « *farmer promoteur* » permettent de maintenir les producteurs au fait des pratiques conseillées par les dernières études du CRF. Via ce système les producteurs sentent l'intérêt porté sur la culture et espèrent obtenir de meilleur prix encore. Cependant, après le système Stabex, si celui-ci ne leur offre pas de revenus suffisants, ils délaisseront la culture jusqu'à ce que le cycle économique soit de nouveau dans une phase croissante.

D'autre part, un café certifié est plus prisé par les acheteurs ; la certification garantissant la qualité non seulement d'un produit mais aussi d'une gestion transparente de la coopérative. En effet, un phénomène de corruption s'est fortement répandu au sein de nombreuses coopératives après 1998, lorsque le gouvernement ne régulait plus directement toute la production. La coopérative Rianjagi est d'ailleurs née d'une dislocation de coopérative (Annexe 12). Dans une étude "Weaknesses in Institutional Organization: Explaining the Dismal Performance of Kenya's Coffee Cooperatives" effectuée en 2006 parmi les coopératives de la région de Murang'a, (dont Iyego à Kangema), Mude A, a montré que la corruption était la principale raison de la baisse de productivité de la région. On comprend alors pourquoi Iyego éprouve des difficultés actuellement.

Finalement, les systèmes de certification se présentent comme des supports aidant les acteurs de la filière à améliorer le rapport qualité/prix de leur production pour rester compétitif. Grâce à la traçabilité qui se met en place, ces systèmes deviennent aussi des garanties pour réinstaurer la confiance et l'établissement de relations professionnelles entre les différents acteurs. Les coopératives sont alors mieux préparées pour négocier directement sur le marché et profiter de la nouvelle opportunité mise en place le gouvernement the "second window".

4.2. Face au marché d'une production consommée et transformée localement

Les résultats montrent que le lait est complémentaire à la production de café, c'est un système café-lait. La terre est le facteur limitant pour la production de fourrage à Karatina par exemple. La production de lait positionnée en premier ou deuxième (44/61) dans les revenus monétaires a déjà pris le pas sur celle du café à Kangema (Annexe 24) où la filière est très structurée avec la présence de KCC. A Karatina, des producteurs espèrent que la coopérative de lait va se remettre en place.

Le lait apparaît bien comme la production de substitution au café. « *I sell at least 1L of milk (15ksh) every day but I take one year to produce 1kg of coffee*³⁴ (de 20ksh à 30ksh selon la qualité du café) ». Ainsi, en fonction du prix du café payé au producteur, le lait, complémentaire au café, rentre en compétition dans les systèmes d'exploitation en termes de surface et de revenus monétaires.

De là, on peut aisément imaginer que sans une restructuration rapide de la filière café pour obtenir des paiements correctes aux producteurs et leur redonner confiance en améliorant la transparence de la gestion des acteurs, la filière lait va prendre le pas.

En outre, la demande pour le lait croît avec la croissance démographique et l'urbanisation rapide des zones étudiées alors que la consommation locale et nationale de café reste limitée. Les capacités de production étant disponibles avec les acteurs privés depuis la libéralisation (Brokeside dairies, Mwith et Shama à Nyeri, par exemple), l'offre ne demande qu'à se développer pour approvisionner le marché urbain qui voit émerger une classe moyenne de travailleur avec la mise en place de services modernes (école, hôpitaux...) employant de jeunes personnes formées.

4.3. Face à l'urbanisation, un complexe attractif

4.3.1. La modernisation de l'agriculture mais par quelle voie ?

Dans les contextes urbains, hormis le lait, la demande pour les fruits et légumes est également de plus en plus forte. Or, on a vu que les arbres fruitiers requiert des surfaces importantes. Là où les parcelles sont très réduites, l'intensification des systèmes agroforestiers est nécessaire. Par conséquent, la modernisation de l'agriculture s'impose, mais par quels moyens ?

Les producteurs ont généralement recours aux intrants, aux variétés hybrides de semences, de caféiers (Ruiru11) mais aussi aux races de vaches améliorées par insémination artificielle. A Kangema, cette modernisation est retardée ; l'offre est disponible mais les producteurs n'utilisent presque pas d'intrants (fautes de moyens financiers) même si on peut tout de même observer les races améliorées de vaches et de chèvres laitières.

Certains producteurs (Embu) perdent de l'argent en produisant du café (Cf. Figure 27). Auraient-ils utilisés plus d'intrants ou de main d'œuvre que nécessaire ? Ceci est lié au fait que le producteur ne sait pas combien il gagnera à la fin de sa campagne. Cependant, à cause du CBD, il est obligé d'appliquer les fongicides de manière à obtenir une récolte correcte en termes de quantité. Selon les coopératives (Annexe 12), lors de la récolte, une indemnité de 5ksh/kg sera versé en avance (*Picking Advance*) correspondant à la période de paiement de la scolarité. Il a donc tout intérêt à parier sur une grosse récolte. De plus, avec la certification, la coopérative d'Embu (Rianjagi) s'est assurée de vendre plus facilement son café à un bon prix. Lorsqu'il y a une mauvaise année comme pendant la saison 2007/2008, les paiements ne permettent pas de couvrir les coûts de production des producteurs. Ils sont alors endettés auprès de la coopérative.

Suite aux problèmes de corruption en 2001, les producteurs de Kangema sont encore entrain de payer leurs dettes. Les producteurs ne choisissent donc pas de produire de grandes quantités mais au contraire de récolter ce qui sera produit naturellement.

³⁴ « Je vends au moins un litre de lait par jour alors qu'il me faut un an pour produire un kilogramme de café. »

4.3.2. L'intensification, chimique ou biologique ?.

Dans la région du Mont Kenya, la production de café est limitée d'une part par la rémunération des producteurs et d'autre part par les coûts de production. En ce qui concerne les intrants, le caféier doit être nourri par des fertilisants pour accroître les rendements mais aussi en prévention contre la maladie du CBD. Il faut en plus appliquer des fongicides (2 applications en moyenne à Embu et 6 à Karatina) contre ces attaques. La variété Ruiru11 est résistante à cette maladie. De plus, elle peut être plantée de manière plus dense que la variété SL (2500 pieds/ha contre 1330/ha, selon le CRF). D'après les enquêtes, 35/160 ont déclaré qu'ils pensaient réinvestir dans le café et pour certains dans la nouvelle variété. 18/35 sont de Karatina. La variété ruiru11 apparaît bien comme une opportunité de renouvellement des caféières (qui ont souvent plus de 40ans), dans cette zone où les intrants (les fongicides étant les plus chers) s'élèvent à plus de 50% des coûts de production. (Cf. Tableau 7) Les producteurs de cette région dépensent plus en fongicides et suivent une stratégie de spécialisation intensification pour valoriser au mieux leur terre réduite.

Fin des années 1990, des politiques agricoles concernant le café au Kenya, prévoyait la croissance du secteur grâce à cette nouvelle variété. Cependant ces prévisions ont été revues à la baisse suite à la crise (Izard, 1994).

D'autre part, une minorité de producteurs qui a déjà installé la variété, s'est essayée à la production *organique* en utilisant des produits biologiques tels qu'EM (bien meilleur marché que les fertilisants chimiques) offrant les productions plus faible mais dont la qualité serait supérieure (des essais sont en cours). Cependant, les intrants sont souvent approvisionnés par les acteurs de la chaîne de valeur qui ont une parole et des moyens plus importants pour faire circuler l'information et vulgariser les pratiques d'utilisation. Les producteurs convaincus de la supériorité des pratiques biologiques éprouvent des difficultés à trouver des canaux de commercialisation en BIO, la filière étant encore fortement figée.

Le contexte politique et économique pour favoriser les investissements et raviver la culture apparaît ici important.

4.3.3. Des opportunités formelles ou informelles ?

Avec les terres qui se réduisent, les nouvelles opportunités de travail en milieu urbain et le niveau d'éducation reçu, on assiste à une migration des producteurs vers la ville la plus proche, une autre région agricole, la capitale voire même l'international.

Les complexes urbains offrent différentes activités dans l'informel comme dans le secteur formel par exemple :

- Le transport (vélo, camions) pour acheminer les produits agricoles vers les centres de collecte (lait, avocat, macadamia) ou vers la capitale.
- La fabrication de caisses en bois pour le transport des tomates entre autres.
- Le commerce de denrées alimentaires (animales et humaines) via des *small shop*.
- Commerce du Khat
- Gardien de nuit, *Watchman*
- Taxi, professeur,

Le phénomène d'urbanisation a pour effet d'augmenter la valeur de la terre au fur à mesure qu'elle se situe proche du centre de la ville. Plutôt que d'investir dans une culture incertaine, des logements à louer se construisent pour mieux valoriser la terre et offrir aux nouveaux travailleurs des logements décentes.

4.4. Migrations, une redistribution des terres.

Cependant, des témoignages ont révélé que certains producteurs sont retournés dans leurs fermes, convaincus qu'ils pouvaient gagner plus d'argent en produisant qu'en travaillant pour quelqu'un tiers à la ville. Dans *Demographic impact on land tenure and coffee farming*, Mbataru nomme ce phénomène de migration entre la ville et la campagne « *two way traffic* »³⁵ où les jeunes partent de la campagne pendant que de nombreux autres reviennent trouvant difficile de survivre en ville. Lors des restitutions, les producteurs ont mentionné que l'insécurité et la prostitution augmentaient dans les zones rurales. Des mesures doivent être prises pour favoriser la création d'emploi et ne pas laisser s'installer la pauvreté.

D'autre part, ces migrations de personnes engendrent une réorganisation des terres. Certains producteurs de Karatina et Kangema achètent vers Embu (Kieni) et Nakuru (dans la Rift Valley) lorsqu'ils ont rassemblé suffisamment de capital. D'autres partent travailler en ville confiant leurs caféiers à un membre de leur famille ; il reste le propriétaire (en terme de droit coutumier car le processus de transmission du titre foncier, très coûteux, s'est arrêté comme l'a étudié Mbataru) de la terre héritée comme filet de sécurité (s'il perdait leur emploi). La stratégie « un pied à la ville, un pied à la campagne pour ne pas mettre tous ces œufs dans le même panier » est toujours bien présentes dans les sociétés rurales pluriactives!

4.5. Une professionnalisation de l'agriculture, mais une déscolarisation aussi.

Avec les producteurs qui choisissent de partir travailler en ville, ceux qui se délocalisent, ceux qui maintiennent les terres de leur famille ou louent les arbres d'un voisin, une redistribution des terres se profile silencieusement où l'agriculture se modernisant devient une entreprise de plus en plus professionnelle.

C'est pourquoi, les plus jeunes producteurs interrogés, bien qu'en effectif inférieur apparaissent toujours intéressés par le café et l'agriculture en général « *farming is not that bad* » ou encore « *i can get more out of farming than being a conducteur of a lorry* ». Ils obtiennent même des rendements et bénéfices plus importants pour le café (pour les autres cultures également mais cela n'a pu être étudié en détail). Cette nouvelle gestion se traduit par une utilisation des intrants plus rigoureuse pour ne pas s'endetter.

L'évolution du café dans les agricultures familiales de la région du Mont Kenya est entré dans un processus où l'argent du café permettait de scolariser les enfants afin qu'ils trouvent du travail en ville pour obtenir des finances et poursuivre ou déléguer le maintien de la culture. Si l'argent du café n'est plus suffisant, soit la culture n'est pas renouvelée, remplacée par la production de lait et/ou de produits maraîchers (Kangema) lorsque la terre et le marché le permettent ; Soit, il n'est pas rare que les enfants travaillent sur les petites exploitations de Karatina plutôt que d'aller à l'école, provoquant un retard dans leur éducation (Restitutions). Afin de combler les besoins qui ne seront pas couverts par leur terre, les opportunités de travailler dans le secteur formel se réduisent alors et les revenus qu'ils pourraient investir dans la culture aussi.

Comment agir sur ces processus de manière à réduire les effets négatifs affectant les EAF de cette région ?

³⁵ Deux sens des migrations

5. Leviers d'action et potentialité de développement

« Dans ce contexte de crise, tant économique que social, l'avenir du café kenyan dépend de l'élaboration d'un nouveau contrat social entre l'État, les opérateurs privés et le secteur paysan ». Bernard Charlery de la Masselière et Mbataru, 2007).

Pour redynamiser la production de café, plusieurs actions à différents niveaux peuvent être menées. Au niveau, des régions, il est difficile d'agir sans les orientations de politiques de développement dictées par l'Etat. Nous l'avons présenté dans la première partie, l'organisation régionale tient compte des contraintes environnementales mais surtout socio-économiques (corruption et développement du marché). Quant aux agriculteurs, à l'échelle des EAF, adaptent leurs systèmes à cette zone.

5.1. Une gestion raisonnée des intrants en système agroforestier

Il existe des améliorations possibles concernant l'itinéraire technique de la culture du café et l'application des fertilisants en particulier. Les producteurs appliquent généralement ce qui leur a été montré ou bien ce qui est indiqué sur l'emballage des produits, conseillé pour une culture de café « pure ». La majorité des producteurs associent le café avec d'autres cultures et l'intègrent à des systèmes agroforestiers malgré les recommandations contraires.

Il serait donc pertinent d'envisager des essais d'utilisation chimique et organique des intrants dans ces systèmes de manière à tendre vers une gestion raisonnée des intrants, puis de communiquer les résultats et vulgariser les meilleures pratiques. Les producteurs, souvent bien formés avec une instruction de niveau secondaire, sont déjà réceptifs à ce genre de conseils.

Ces études et formations plus techniques que commerciales adaptées au système en place seraient bénéfiques. Pour cela les moyens techniques et humains doivent être revus pour une opération efficace.

5.2. Une réorganisation des acteurs de la filière café kenyane

Ce travail d'accompagnement des producteurs tout au long de la campagne peut être mis en place par l'Etat avec les ministères de l'agriculture mais aussi par les coopératives et les entreprises privées déjà existantes et à venir avec la libéralisation complète.

5.2.1. Une collaboration des acteurs pour une production durable

Les formations, conseils, suivi des campagnes permettraient d'obtenir entre les acteurs une meilleure compréhension des problématiques de chacun pour tendre vers une production optimale tant végétale qu'industrielle. Il n'est plus possible de considérer la production dans l'absolu mais dans son ensemble. Il existe bien un concept permettant de trouver un compromis entre toutes les contraintes et objectifs de ces acteurs, celui du développement durable.

“Sustainability is ensuring that the whole supply chain, managed in an efficient and effective way and adapted to the specific context, enables a balanced share of the value. Our main objective is an economic, social and environmental positive impact.” (Nespresso, 2006)

Programme et systèmes de certification adaptés

Par exemple, le programme « AAA Sustainability Quality » lancé par Nespresso en 2005 est actuellement entrain d'appliquer le concept à la culture du café, en suivant les grandes lignes: *“Sensibiliser sur le concept de durabilité ; Analyser la supply chain Nespresso AAA ; Promouvoir le partage de la valeur ajoutée avec le programme AAA ; Communiquer les informations sur la création de valeur ajoutée générée par le programme AAA »* (Traduction Montzieux)

Le projet devrait ainsi renforcer la complémentarité de l'agriculture familiale avec les industries agroalimentaires de manière à obtenir une unité dans la chaîne de valeur du café. En considérant la base de la chaîne, cette intégration verticale a pour objectif de produire une qualité de café de manière durable.

“Sustainable quality is about ensuring farm practices that lead to quality produce and economic vitality, whilst respecting the environment and contributing to social wellbeing of the farmers and their communities.” (Nespresso, 2006)

Le concept de durabilité, mis en place par des entreprises privées a ainsi été standardisé par des systèmes de certification garantissant des cahiers des charges variables tels que Commerce Equitable, Rain Forest Alliance, Utz...

Si l'on peut parfois remettre en cause les réels effets de ces certifications (ou programme) sur la durabilité revendiquée, ces systèmes ont au moins montré qu'ils permettaient d'améliorer la gestion interne des coopératives (transparence) et la qualité matérielle du café produite ; le cas de Rianjagi Society à Embu.

5.2.2. Réduction des intermédiaires : transparence et augmentation des revenus du producteur.

Si des certifications et des programmes de développement durables peuvent contribuer à améliorer les conditions de vie en amont de la filière, la réduction des intermédiaires s'impose en aval de la chaîne.

Les opportunités du e-commerce du café au Kenya avec africanlion.com.

Sur le modèle brésilien, une entreprise a été créée par des kényans en 1999 pour tenter de vendre le café, toujours aux enchères, mais cette fois par internet. Africanlion veut ainsi permettre aux exportateurs d'Afrique de l'Est de se confronter à la concurrence nationale et régionale de manière à pouvoir vendre les meilleurs cafés au monde entier. Des échantillons des lots retenus sont envoyés aux acheteurs potentiels à l'étranger, avec des renseignements sur la date des enchères et les modalités de soumission. L'entreprise aurait également noué des liens avec les principaux acteurs du secteur, en particulier les associations de café aux États-Unis et en Europe, afin d'élargir sa base d'action.

« En 2002, lors d'enchères en ligne, un acheteur japonais a proposé d'acheter 4,12 dollars la livre de café, soit près de 1 dollar de plus que lors des enchères classiques qui s'étaient tenues la même semaine au Kenya et les exportateurs ont versé aux agriculteurs 50 % du produit des enchères dépassant le prix de réserve » (UNCTAD).

L'Internet permettant à de nombreux autres acheteurs de se joindre au marché, la pression qui s'exerce peut facilement faire doubler les prix actuels. Et d'autant plus s'il s'agit de cafés spécialisés aux arômes rares. D'autre part, des soupçons de négociations sur les prix préalables aux enchères de Nairobi seraient ainsi balayés.

Grâce à ce système, les producteurs maîtrisent davantage les circuits de commercialisation et la réduction du nombre d'intermédiaires intervenant dans la chaîne se traduit mécaniquement par une augmentation des revenus pour le producteur.

Il serait intéressant de développer ce type de commercialisation pour promouvoir la qualité du café kenyan. Pour cela, les coopératives doivent avoir accès au réseau internet afin qu'elles apprennent à connaître leur marché et se rendent compte de la valeur de leur café.

5.3. Politiques économiques et sociales liées au café

5.3.1. Promouvoir la qualité, l'avantage concurrentiel du Kenya.

Ce qui fait actuellement la valeur du café kenyan aux enchères de Nairobi repose sur la qualité singulière de son arôme et de son acidité. Dans les pays consommateurs, en sus, de la qualité matérielle, la qualité symbolique prend de plus en plus de valeur la ce n'est plus cette qualité matérielle qui est valorisée mais la qualité symbolique³⁶. Daviron, les marques permettent « la consommation d'une entreprise », les Indications d'Origine Géographique (IOG) « d'un lieu » et les labels de durabilité, celle « d'une éthique ». En outre, c'est en aval de la chaîne qu'est captée la plus grande part de la valeur ajoutée.

Création d'attributs symboliques autour du café

Dans notre cas, les IOG présentent un intérêt puisqu'elles se réfèrent à un lieu, en l'occurrence le Mont Kenya. En 2006, cette zone a d'ailleurs déjà fait l'objet d'études de recherche sur son éligibilité à la dénomination de terroir et à l'appellation d'origine contrôlée. Des résultats montrent que la qualité produite à Barichu est particulièrement élevée tout comme celle d'autres coopératives alentour (Fourny, 2006).

Les IOG ont un rôle similaire à celui d'une marque dans le sens où elles permettent d'adopter une stratégie de différenciation par le prix et la qualité. Le prix élevé dû au coût de production serait alors mieux justifié. Pour chaque IOG, il existe un cahier des charges auquel doivent se tenir toutes entreprises ou coopératives de la zone souhaitant faire valoir l'IOG. C'est ce caractère collectif qui la différencie d'une marque. (Daviron, 2005)

Toutefois, l'IOG touche au foncier, une question sensible en Afrique, notamment au Kenya. Il s'agit de résoudre les problèmes existants concernant les droits fonciers coutumiers avant d'en superposer de nouveaux. La question foncière est récurrente dans l'origine de conflits et, de ce fait, se présente comme un obstacle au développement économique et social local comme national. « *La clarification et la sécurité des droits fonciers sont indispensables pour qu'une approche intégrée de la planification et de la gestion des ressources en terres réussisse. Le règlement de la question de ces droits réduit les conflits entre parties prenantes, augmente la confiance nécessaire pour des pratiques d'utilisation des terres durables, définit les responsabilités respectives et constitue la base d'une répartition, équitable et respectueuse de l'environnement, des incitations, subsides ou taxes* ». (Médard, 2008). Et d'un point de vue économique « *... un régime foncier sans garantie et des institutions foncières incompétentes découragent l'investissement privé et la croissance économique globale.* » (Nations Unies, 2005). De manière générale, la réussite de toute planification économique passe d'abord par la stabilité interne d'un Etat en paix. Le risque pays est en effet décourageant pour les investissements externes.

³⁶ Marques déposées, IOG et labels de durabilité

L'industrie du café comme objet touristique

Considérons maintenant qu'une IOG se construise dans la région du Mont Kenya en ayant étudié les possibles problèmes que cela pourrait engendrer. L'industrie du café pourrait faire l'objet d'une étape dans les circuits touristiques. De cette façon, au Brésil, la filière vin, dans la zone « *el vale dos vinhedos* » de l'Etat du Rio Grande do Sul a développé « l'oenotourisme » et cette zone est d'ailleurs simultanément en construction d'une IOG (Montzieux, 2007). Les nombreuses similitudes (conduite, taille, fermentation, assemblage, terroir, dégustation...marché) entre les deux filières devraient orienter les acteurs du Kenya.

En s'inspirant de cette initiative, il serait possible de mettre en place un tourisme du café proposant des dégustations aux nombreux visiteurs déjà présents pour effectuer des *safaris* proche de la région. Cette démarche aurait deux impacts positifs principaux : la sensibilisation du touriste aux différentes qualités de café (souvent mal connu des consommateurs finaux) se trouvant dans la région ; la vente directe de produits finis ce qui permettrait de capter toute la valeur ajoutée du produit et générerait des emplois locaux.

L'industrialisation à l'échelle régionale pourrait ainsi faire l'objet de visites touristiques (ce que font déjà certaines coopératives de thé et de café de manière informelles et sans être rémunérées).

5.3.2. Maîtriser la création de valeur ajoutée.

Il s'agit donc de développer l'industrie du café pour maîtriser toute la qualité et la valeur ajoutée du produit transformé. Pour cela, il faut prendre en considération les coûts de production et de communication de manière à rester compétitif.

Une réduction des coûts de production pour le développement de l'industrie

Depuis que les prix pétroliers ont été libéralisés il y a quelques années, les hausses des cours mondiaux des produits pétroliers ont été entièrement répercutées sur les consommateurs. Ce report a provoqué une augmentation des coûts de l'électricité et des transports, et une augmentation des prix de production, attisant les pressions inflationnistes. (Perspectives Economiques en Afrique).

Par ailleurs, on a remarqué que les producteurs souhaitent s'équiper d'installation électrique dans leurs habitations pour les besoins basiques mais aussi pour avoir accès à l'internet. A l'échelle des coopératives l'accès à internet a déjà été recommandé pour la commercialisation et les échanges entre les acteurs en général. Il existe bien une demande en énergie électrique à assouvir dans les zones rurales mais à des prix convenables. Actuellement pour installer l'internet dans un village, il faut compter près de 700€ sans oublier les factures. Quel européen paierait ce prix ?

Dans les zones urbaines, les différents prestataires de services favorisent la concurrence, ce qui a baissé les tarifs et multiplié les possibilités d'accès et d'utilisation des télécommunications. En 2007, environ 30% des kenyans sont équipés d'un téléphone portable et moins de 10% utiliseraient internet (statistiques mondiales). Le Kenya, confronté à un manque de financement pour l'extension et d'un faible taux de distribution de l'électricité dans la plupart des régions. Le coût des mêmes services résulte plus élevé dans les zones rurales, limitant fortement leur accès et leur utilisation dans les zones rurales. (Perspectives Economiques en Afrique).

En 2009, des financements supplémentaires ont été octroyés par la Banque mondiale, EIB³⁷, AFD³⁸ et le Nordic Development Fund en collaboration avec le KenGen³⁹ pour le projet ESRP⁴⁰. Pour ce qui est des télécommunications, les pouvoirs publics préparent d'ores et déjà différents documents pour définir leur politique de développement du secteur des télécommunications considérant les NTIC⁴¹ dans leur globalité. (Perspectives Economiques en Afrique). Ces projets devraient accompagner le développement industriel du Kenya de manière structurelle. De plus, un développement de l'énergie dans les zones males reliées apparaît également comme pourvoyeur d'emploi, un besoin urgent pour l'urbanisation croissante de la région du Mont Kenya.

Figure 38 : Ventilation sectorielle du PIB du Kenya en 2007



Source : Estimations des auteurs sur la base de données nationales.

5.3.3. Vers une libéralisation complète ?

Dans l'Afrique des idées reçues, Géraud Magrin met en garde contre « la décentralisation règlera les problèmes de l'Etat en Afrique ». On pense que si le pouvoir est divisé il empêchera les abus de détournements. Or nous l'avons vu avec les coopératives, les pouvoirs avaient été divisés pour mieux régner sur l'empire du café lors de « l'africanisation des terres ». D'autre part, une fois le système clientéliste ancré, il est difficile de s'en débarrasser car il est très puissant. L'histoire des années de libéralisation le montrent. En 2001, la filière s'est réorganisée en apparence avec le nouveau *Coffee Act*.

Dans les années 1990, le Kenya n'était pas prêt à se libéraliser, mais aujourd'hui, les différentes initiatives privées s'engageant dans la certification montrent que le contrôle du café par l'Etat entre dans sa phase finale. Le pouvoir de régulation transféré du CBK aux Marketing Agent avec le dernier *coffee Act* est entrain de se transposer sur les torréfacteurs et les consommateurs. Avec les systèmes de certification ou d'IQG, les producteurs de café apprennent, se structurent pour se préparer à entrer dans l'économie de marché affronter la concurrence des multiples « acteurs régulateurs ». Le Kenya l'a déjà compris pour d'autres produits moins politisés. La propagation des NTIC au Kenya vont accélérer le processus de libéralisation désormais en marche. En faisant valoir la qualité de leur café, les producteurs, pourront-ils vraiment améliorer leurs revenus ?

³⁷ The European Investment Bank

³⁸ Agence Française de Développement

³⁹ The Kenya Electricity Generating Company Limited

⁴⁰ Republic of Kenya's Energy Sector Recovery Project

⁴¹ Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

5.4. L'éthique des affaires

Suite à la dernière crise, de nouveaux accords de l'OIC ont été signés en 2007 pour 10 ans. « *Cet Accord international est un instrument clé de la coopération internationale sur les questions ayant trait au café et, pour des raisons politiques, sociales et économiques, il est dans l'intérêt des gouvernements et de l'industrie mondiale du café d'y participer* » (OIC, 2007).

De son côté le Brésil, leader mondial dans le secteur du café, bien conscient des dégâts causés par la dernière crise dont il a été en partie acteur, s'est engagé à réguler les stocks de café pour ne pas faire chuter les cours mondiaux. D'autre part, le président du Brésil a décrété un prix minimum pour l'arabica et le robusta à partir du 10 d'avril 2007.

Pour pouvoir envisager quelconque action synergique entre les acteurs de la filière, la communication et la transparence dans les échanges passent par une responsabilisation et une décentralisation des prises de décision où l'éthique des affaires (ou contrat social) joue un rôle central.

L'éthique des affaires peut être regardée depuis plusieurs points de vue ; ici, celui du producteurs, des transformateurs et revendeurs, ainsi que de la société dans son ensemble. Très souvent, des situations de conflits existent entre une ou plusieurs des parties prenantes. L'éthicien Henry Sidgwick considère que le rôle le plus important de l'éthique est l'harmonisation et la réconciliation des conflits d'intérêts.

Dans notre cas, les producteurs alimentant la filière kenyane en café ont été victime de ces conflits d'intérêts économique et politiques. Les acteurs, trop nombreux, ne recherchent pas une répartition équitable de la valeur ajoutée. Même si le Kenya a ratifié l'accord de l'OIC le 22 mai 2008, la corruption demeure un facteur limitant de l'application de cet accord.

Cet aspect entre en contradiction avec les nouveaux systèmes occidentaux de certification pour le développement durable, prônant le consensus, avec une répartition des valeurs ajoutées et le respect des parties prenantes dans leur environnement.

Le pays qui a vécu la révolution Mau Mau de 1952-1954 pour l'indépendance, adoptera-t-elle les valeurs véhiculées par ces systèmes de certification ?

Ces systèmes de certifications sont fondés sur des valeurs qui sont celles des démocraties occidentales. Prétendre que ces valeurs sont universelles et doivent s'appliquer dans toutes les filières dans tous les pays est une posture occidentalo-centrée.

CONCLUSION

Le « paradoxe du café », comme dans de nombreux pays producteurs, est toujours d'actualité au Kenya. Dans la région du Mont Kenya, les causes liées à la situation présente du secteur café, revêt de multiples facettes. Avec la conjoncture de tous ces facteurs, c'est d'une crise kényane dont nous allons conclure l'étude.

La crise économique récente représente la partie émergée de causes sous-jacentes plus anciennes. Les stocks mondiaux entre les mains des négociants, l'expansion du Brésil et du Vietnam, et la fin de l'AIC en 1989 sont pointés du doigt, mais ils ne sont pas les seuls portés responsables.

A l'échelle nationale, le développement de la culture issue de la période coloniale britannique a participé à la structure tant économique que sociale du pays. Après l'indépendance, pouvoir produire la culture est devenu le symbole d'une ascension sociale. Qui plus est les revenus de la culture ont permis l'instruction de nombreux kenyans sous la présidence de Jomo Kenyatta. Par ailleurs, avec « l'africanisation des terres », la production de café s'est vulgarisée selon un système clientéliste. La valeur de cette culture dotée d'une rare qualité, reconnue sur le marché mondial, fait ainsi l'objet de nombreuses convoitises politiques ; la filière comportant de nombreux intermédiaires est soumise à un cadre légal hérité de la colonisation qui freine sa libéralisation.

A l'échelle régionale, la zone de production est sous « pression ». La terre fertile et le climat, propices à l'agriculture, sont largement exploités par la population croissante. Cette région dynamique voit se développer des pôles d'urbanisation qui empiètent sur la culture. D'autre part, la terre subit un morcellement conformément aux mécanismes d'héritage pratiqués chez les *Kikuyus* peuplant cette zone. On observe ainsi des exploitations réduites à des surfaces de 0,25 acres n'arrivant plus à assurer leur durabilité économique. Les quelques 600 000 EAF, déjà défavorisées dans l'inéquitable répartition de la valeur ajoutée issue de la culture, ont été et restent les plus gravement touchées ; d'où la récession de la production kényane depuis les années de libéralisation des échanges.

La ou les crises, affectant le secteur caféier kenyan, ont poussé tous les acteurs à se réajuster. L'étude des stratégies mises en place par les EAF de trois régions de la zone du Mont Kenya (Karatina, Kangema et Embu) a permis de mettre en exergue les tendances d'évolution à l'échelle locale.

Le café, bien que rarement consommé sur le marché national, n'est pas uniquement une culture de rente mais occupe une place particulière s'intégrant dans des systèmes de polyculture-élevage agroforestiers.

Même si le producteur n'est pas en mesure de maintenir le renouvellement socio-économique d'une famille de quatre personnes avec les revenus du café, la culture apporte d'autres avantages liés à sa multifonctionnalité : crédit, emploi, environnement et sécurité alimentaire.

Les résultats ont montré que l'importance du café dans les revenus monétaires est d'abord conditionnée par l'organisation de la filière. En effet, les producteurs qui ne peuvent pas suivre les étapes de transformation, se réfèrent à leur coopérative et leur station de lavage, en particulier. La coopérative assure une partie de la trésorerie dont ils ont besoin pour accomplir les opérations d'une campagne mais dont ils se servent aussi pour payer les frais de scolarité. Elle se présente ainsi comme un relais de l'Etat. Les problèmes de *mismanagement*⁴²

⁴² Mauvaise gestion

ressortis lors du processus de libéralisation partielle, ont contribué à décrédibiliser le contrôle de la filière auprès des producteurs.

Ainsi, à Kangema, la corruption a sévi en 2001 au sein de la coopérative avec l'affaire des 640 millions d'arriérés de paiement aux producteurs. Les producteurs endettés depuis ne réalisent plus aucun investissement concernant la culture quand les pieds ne sont pas arrachés. Tandis qu'à Karatina, la qualité du café produite par les producteurs de *Barichu Society*, obtient déjà des prix supérieurs aux deux autres coopératives. Conscient de la valeur de leur café, les producteurs cherchent à se moderniser en projetant le renouvellement des caféières avec la variété résistante au CBD afin d'intensifier la productivité de leur terre qui prend de plus en plus de valeur. L'engagement choisi de la coopérative dans la certification laisse présager un avenir meilleur pour ses producteurs. Cependant, la pression foncière est telle que les producteurs ne peuvent plus couvrir leurs besoins primaires par les cultures vivrières. Ils sont poussés à travailler en zone urbaine pour leur sécurité alimentaire et pour pouvoir réinvestir dans le café, leur spécialisation.

Quant à Embu, *Rianjagi society*, née d'une division de coopérative, s'est restructurée en optant pour la certification de son système de production. L'implantation de son système de certification récemment achevé a réussi à redonner confiance en la production. Les producteurs, qui malgré une forte diversification de leurs revenus agricoles, souhaitent réinvestir dans le café qu'ils continuent de positionner au premier rang devant toutes les autres cultures vendues.

En 1954, avec le plan Swynnerton, les terres productrices de café, octroyées aux kenyans, se présentaient comme une monoculture du café que les producteurs ont petit à petit transformé en un système agroforestier complexe. Des arbres aux multiples fonctions ont d'abord été plantés pour compléter les besoins couverts par les cultures vivrières. Lorsque suffisamment d'argent était rassemblé, l'achat d'animaux constituait une réserve de capital pour les imprévus. La place de l'animal a pris de l'importance d'abord comme apport en fertilisant organique puis comme source de revenu avec la production de lait dont la demande suit la croissance démographique. Dans les systèmes les plus intensifiés, où il n'y a même plus la place pour une vache, l'apport est uniquement couvert par les fertilisants chimiques (ce qui pose des problèmes en période d'inflation).

Avec la crise des prix du café, la production laitière, est rentrée en compétition avec celle du café. A Kangema où la filière lait s'est bien structurée, la production a déjà pris le pas sur celle du café alors qu'elle reste en complémentarité avec l'agriculture à Karatina et Embu. En parallèle, avec l'urbanisation rapide et le développement de marchés locaux dynamiques, d'autres demandes, en fruits et légumes, s'ajoutent aux opportunités de revenus monétaires agricoles. Les résultats ont également révélé l'importance du rôle des femmes dans l'économie du café en crise. Les femmes, chef d'exploitation, ont adopté des stratégies de diversification où le lait et le maraîchage occupent les places prépondérantes sans pour autant négliger le café. En revanche, les plus vieux orientent leur stratégie vers une gestion de leur futur avec des revenus issus de leurs arbres (bois ou fruits) et de leur cheptel.

La mise en perspectives des trajectoires a démontré que les stratégies adoptées dépendaient des moyens de production (terre, capital, MO), de l'environnement (gestion de la fertilité) et du marché (gestion du risque). Les dynamiques de ces facteurs avec les exploitations agricoles permettent de conforter les avantages de l'agroforesterie en période de crise. La diversification des produits, des activités et des destinataires permet une gestion des risques afin de couvrir tous les besoins à court, moyen et long termes (pour la retraite par exemple). Enfin, même si les stratégies revêtent des variantes en fonction des régions, des coopératives, des surfaces et de l'âge, les producteurs ont tous adopté une conduite du café intégrée aux systèmes agro forestiers.

Comme les conséquences de la crise, les leviers d'actions possibles à la restructuration de la filière kenyane, s'inscrivent dans plusieurs dimensions.

La marge réalisée sur la culture du café est la principale motivation des petits producteurs. Or, elle dépend du prix payé au producteur et de ses coûts de production. La variété hybride Ruiru11 semble bien répondre aux problèmes de coûts. Quand aux prix, il dépend du niveau de transformation et des voies de commercialisations créatrices de valeur ajoutée ainsi que de la répartition de cette même valeur ajoutée entre les acteurs.

Même si l'amélioration des revenus des agriculteurs peut être réalisée avec l'étude des associations de la culture café en considérant l'intégralité du système agroforestier, la principale part de la valeur ajoutée se situe dans la commercialisation de produits finis.

Le prix donné à cette valeur est en fait déterminé par des critères de qualité. Dans le cas du café, la qualité n'est pas uniquement matérielle (goût, arôme...), elle est aussi symbolique (attachement à un terroir, préservation de l'environnement...). La qualité met ainsi en jeu des valeurs empruntées au concept du développement durable. Des systèmes de certification se sont même mis en place pour attester cette qualité revendiquée. Les diverses certifications se sont positionnées sur ce marché de spécialité valorisant plus ou moins l'un des trois piliers de la durabilité ; le Commerce Equitable prône le développement économique et social tandis que le café bio recherche plutôt le respect de l'environnement. Le consommateur achète un café certifié mais qu'il soit produit par l'Ethiopie, le Kenya ou le Costa Rica n'a plus d'importance.

Dans le cas du Kenya, la qualité du café est d'abord liée au terroir mais aussi au processus de transformation. Or le consommateur est perdu devant son rayon café au supermarché lui proposant à la fois des certifications, des marques, des origines... Il s'agit donc de sensibiliser le consommateur ou le touriste qui vient déjà faire des *safaris* près du Mont Kenya. C'est ce qu'a développé le Brésil pour sa filière vin avec l'œnotourisme. Le principe étant d'organiser des visites guidées des étapes de la transformation clôturées par une dégustation du produit fini. Pour faire de l'industrie, un objet de visite touristique, une libéralisation plus complète de la filière est nécessaire pour que des licences de torréfaction soient octroyées à des investisseurs étrangers. D'autre part, l'industrialisation, dans la région, ne peut être envisagée sans la réduction des coûts énergétiques de transformation.

De nombreux scénarios peuvent s'esquisser et ne jamais se réaliser sans une volonté politique pour les mettre en œuvre. La lutte contre la corruption doit faire de l'éthique des affaires sa préoccupation première.

*“Nations are like the traditional African three legged stool.
When the three legs of peace, democracy and equitable sharing of environmental resources
are firm, there is a seat for sustainable, productive development to take place.
Wobbly legs make for wobbly nations.”⁴³*

(Wangari Maathai, 2004)⁴⁴

⁴³ « Les nations sont comme le traditionnel tabouret africain à trois pieds. Quand trois pieds de la paix, démocratie et du partage équitable des ressources environnementales sont solides, il y a une place pour qu'un développement durable ait lieu. Des pieds instables favorise des nations instables » (Traduction Montzieux)

⁴⁴ Professeur, Assistante du ministère de l'environnement du Kenya, fondatrice de la Green Belt Movement et Prix Nobel de la Paix.

BIBLIOGRAPHIE

Barel M., 2003, Le Café, Des terroirs et des hommes, CIRAD.

Barel M., Jacquet M., 1994, La qualité du café, ses causes, son appréciation, son amélioration, p.68, (Plantations, recherche et développement, vol 1, N°1).

Barnes C., 1979, An Experiment with Coffee Production by Kenyans 1933-48, African Economic History, n°8.

Dauids K., 2001, Coffee: A Guide to Buying, Brewing & Enjoying, p.14.

Daviron B., 1993, La compétitivités des cafés africains, seconde partie, Ministère de la coopération, p.367

Daviron B. et Ponte S., 2007, Le paradoxe du café, QUAE.

Droz Y., 1999, Migrations Kikuyus des pratiques sociales à l'imaginaire, [book en line], Accession.

Charlery de la Masselière B., 2002, Les caféiculteurs d'Afrique, paysans des tropiques. <URL http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=162

Cirad, 1996, Les agricultures des zones tropicales humides, [Rapports d'étude], Ministère de la coopération française, p.309

Charlery de la Masselière B., Grandjean P., 2008, Singularités et universalité d'une production mondialisé, EHESS, p.309 (Etudes rurales, n°180 - Café et caféiers).

Charlery de la Masselière B. et Mbataru P., 2008, Les fondements économiques de la guerre du café, EHESS. p.309 (Etudes rurales, n°180 - Café et caféiers).
<URL <http://etudesrurales.revues.org/document7362.html>).

Coffee Board of Kenya : <URL <http://www.coffeeboard.co.ke>
[http://www.coffeeboard.co.ke/index.php?page=About_CBK&target=read_content&read=1 Coffee Board of Kenya - "Organisation profile"].

Courade G., 2007, L'Afrique des idées reçues, Belin, p.399

Hallam D., 2004, La baisse des prix des produits de base et les réactions du secteur : quelques enseignements à tirer de la crise internationale du café, FAO.

Export Processing Zones, 2005, Dairy Industry in Kenya [PDF], <URL www.epz.com

FAO : <URL <http://www.fao.org>

Fourny G., 2006, Projet d'appui à la filière café au Kenya: éligibilité à la dénomination de terroir et à l'appellation d'origine contrôlée, [rapport], ICRAF

Fourny G., 2005, Diagnosis of cooperatives chosen for the project RELMA, [rapport], ICRAF

Izard M., 1993, La compétitivité des cafés africains, Kenya, ministère de la coopération, p.252

Izard M., 1994, Etudes de cas sur la compétitivité des principaux pays producteurs, Kenya, ministère de la coopération, p.367

Jaetzold R. et Schmidt H., 1983, Farm management handbook of Kenya. Nairobi, Ministry of Agriculture Kenya.

Kandi F.M., Aspects sociaux, Politiques et Equité de la terre, [on line],
<URL <http://www.landcoalition.org/pdf/wbasekdf.pdf>

Karanja M et Nyoro K., 2002, coffee prices and regulation and their impact on livelihoods of rural community in Kenya, [PDF], Tegemeo Institute of Agricultural Policy and Development, Egerton University

Le Roy E., 1998, L'espace et le foncier, Trois représentations qui éclairent en Afrique l'histoire de l'humanité et la complexité des solutions juridiques, (paru dans *Intercoopérant*, 1998) APREFA et Université Paris 1

Mary F. et Besse F., 1996, Guide d'aide à la décision en agroforesterie [ouvrage], GRET.

Mazoyer M. et Roudart L., 2002, .Histoire des agricultures du monde, [ouvrage], Seuil ed. Olivier de Sardan. Sociétés et développement.

Mbataru P., 2007, Women in the coffee society, Etudes rurales, café et caféiers, [Articles], EHESS.

Mbataru P., 2008, Demographic impact on land Tenure and coffee farming, [PDF], p.33

Médard C., 2008, Quelques clés pour démêler la crise kenyane : spoliation, autochtonie et privatisation foncière, [PDF], IFRA ~ Les Cahiers d'Afrique de l'Est, N° 37, p. 81–98

Montzieux M., 2007, La démarche qualité dans la filière vin au Brésil, [rapport de stage], ISTOM, p.69

Mude A., 2006, Weaknesses in Institutional Organization: Explaining the Dismal Performance of Kenya's Coffee Cooperatives, [PDF]

Nations Unies, 2005, Gestion des ressources en terres aux fins du développement durable : orientations, Quatrième réunion du Comité du développement durable, Addis-Abeba, 24-28 octobre 2005, conseil économique et social, commission économique pour l'Afrique

NESPRESSO

<URL: <http://www.nespresso.com/aaa-program/fr>

Nzioki A., 2002, The effects of land tenure reform on women's access and control on land in Kenya , *Cultural Transformation and Human Rights in Africa*, Zed Books Ltd.

OIC : International Coffee Organization : <URL <http://www.ico.org/>

Omiti J., Wanyoike F., Staal S., Delgado C., Njoroge L., 2006, Will Small-Scale Dairy Producers in Kenya disappear due to economies of scale in Production?, [PDF]

Onsongo M., 2008, Kenya Coffee Update Report 2008, USDA.

Ossama F., 2006, Le commerce électronique, opportunités économique et sociaux [PPT], http://www.antic.cm/IMG/ppt/eCommerce/avantages_socio-economiques_du_e-commerce.ppt#256,1, Diapositive 1

Owino F., L'agroforesterie au Kenya: Perspectives et problèmes, [on line], PNUD,

<URL <http://www.unu.edu/unupress/unupbooks/80467f/80467F0m.htm>

Oxfam, 2002, Une tasse au goût d'injustice, [on line].

<URL <http://www.oxfamsol.be/fr/docs/oxfaminfo126/cafe.pdf>

Pendergrast M., 1999, Uncommon Grounds: The history of coffee and how it transformed our world , p.154, 187, 258

Perspectives Economiques Afrique

<URL http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-de-lest/kenya/#statistics_table

Pinard F., 2008, Les mécanismes d'héritage en milieu rural et agroforestier de la Province Centrale du Kenya et leur impact sur la rentabilité des fermes. [Sujet de stage].

Ruf F., 1995, Booms et crises du cacao, Les vertiges de l'or brun, Ministère de la coopération

Sibelet N., 2007, Whose agroforestry product is it? , [online]

<URL http://web.catie.ac.cr/cd_multiestrata/presentaciones_orales/session4/Who_is.pdf>

Statistiques mondiales : <URL <http://www.statistiques-mondiales.com/kenya.htm>

Swynnerton, 1954, A plan to intensify the development of African agriculture in Kenya. Nairobi, Government Printer

The coffee quaterly, 2007, Economics of Coffee production, Issue n°6, KCTA

Ubifrance, 2007, le café au Kenya, [PDF, on line]. <URL

Maathai W., 2007, Unbowed one Woman's Story, Arrow Books, p.314

UNCTAD :

<URL <http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=4254&intItemID=1528&lang=2>

World Bank :

<URL <http://siteresources.worldbank.org/INTGEP2005/Resources/AFRHighlightsFR.pdf>

<URL [http://www-](http://www-wds.worldbank.org/external/default/main?menuPK=2823806&pagePK=64193027&piPK=64670046&theSitePK=2721269&menuPK=64187510&searchMenuPK=2823897&theSitePK=2721269&entityID=000333038_20090318034917&searchMenuPK=2823897&theSitePK=2721269)

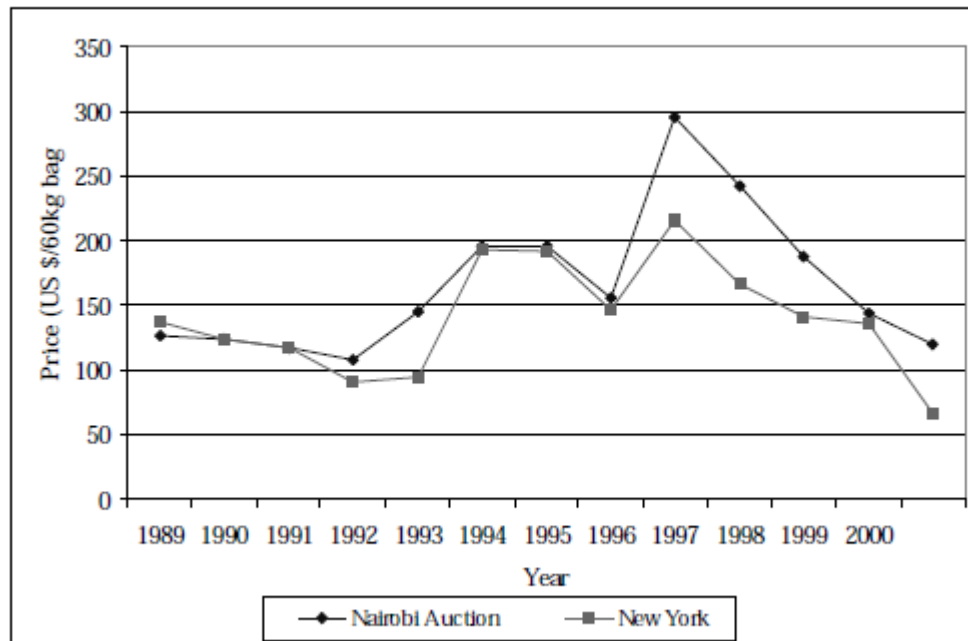
[wds.worldbank.org/external/default/main?menuPK=2823806&pagePK=64193027&piPK=64670046&theSitePK=2721269&menuPK=64187510&searchMenuPK=2823897&theSitePK=2721269&entityID=000333038_20090318034917&searchMenuPK=2823897&theSitePK=2721269](http://www-wds.worldbank.org/external/default/main?menuPK=2823806&pagePK=64193027&piPK=64670046&theSitePK=2721269&menuPK=64187510&searchMenuPK=2823897&theSitePK=2721269&entityID=000333038_20090318034917&searchMenuPK=2823897&theSitePK=2721269)

TABLE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Comparaison prix Nairobi Stock Exchange et New York Stock Exchange.	87
ANNEXE 2 : Fin de l'AIC Accord Internationaux sur le café	88
ANNEXE 3 : Répartition de la valeur ajoutée du café, le cas de l'Ouganda.	89
ANNEXE 4 : Les prix du café selon les niveaux de transformation.	90
ANNEXE 5 : Calendrier des opérations de la culture du café	91
ANNEXE 6 : Coût de la transmission du titre de propriété.	92
ANNEXE 7 : Bilan des 100 du mouvement coopératif au Kenya.	93
ANNEXE 8 : Capacités de production du lait au Kenya, en 2005	94
ANNEXE 9 : Organigramme d'une coopérative type.....	95
ANNEXE 10 : Densité, pauvreté rurale et diminution de l'azote	96
ANNEXE 11 : Comparaison des 5 dotations des zones étudiées	97
ANNEXE 12 : Comparaison des différences d'interactions entre les producteurs et la coopératives. .	98
ANNEXE 13 : Critères déterminés lors de la phase de préparation terrain	99
ANNEXE 14 : Questionnaire quantitatif.....	100
ANNEXE 15 : Questionnaire quantitatif.....	102
ANNEXE 16 : Echantillonnage et comparaison des coopératives étudiées.....	104
ANNEXE 17 : Restitutions présentée à Baricu Society, Karatina, 16.11.2008	105
ANNEXE 18 : Traduction en Kikuyu de la restitution	108
ANNEXE 19 : Résultats de la restitution de Karatina 17/11/2008	109
ANNEXE 20 : ACP des variables (surface, taille de la famille, nb d'animaux, âge, caféiers).....	111
ANNEXE 21 : Flux de fertilité dans les exploitations	112
ANNEXE 22 : Calcul des seuils pour une famille de 4 personnes.....	113
ANNEXE 23 : Prix du café payé aux producteurs selon les coopératives	117
ANNEXE 24 : classification de la qualité du café pour les 3 coopératives étudiées	118
ANNEXE 25 : Place du café parmi les sources de revenus monétaires	120
ANNEXE 26 : ACM, profil de producteurs	121
ANNEXE 27 : ACP, des pratiques du café pour les 3 coopératives	123
ANNEXE 28 : Les facteurs limitants des productions et associations avec le café.	124
ANNEXE 29 : Stratification de l'échantillon par zone et par âge	125

ANNEXE 1 : Comparaison prix Nairobi Stock Exchange et New York Stock Exchange.

Figure 7: Nairobi coffee auction prices as compared to the New York coffee exchange prices, 1989 to 2001



Source : Karanja, 2002

ANNEXE 2 : Fin de l'AIC Accord Internationaux sur le café

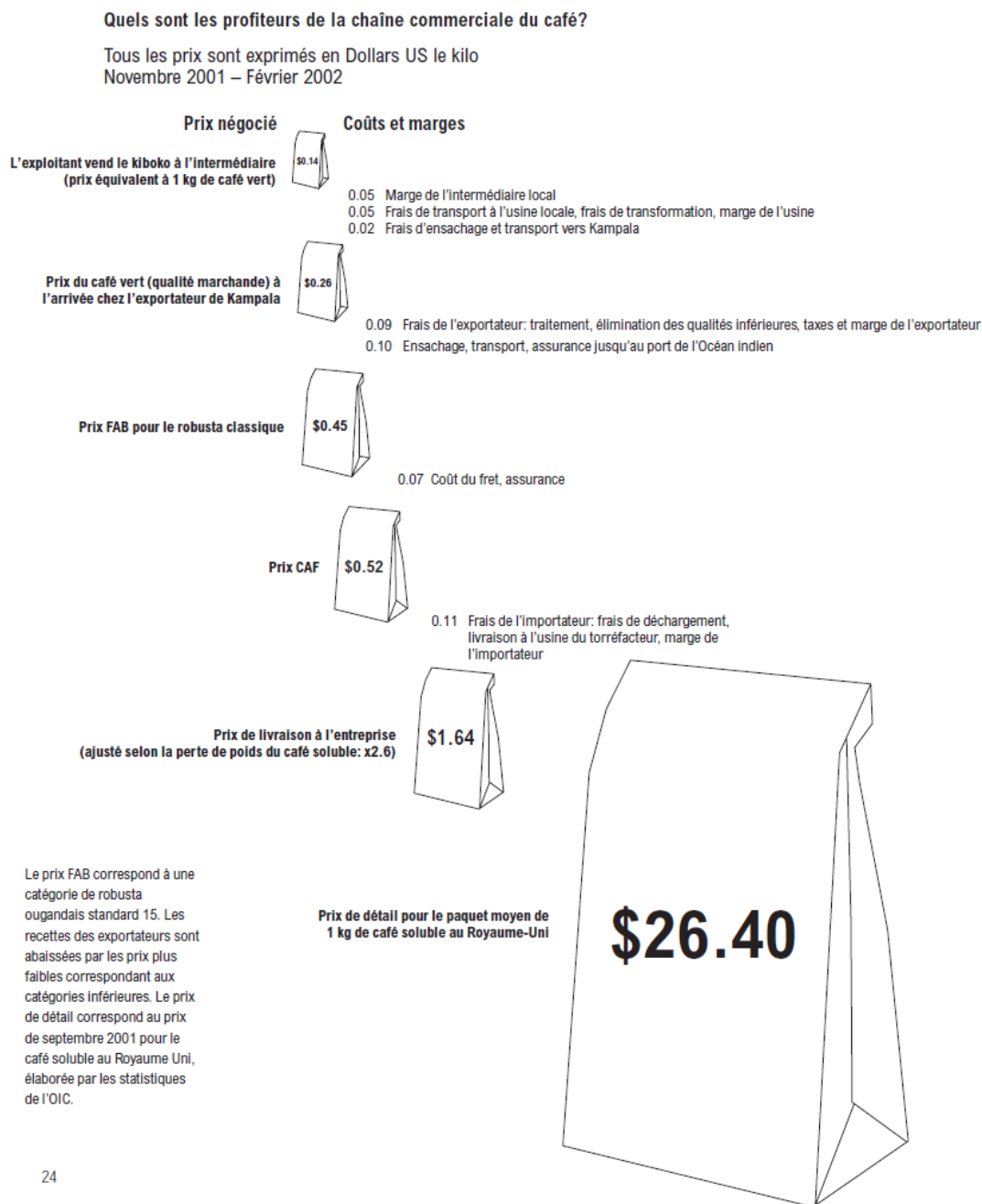
Rapport Oxfam, « une tasse de café au goût d'injustice. »

Au cours des 15 dernières années, le marché du café a changé radicalement. Jusqu'en 1989, le café, comme la plupart des matières premières, était négocié dans un marché organisé, réglementé par l'Accord international sur le café (AIC). Les gouvernements des nations productrices et consommatrices cherchaient à se mettre d'accord sur des niveaux d'approvisionnement prédéterminés en établissant des quotas d'exportation pour les pays producteurs. L'objectif consistait à maintenir le prix du café à un niveau relativement élevé et stable, dans une tranche ou 'corset' de prix s'étalant entre 1,20 et 1,40 Dollars US la livre. Pour éviter une offre excédentaire, les pays devaient accepter de ne pas dépasser leur part 'équitable' des exportations de café. Cependant, si les prix excédaient le niveau de plafonnement, les producteurs étaient autorisés à dépasser leurs quotas pour répondre à la montée soudaine de la demande.

Un désaccord entre les membres a entraîné la rupture effective de l'accord en 1989. L'opposition des États-Unis, qui se sont retirés de l'accord, fut une importante raison de l'échec. Il a réussi à survivre, administré par l'Organisation internationale du café (OIC), mais a perdu les instruments à la base de son pouvoir de réglementation de l'offre de café, à savoir les quotas et fourchettes de prix. Maintenant, les prix du café sont déterminés sur les deux principaux marchés à terme basés à Londres et à New York, suivant les variétés et les qualités de café qui sont échangées. La Bourse de Londres est le marché de référence pour le café robusta et la Bourse de New York pour l'arabica. Le prix du café est influencé par le nombre considérable des contrats relatifs au café négocié, qui dépasse largement la quantité physique de café qui sont réellement échangées. Du point de vue des pays producteurs, l'accord était à la base d'une époque dorée marquée par des prix stables et élevés par rapport au désastre de développement actuel. De 1975 à 1989, et ce malgré une fluctuation importante, les prix restaient relativement élevés et tombaient rarement en dessous du plancher des prix OIC fixé à 1,20 Dollars US la livre. Par contre, une fois l'accord enterré fin 1989, les prix sont tombés en chute libre. A part deux pointes très marquées en 1995 et en 1997 causées par les dégâts du gel sur la récolte brésilienne, les prix sont même descendus à un niveau très bas, inférieur aux coûts de production.

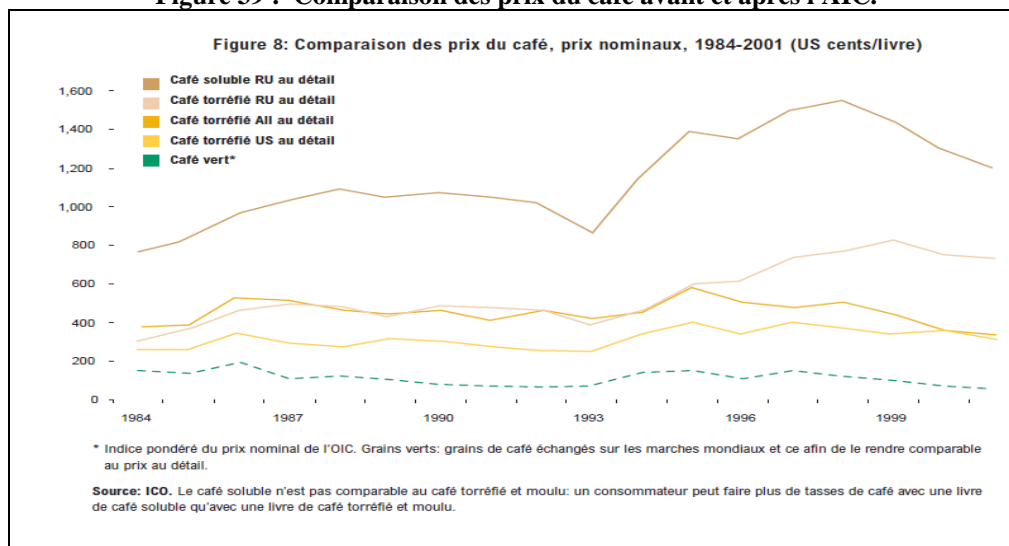
ANNEXE 3 : Répartition de la valeur ajoutée du café, le cas de l'Ouganda.

Rapport Oxfam : « une tasse de café au goût d'injustice ».



ANNEXE 4 : Les prix du café selon les niveaux de transformation.

Figure 39 : Comparaison des prix du café avant et après l'AIC.



Source : rapport oxfam, 2007

ANNEXE 5 : Calendrier des opérations de la culture du café

Tableau 12 : Calendrier de la culture du café

Operation	January	February	March	April	May	June	July	august	September	October	November	December
				Long rain						Short rain		
Mulching	X	X	X					X	X			
Removing suckers												
Weeding		X						X				
Herbicides												
Chemical fertilizer				X	X					X	X	
Organic fertilizer (manure)	X	X						X				
Fungicides insecticides		X		X	X	X	X	X	X	X		
Picking	X				X	X	X	X	X	X	X	X
Pruning	X	X										

ANNEXE 6 : Coût de la transmission du titre de propriété.

NB: other fees would be incurred if the holder is dead. The following represents simple transfer for one title deed if parents are alive and there is no disagreement over the land.

Sources : enquêtes de Patrick Mbataru, 2008

TYPE OF FEE	AMOUNT (in Kenya shillings)
Search	100
Survey	3200
Scheme plan	8000
Map	360
Registration of new land	1300
Land board	250
Title deed	8000
Miscellany (transport etc.)	3000
Total	24210

ANNEXE 7 : Bilan des 100 du mouvement coopératif au Kenya.

BOX1: IMPORTANT COOPERATIVE SECTOR STATISTICS

- Turnover of the cooperative sector in 1997: KSh.10.9 billion
- Turnover of the cooperative sector in 1999: KSh.10.2 billion
- Turnover of the cooperative sector in 2005: KSh.17 billion
- Percentage of Kenyans who derive their livelihoods directly/ indirectly from Cooperative based activities: 63%.
- Number of registered Co-operative Societies as at 2007: More than 12,000.
- Approximate number of members in the sector: 7 million.
- Cumulative amount of funds mobilized by Co-operatives as at December 2007 representing 31% of national savings: KSh.200 billion.
- Proportion at December 2007, of agriculture-based co-operative societies dealing with coffee, dairy, pyrethrum and cereals: 38%.
- SACCOs comprise 48% of cooperative societies.
- Approximate number of people with direct employment from Co-operative based institutions: 250,000.

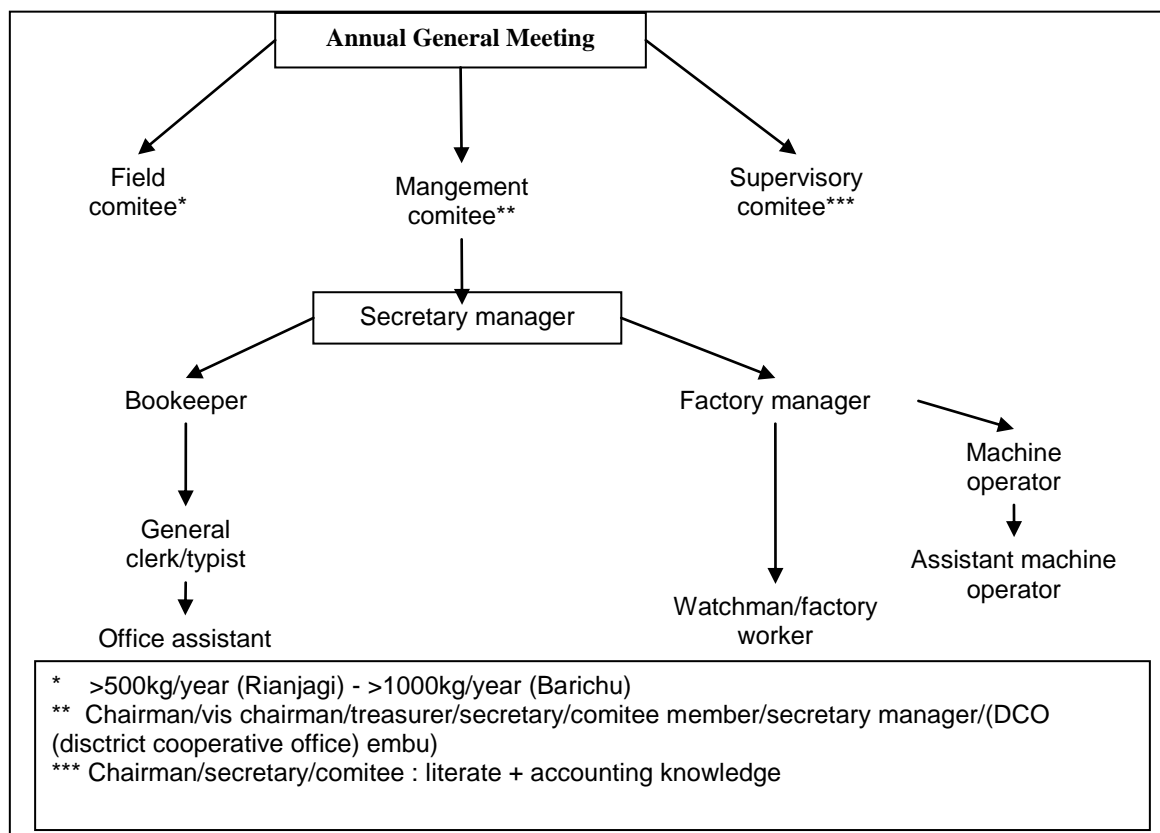
Source : Cooperative Movement of Kenya, 2008

ANNEXE 8 : Capacités de production du lait au Kenya, en 2005

	Processor	Location	Installed Capacity (lt/day)	Actual Production (lt/day)
1	KCC	Nationwide	1,200,000	20,000
2	Brookside	Thika/Ruiru	200,000	150,000
3	Premier Dairy	Kericho	150,000	100,000
4	Spin Knit Dairy Div	Nakuru/Nairobi	150,000	100,000
5	Meru Central Dairy	Meru	100,000	40,000
6	Limuru Milk Processors	Kiambu	60,000	35,000
7	Kilifi Plantation	Kilifi	40,000	30,000
8	Lelkina Dairy	Molo/Nakuru	30,000	20,000
9	Aberdare Creameries	North Kinangop	30,000	15,000
10	Donyo Lessos	Eldoret	20,000	10,000
11	Delamere	Naivasha	15,000	10,000
12	Nyota Dairy	Kitale/Trans-Nzoia	15,000	10,000
13	Kenya Milk Products	Nakuru	15,000	6,000
14	Ilara Dairy	Rongai/Nakuru	40,000	5,000
15	Sotik Dairy	Kericho	15,000	5,000
16	Guilford Institute	Njoro	10,000	4,000
17	Eldoville Farm	Nairobi	8,000	4,000
18	Chesumot	Kericho	6,000	4,000
19	Happy Cow	Nairobi	5,000	3,000
20	Palm House Dairy	Kiambu	5,000	3,000
21	Unigate Dairy	Nairobi	5,200	2,000
22	Echuka Farm	Kiambu	5,000	2,000
23	Eldairy Products Ltd	Eldoret	5,000	2,000
24	Teita Estate	Mwatate	5,000	2,000
25	Solai Mawa Factory	Solai/Nakuru	3,000	2,000
26	Aberdare Cheese	Naivasha	8,000	1,500
27	Sunpower Products	Kiambu	3,000	1,500
28	Bio – Foods	Nairobi	4,000	1,000
29	Stanley & Sons Ltd	Machakos	3,000	1,000
30	Kiambaa Dairy	Kiambu	2,000	1,000
31	Farmfresh	Nairobi	2,000	1,000
32	Danoma Ltd	Mombasa	1,500	1,000
33	Supa Duka	Nakuru	1,500	1,000
34	Crystal Dairy	Kikuyu	1,000	500

Source : Dairy Board of Kenya, 2005

ANNEXE 9 : Organigramme d'une coopérative type



Sources : personnes

ANNEXE 10 : Densité, pauvreté rurale et diminution de l'azote

Figure 40 : Repartition de la population au Kenya

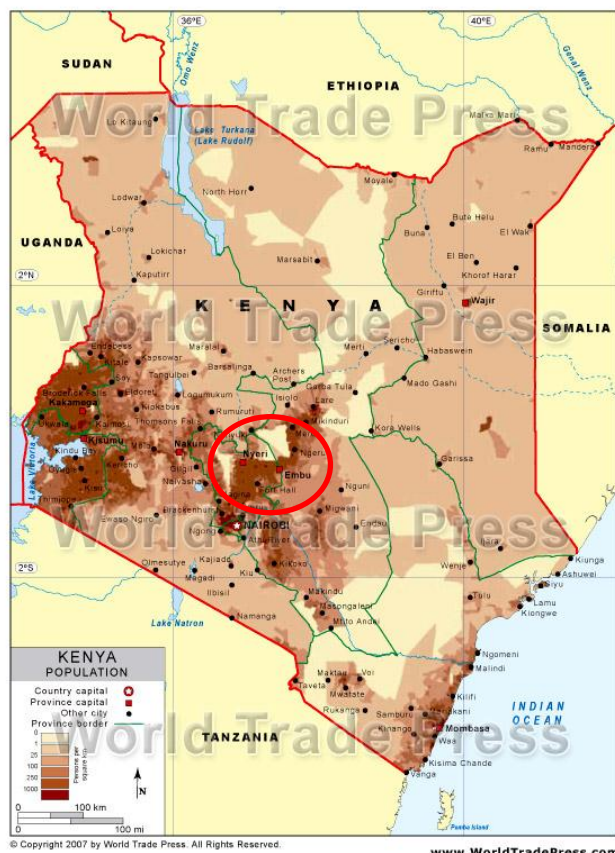


Figure 41 : Incidence de la pauvreté rurale au Kenya

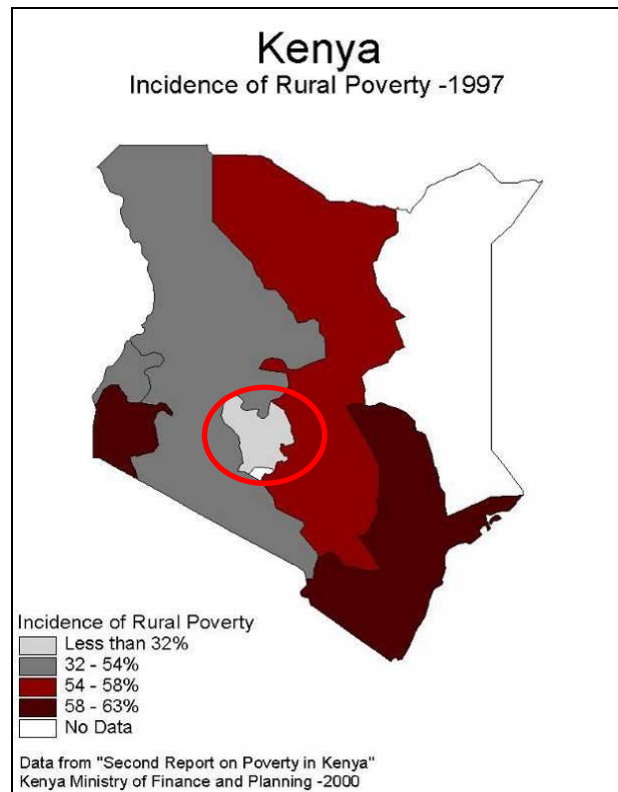
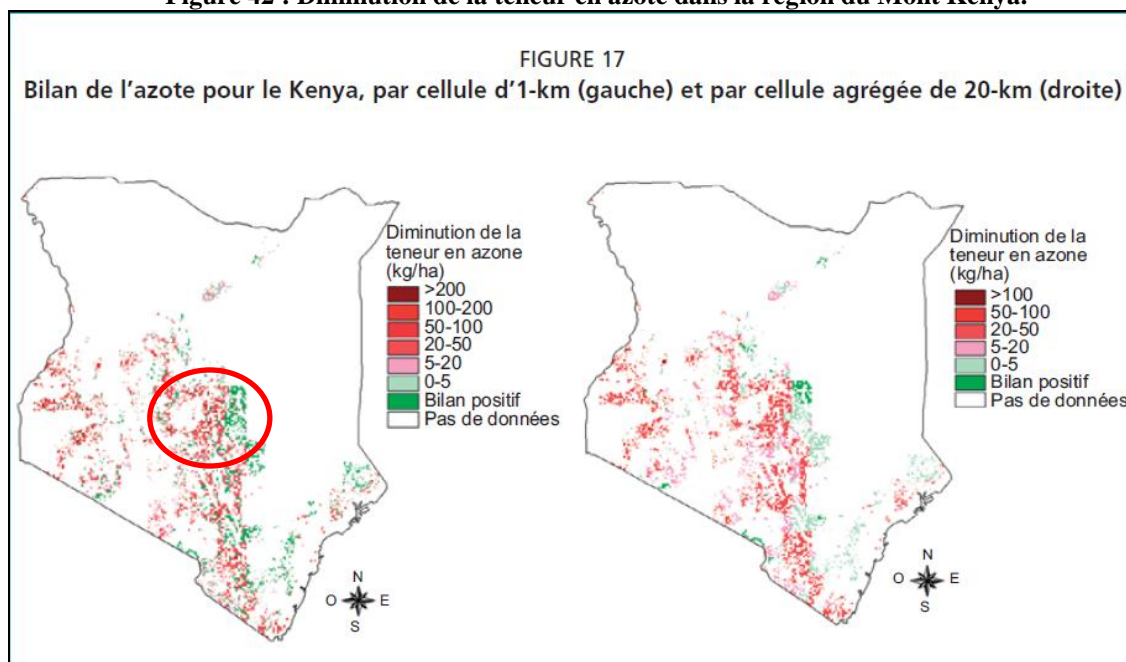


Figure 42 : Diminution de la teneur en azote dans la région du Mont Kenya.



ANNEXE 11 : Comparaison des 5 dotations des zones étudiées

	Karatina	Kangema	Embu
Natural	UM1/UM2	UM1	UM2/UM3
	Théier/caféier/laiterie	Théier/laiterie	Caféier/maïs
Infrastructure	Marché/ 1supermarché / plusieurs coopératives de café / centre de collect de lait / collect des macadamia / Moulin posho mill for maize, Farmer's choices (pork)/	Market / Tea factory / carpenter school / coffee and milk cooperative / Butcherries (goats and chicken consumption)	Market / 3 supermarket / coffee cooperative / Company and cooperative for milk / posho mill for maize
Financial	Cooperative bank, equity, sacco, murata...	Cooperative bank, equity, sacco, murata...	Cooperative bank, equity, sacco, murata...
Social net	Family, marry-go around, organic group (EM effective microorganisms)	Family, marry-go around, Kenya women organisation, dairy group	Family, marry-go around, women group for milking goats, cows, organic (EM), bee-keeping
Human (labour cost) 1 day with lunch			
	150 ksh	100 ksh	150 ksh (200 without lunch)
1/2 day	100 ksh	80 ksh	100 ksh

Sources : Personnelles

ANNEXE 12 : Comparaison des différences d'interactions entre les producteurs et la coopératives.

	Karatina	Kangema	Embu
	Barichu farmers society	Iyego farmers society	Rianjagi society
Number of members	3686	11123	1300
Bank of the society	Cooperative bank of kenya		
Credit limit for the society	1,5 000 000 ksh	120 000 000 ksh	1,2 000 000 ksh
Bank of the farmers	Mathira SACCO/ TAIFA SACCO	The whole bank (Equity/murata/SACCO...)	Not specified
Suppliers of chemical	Tropicals/ Karatina suppliers	Tropicals/ KPCU	Thika/ Embu town
Price of fertilizer (Ksh)	1800 --> 3500	2500 -->3700	3500-->4800
INPUT	50kg of chemical for 300kg of coffee	According to the kilogramme delivered to the factory: 20ksh/kg (ex: 500 x 20 = 10 000ksh of chemical is allowed)	15ksh/Kg produced
PICKING	5ksh/kg (accumulative from march to oct, then after each month (nov, dec, january and february)	Before coffee is sold : Coffee Payment Advance in january (5ksh/kg) after picking also used for school fees	5ksh/kg paid cash (3ksh/kg at the end of every week during the peak + 2ksh/kg at the end of the whole picking season)
SPRAYING		1ksh/tree but the price is actually 25ksh/tree (cooperative subsidies the difference)	10 sprayers put at disposition of the farmer (3days maximum)
SCHOOL FEES	5ksh/kg in january (facultative) will be deducted after the payment		Give a small advance according to the case after talking to the management (january/february and august/september)
PAYMENT	May/june (20ksh), July/august (10 ksh) coffee paid 30ksh/kg	March to may and september/august	2/3 times/year (1st crop in april/may and sometimes august/september, 2nd crop in october)

Sources : personnes

ANNEXE 13 : Critères déterminés lors de la phase de préparation terrain

1. Identification de la diversité des systèmes de diversification des revenus :

Activité	Variables à étudier	Méthodes et outils
Etude des usages	<i>Système de culture et élevage</i> <ul style="list-style-type: none"> - les terres cultivées => superficie, type de sol, topographie, hydrographie... - les équipements, l'outillage - les espèces et les variétés cultivées - main d'œuvre - les intrants.... - les pratiques paysannes => itinéraire technique (date de semis, récolte, traitement temps de travail, nombre de travailleurs),... 	Bibliographie, ISS, Transects Calendrier
Etude des modes de gestion	<i>Système de production</i> <ul style="list-style-type: none"> - systèmes agroforestiers - rotation, - choix des cultures, - choix économiques (stockage, vente, auto consommation, ...) - capital/insécurité/temps de travail 	Bibliographie, ISS Schémas par les paysans Calendrier
Etude des impacts des pratiques (positifs et négatifs)	Evolution des milieux dans le temps, Evolution des pratiques, Choix de la qualité,	ISS. Schémas des typologies

2. Etude du cadre socio organisationnel des systèmes de production :

Activité	Variables à étudier	Méthodes et outils
Etude des usages	Surface des productions Composition des familles, main d'œuvre Ethnie, Lignage, Réserves alimentaires villageoises Types de contrat, de statut	Bibliographie ISS Enquête ménage
Etude des modes de gestion	Système foncier, Droit coutumier (droit d'usage, permanent, fermage, vente...), Système d'héritage Rôle des catégories : homme, femme, enfant Centre de décision, hiérarchie	Bibliographie ISS Enquête ménage Diagramme de Venn
Etude des impacts des pratiques (positifs et négatifs)	Evolution et organisation des responsabilités Evolution de la répartition des terres et droits	ISS Carte sociale Carte des flux

ANNEXE 14 : Questionnaire quantitatif

VARIABLES	Open QUESTIONS (AKT)	Précision	Quantitative
ACTORS/ Family	Can you tell us about your activities?	Can you describe us the different activities you did until now? How big is your family? What are they doing?	Number of children living inside and outside the farm. Level of education
HISTORY village/ actor	Can you tell us about the history of the village/this place?	How long have you been living here for? Where did you live before? Why did you decide to settle here?	Date of arrival in the area
CULTURAL SYSTEM : breeding, Transformation : products, uses and practices	Where do you get your different resources from?	What do you cultivate? What animals do you have? What are they used for? Do you practice intercropping? Agro forestry?	Diversity of production
		What do you do with the products extracted from the trees? Do you use any process?	Species of trees
		Does somebody in your family work outside the farm? What kind of work is it?	Income from off farm work
Cultural system COFFEE	How big is your coffee production?	What is the area of your coffee production? How many trees? What quantity did you produce this year? How old is your plantation?	Number of coffee trees/area Quantity of coffee (kg, bags) Age of the trees
	How do you produce it?	Which means are necessary for the coffee production? When do you need them? Who gives you the inputs? Who is doing the picking? (family, employees)	Quantity of fertilizer, insecticides, fungicides Price of picking and inputs
	How is the quality of your coffee?	What are the characteristics of a good coffee quality? How could you improve it?	Category of quality the farmer think belonging to
RULES : Access to land, work, capital, contracts	How did you get your lands?	Since when do you have them? When did you start to cultivate them? Where do you cultivate your lands? Do others persons have some rights on these lands? Who are they? What kinds of rights do they have?	Area total available to cultivate Area rented/leased
MANAGEMENT Production system	How are manage the different productions?	Are they all belonging to your family? How is divided the works within the family?	Number of people working in the farm

LINKS BETWEEN THE ACTORS : power relationship, decision center	What kinds of relationship do you have with the others farmers inside the village? Outside the village?	Who decide the management of the different production? Who is playing a role during the coffee production? In which periods? How do you get registered to a cooperative? Did you change the cooperative? Are you member of the crop committee?	Member's number
FLUX	How do you use/sell your different production?	What is the part of your consumption? Who do you exchange with in the village? Outside the village?	Kilos of crops consumed
		What do you sell? Where do you sell your different production? Where are they sold after? Whose person? When do you get paid? How long does it take (days, week)?	Number of bags/kilos sold Prices Periods of payment
		Can you tell us the travel followed by the coffee after harvesting? How are you paid? (When do you get paid?)	
	What is the received money used for?	Are you supporting/supported anyone outside the farm? Who are they?	Did you buy new tools, plants? How much do you spend in: - food, drink (Salt, sugar, oil...)? - clothes (non uniform), school fees - Accessories (Cars, TV)?
		Are you savings money? What for? Do you barrow money? Do you have a loan to pay back?	Term of loan
STRATEGIES, RELATIVE IMPORTANCE OF THE ACTIVITES (agriculture, changes, others...)	What is your main activity?	What benefits do you get in producing it? What is the role playing by the coffee in your production system? (Coffee, shade, wood, remember prosper period).	
	Did you change it?	When? Who advice you? Who teach you?	Year of the decision
	Can you explain us what has changed in your activities? How did you manage to adjust your situation?	What kinds of problems did you have in your activities? What is changing in your work organisation? Who helped you? (family, village, cooperative, producer organization)	Determinants of decision
PROJECTS, FUTURE :	What projects do you have for your future?	What perspectives do you have of your activities? What do you plan to produce for the next years?	
		Do you have something else to tell us about the organization of your activities?	
		Do you have any question to ask us?	

ANNEXE 15 : Questionnaire quantitatif

Factory

Member number

Name

HOUSEHOLD

Characteristic (include relatives)	Number of children	Number of person dependant on the farm
Lady		
Man		
Pre-primary school		
Primary school		
Secondary		
University		

Head of household

- Age and Sexe

Production means

- Water
 - o River/pipe/rain
- Electricity
- Animals
 - o Kinds of animals: goat/sheep/cattler
 - o Number
- Tools
 - o Sprayer
- Land
 - o Size of the farm/area total cultivated:
 - o Number of coffee tree
 - o Boundary/scattered/contiguous
 - o Land rented

Coffee production

- Age of coffee: when has it been planted?
- Variety: SL/Ruiru 11
 - o Planted/grafted/both
- Intercropping?
 - o Food crop/tree/bananas/beans?

Operations	Time spent Number of days (half/full)?	Number of persons/day	Wages ?	Price	Total
Mulching					
Weeding Hand/slashing/herbicides					
Nutrition Manure/fertilizer/CAN/N PK/lime/foliar/soil and leaf sample to CRF					
Disease control CBD,CBB, leaf rust					
Picking					
Pruning					
Transport					

INPUT	Product	Source	Number of bags/year	Price/bag	Total/year
Fertilizer					
Manure					
Insecticides					
Fongicides					
Insecticides					

OUTPUT	Quantity cherry	Price	Quantity mbuni	Price	Total
Coffee					

- Others activities/sources of income

○ in the farm :

	Y/N	Quantity	Price	Total
Food crop				
Horticulture				
Milk				
Fruit tree				
Timber/firewood tree				
Animals				

○ outside the farm :

▪ employed or casual labor

- Access to the bank for laon
- Changes/Problems :
- Plan/project/investment :

ANNEXE 16 : Echantillonnage et comparaison des coopératives étudiées

Tableau 13: Comparaison des 3 coopératives partenaires de l'étude et échantillonnage

	Ville	Karatina				Kangema			Embu	
Chaîne de valeur	Société	Barichu				Iyego			Rianjagi	
	Miller	Thika mill			Mathira mill	KPCU			Thika mill (last year), Mathira mill (next season)	
	Vente	Auction			Direct	Auction			Auction/Direct	
	Gestion	Way of certification				No idea of certification			Utz Certified	
Coopérative	Nb de membre	3 686				10 876			1 292	
	Production 2007 (Kg)	1 936 029,50				1 101 297,5			600 250	
	Nb d'usine	4				11			1	
Echantillon	Location	Closer to town		Further		Upper	Middle	Lower	Upper	Lower
	Nom de l'usine	Karatina	karindundu	Gatomboya	Gaturiri	Marimira	Main iyego	Mununga/ Watuha	Rianjagi	
	Nb of farmers	15	15	15	15	20	20	20	20	20

Sources : Coopératives, personnelles, 2008

ANNEXE 17 : Restitutions présentée à Baricu Society, Karatina, 16.11.2008

Muriega, Good Morning and Thank u for coming.

My name is Mathilde. I'm a student. I have been working in Central Kenya, Karatina, Kangema and Embu for almost 5 months now in order to study the coffee farming system.

The main purpose of doing individual interviews in the 3 different areas was to understand your needs in coffee farming.

In total, 160 farmers have been interviewed.

The objective of the study is first of all to understand the factors affecting coffee production, in when it is profitable and why sometimes it is not.

I hope this study will have an impact on the staff extension and others stakeholders of the coffee sector to provide solution benefiting to the farmers and improving their livelihood.

I will first present some results of my work, then we will discuss them to confirm them or not. A cup of tea and some snacks will be given to thank you for your cooperation.

Introduction/Background

- Coffee is the 2nd most exchange commodity in the world trade after petrol and 70% of the coffee production comes from small scale farmers.
- 3 Crisis occurred due to :
 - Supply far exceeding demand; coffee prices have been driven to historic lows.
 - Inflation
 - Subdivision of the land
- The consequences on small holder farmers are
 - The increasing cost of production
 - Decreasing purchasing power
 - Subdivision of the land became a limiting factor to the coffee production
 - ➔ Livelihood affected
 - ➔ Coffee production is decreasing

Determinants of coffee production:

- An important coffee yield is obtained according to environmental condition like the weather, the topography and soil.
- The production can also be improved by the management of coffee farming system depending on the availability of the means of production, like capital/labor/land.
- Coffee is a cash crop so that the production depends mainly on the price, conditioned by the supply and demand of the market, the quality available and the different selling option, auction, direct sell with certification or not.

Main Problems face by coffee farmers

- In terms of equipement/production means
 - Size of the land become small
 - Labour is unreliable
 - Lack of Tools: sprayer, wheelbarrow, secateurs ...

- At environmental level
 - Soil fertility is decreasing
 - Lack of access to tap water (to spray)
 - Weather :
 - Cold and rain: coffee need to be sprayed more times
 - Drought : lack of food crop
 - Finally as far is concerned market
 - Low price of coffee and/or high cost of input
 - Lack of finance to maintain the land: inputs and wages
 - Information about the market
- => **Determinants of farmers' choices**

Other sources of income opportunity

Most of the farmers interviewed have 2 or 3 sources of income.

Coffee income takes an important part of the income, the 2nd position.

Farming system type

In the farm, I could find that farmers diversify their sources of income according to the different purposes: self-consumption, selling and stock.

For instance, cow breeding gives different product like: manure, milk and calves.

So I could observe the importance of dairy farming, horticulture, macadamia and bananas production in the income.

Moreover, the trees are very important in the farming system for their multipurpose:

- Firewood
- Fruit
- Mulching (mikimas)

Strategies

- **Category 1:** tend to diversify their sources of income by working outside the farm, investing in dairy and horticulture, and intensify by intercropping.

=> Diversification-intensification

(Off farm/dairy/horticulture/bananas).

- **Category 2:** invest in livestock (for manure), diversify their sources of income with horticulture and trees (for fruits and nuts).

=> Association of animal breeding (Coffee/dairy/horticulture/macadamia/bananas).

- **Category 3:** Elders capitalise with animals and invest in dairy farming and trees.

=> Diversification (Coffee/dairy/macadamia/avocados/bananas).

Conclusion

Coffee is only a cash crop in Kenya:

→ Importance of the price paid to the farmers to make them able to breakeven when they are maintaining the coffee properly.

Farmers' choices depend mainly on:

→ Access to the productions means:

- Capital to manage
- Fertilizer (organic or chemical): increase coffee yield or intercropping...
- Other inputs (fungicides, insecticides) and labour

→ Access to the market:

- Information on the prices (coffee and others activities) to be able to forecast
- Infrastructure:

Karatina: Horticulture (important market in East Africa).

Do you agree with all what has been presented?

Do you have anything to add?

How do you see the future of coffee?

Most of the farmers interviewed in Karatina were complaining about the costs of inputs. Although prices are not bad in Karatina compared to others areas, after calculation, at the end of the year many farmers are losing money.

What are their interests of growing coffee?

As far is concerned the wage, young people working outside the farm and elders (>60 years) require to spend more in wages than others, the money earned from coffee is not enough to wage, how do they manage to finance the labour?

ANNEXE 18 : Traduction en Kikuyu de la restitution

Muriega kiroko

Njitaguo, Mathilde, na ndimurutwo kuma faranja,

Gwa kahinda kahinda ka mweri itanoo, ningoretwo na anrimi guku kwanyu, ngienda guthoma mubango wa murimire wanyu.

Muoroto wakwa na njira njarri nikuenda kumenya mathina manyu thiini wa urimi wa kahua. Na niundu woguo ri, ninjaritie na arimi igana ria mirongo itandatu guku gatagati ka bururi wa Kenya, ngienda kumenya maundu maria megie urimi wa kahua:

Muoroto na njira nguhi nikwenda guthugunda kiria gitumaga rimwe kahua kagie faida, na rimwe kage.

Ndirehoka uthuthuria uyu niokohotithia kugacirithia urimi nakuoguo maicha ma murimi, na njira ya kuhingia mabataro make. Ona ningi guteithiria ngirigaca ona andu aria megie urimi wa kahua nigetha mateithie mirimi guikara wega.

Arimi aingi aria matuheire uhoro guku karatina matetegagira muno thogora wa indo cia kurima kahua ta bataraita. Angi maragia muno uhoro wa marihi guthuka.

No ona kuri uguo, marihi timoru muno guku karatina ukiringithania na miena ingi, thutha wa kurutithania mahuthiro ma urimi wa kahua.

Mbere nene ningumuhe uria ndironire kuma kuri arimi, na thuthaini nitukwirira maundu macio hamwe na inyue maundu macio nigetha menye kana niguo kana tiguu.

MAUMIRO

Biashara ya Kahua niyo ya gakeri thini wa thi kuneneha kuma maguta ma beturu. Na gacunji ka mirongo mugwanja hari igana ga kahua gakuragio ni arimi anini.

Muthukathuko wa kahua.

- a) Niundu wa uingi wa kahua thiini wa thoko, thogora was kahua ni uthiiti muno.
- b) Muturire niugite goro muno
- c) Migunda kunyiha.

Maundu macio nimareheire murimi maundu maya:

- Arimi kuremwo kugura indo cia kurima
- Maica kugia goro
- Migunda ya nyiha kahua gakanyiha

Mathiina manene maria magomeire murimi

- Indo cia kuma : mbombo,
- Migunda kunyiha
- Kwaga andu a kuruta wira riria kwagiriiri

Thoko

- Thogora wa kahua guthuka
- Kuaga mbecha cia kugaciriria mugunda : bataraita, dawa, micar
- Kwaga kumenya wega thoko

Macio nimo maundu mara matumaga murimi ecirie uria eguika kana aguthura gwika.

Uria tungiuga.

Kahua no mumera wa kurehe mbecha kuoguo irihi ria kiro ya kahua niri bata muno hari murimi unigikurwo niakuhuto kuiga kahua ninjira iria kagirire.

Uria murimi ekaga mugandu- ini kuringanaga na :

- Mweke wa kuona indo ciakugaaciria urimi: Mbecha, Bataraita, dawa, wira
- Umenyi wa thoko : umenyi wa thogora
- Mweke wa kuendia indo ciake: ngerekano karatina

ANNEXE 19 : Résultats de la restitution de Karatina 17/11/2008

« she dresses a good picture of our farmers ».

“That report is very good, we have learnt about some activities we are doing.”

“Coffee is intercropped because it doesn’t give a lot of money to survive”

“That’s the reason why we intercrop (because) the inputs are very costly”

When we bring coffee to the factory: “You can come when the farmers are paid, and see the money earn from coffee by looking at how the farmer is dressed”

“We don’t understand what happen in the market, if it is the consumer or the buyer”

Barichu is well-known by having the best coffee in the world

The situation became worse because the land size became small and the family too big”

“Because of poor payment, the farmer cannot afford to buy land somewhere else”

Even grown up, children are forced to stay at home because there is no job

“Increasing crime/insecurity”

Feeding family is a problem →pb of health

Life expectancy drop, people are dying early. That’s why in the report the majority is under 60 years old. Majority are 40 years old

The situation is aggravated by HIV. People affected should be well fed

Our girls go to town for prostitution →increase spread of AID

Poor payment →more children drop from school after primary school because there is no money. School fees are always a problem.

Why not transferring land to children? If they get title deed:

- They will sell land
- Or get a loan from the bank and they will drink all the money/ use the money in luxury (beer/women)

→Refer to “enfant prodige”, when he comes back, he still your son and you have to take pay the bill.

“I would be very happy to know why I can’t plant if I think it is ok?”

If you tell people to plant one crop, the whole program of certification we are implementing will be affected.

“stg shouldn’t be planted inside”

We cannot go against because we know coffee will be affected. We want our coffee to stay the best like that we know god will help us and our coffee will be bought at a higher price.

Nicole: Certification environmentally friendly, certification for improving prices and livelihood

Shade tree →less yield/gd quality

Beans are good to intercrop but sweet potatoes/maize/macadamia/avocados are not that good.

Mathilde: We saw that at the end of the year you don’t earn a lot of money from coffee, so what is you interest fot continuing growing coffee?

“we use chemicals for others crops”

You can grow other crop for sell but the cost of production still high.

You don't need to attend you coffee everyday but for horticulture the labour cost is very high.
The land size doesn't permit to grow maize.

When the size of the land is small, even if you remove coffee for subsistence farming, it won't be enough, better stay with coffee.

Still you can access some credit to be able to pay school fees.

Money from milk → food/home needs
→ the rest goes for the cows again

Coffee has an assets → let us invest in other business/activities as dairy farming and horticulture

Symbiotic relationship between coffee and milk: Manure → coffee, cash from coffee goes for animal feeds → cow → milk → family.

Price of coffee not bad is the production about 30kg/tree, but most of the farmers are producing 2-5kg/tree

Our farmers need more education.

“You give me that land but I don't know how to use that land” → education system doesn't teach us

Clear way show we can survive depending on land either by education, farming, subdivide land.

Farming taken as a normal thing → but not as a business
A business doesn't survive on history, it will survive on modernity.

We'll survive young beyond the world
Talk with the mzee and me for benefiting to the future

CDF (Constituency development Fund): critical project initiated to improve our livelihood
Other way of diversification coffee production
For the price, Kenyan government has failed somewhere because has got a lot of income (when you see the dealer driving Mercedes)

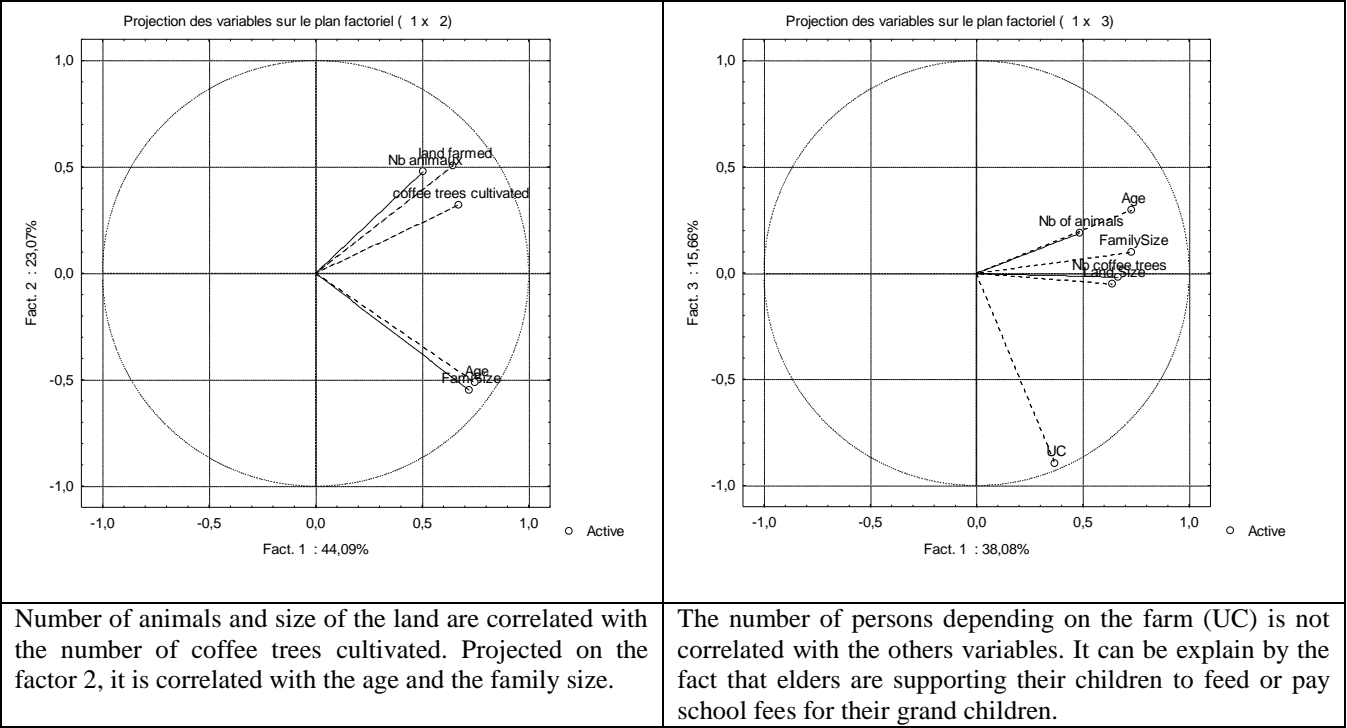
Cooperative could like to intent for farmers to access to information.

1997: Maradina United States was buying coffee

Forced to sell coffee trough auction

ANNEXE 20 : ACP des variables (surface, taille de la famille, nb d'animaux, âge, caféiers)

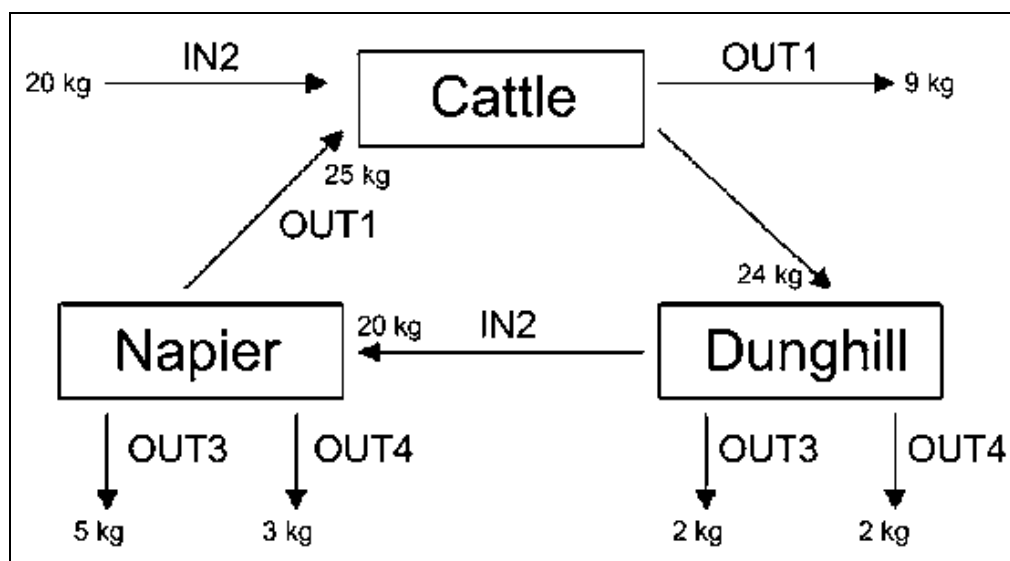
Tableau 14 : ACP avec les variables (land size, Family size, Number of animals, Age, Coffee trees)



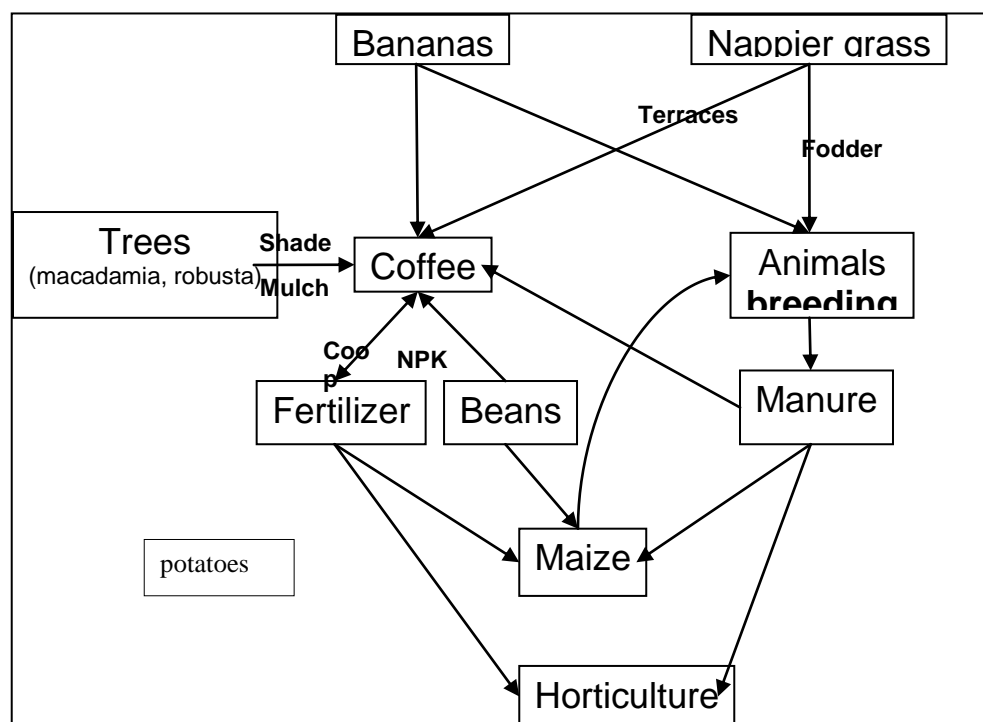
Sources : enquêtes

ANNEXE 21 : Flux de fertilité dans les exploitations

Figure 43 : Représentation quantitative des flux d'azote (kg/vache/an) en système de "zero-grazing" au Kenya.



Source: Van den Bosch *et al.* (1998b).



Sources : personnelles

ANNEXE 22 : Calcul des seuils pour une famille de 4 personnes

Survival threshold: income underneath the far is in deficit what is leading it to disappear. This threshold let us know if the farm is going to capitalize or decapitalize. Ex: Calcul for a family of 4 persons then it is calculated per person. It includes the basic needs of food cost, clothes and hygiene.

Social threshold: Added to the staple expenditure, the farmer need to spend money in social terms to be integrated into the village. To the threshold, it includes school fees (public school), school clothes, contribution to church, and contribution to traditional funeral and the price of a lamb for Christmas or Easter.

Production threshold: According to standard CRF (Coffee research foundation), 3 level of yield have been determined low, medium and high with their different cost of production. To them, it can be added the depreciation of the tool necessary.

Socio-economical renewal threshold: Survival + social + production of coffee + installation cost of SL variety (depreciation 50 years) expenditure correspond to the income under one the farmer cannot invest in his farm to progress (tools, plants, inputs... etc)

Depreciation/amortisation: 30 years because we can consider that the tools are given to the son at the same time he starts farming at around 20 years by the father (around 50 years).

Ustensils

Cooking Tools	Thermos	250	250
	Pan	1500	1500
	Lamp/each	600	600
	Utensils	300	300
	spoon	150	150
	Cup	150	150
Washing clothes	Bassine	300	300
House	Bed/each	500	1000
	Sofa/chair	2000	2000
	Mud house (nail/iron sheet)	8000	
	Wood house (wood from the farm)	20000	20000
	Wood house (without wood)	60000	
Total		26250	
Depreciation 30 years			875

adultes		2,0				
Children		2,0				
SURVIVAL		Quantity	price/day	week	year	Total family
	food					
	Carbohydrates (Kg)	8kg	48,6	340,0	17728,6	31025,0
	Vegetables	4kg	11,4	80,0	4171,4	
	Tea	250g	2,9	20,0	1042,9	
	Sugar	1kg	9,3	65,0	3389,3	
	salt	100g	2,9	20,0	1042,9	
	fat	1kg	10,0	70,0	3650,0	
	Necessities					
	charcaol		28,6	200,0	3476,2	9983,3
	parafin	1L	14,3	100,0	1738,1	
	TP		2,9	20,0	347,6	
	Soap		8,6	60,0	3128,6	
	Gelly		0,7	5,0	250,0	
	tooth		2,9	20,0	1042,9	
	clothes					
	1 adult					4700,0
	Trouser	1,0			650,0	
	shirt	1,0			400,0	
	shoe	1,0			500,0	
	jacket	1,0			300,0	
	underwear	1,0			500,0	
	1child					3000,0
	Trouser	1,0			400,0	
	shoe	1,0			400,0	
	pull over	1,0			200,0	
	shirt	1,0			500,0	
	Health/pers					
					2000,0	4000,0
	Tools (cooking/washing)					
						875,0
TOTAL SURVIVAL THRESHOLD						53583,3
SOCIAL expenditure	Education					
	Books				250,0	
	Uniform				500,0	
	School fees				10000,0	21500,0
	to visit family					
					1000,0	2000,0
	Church/family					
	Sunday celebration (1sheep/goat)			10,0	480,0	
TOTAL SOCIAL						=24960
TOTAL SURVIVAL+SOCIAL TRESHOLD						77674

Tableau 15 : Calcul du seuil de survie pour 4 personnes

(The coffee quarterly, “Economics of Coffee production”, Issue No.6, 2007, KCTA (Kenya Coffee Traders Association).)

Tableau 16 : Coût de production selon différentes intensités de conduite.

Management level	Low	medium	High	Mean
yield (Kg of clean coffee/ha)	216	419	912,56	512,52
representation (%)	46,94	32,65	20,41	1
Average payout (Ksh/kg of Cherry)	9,05	13,47	17,83	13,45
Yield (Kg of Cherry/ha)	1512	2863	6387,89	3587,64
Yield (Kg of cherry/tree)	1,13684211	2,15263158	4,80292481	2,69747368
Gross revenue/ha	13683,6	38564,61	113896,11	48253,76
Variable Costs				
Fertilizers	-	3352,5	8325,8	4590
Manure	3325	13300	26600	14408,33
Fungicides: green copper	-	875	2692,8	1189,27
Insecticides: Dursban	-	455	2046	833,67
Labour				
Hand weeding	1596	3192	6720	3836
Canopy Management: Pruning	3990	3990	4480	4153,33
Handling and desuckering	-	1773,33	3660	1811,11
Fertilizer Application	-	127,68	600	242,56
Fungicide/Insecticide application	-	1330	3459	1596,33
Manure application	266	1230	2462	1319,33
Picking : Main	2751,84	5210,66	12000	6654,17
Light	290,3	659,64	936	628,65
Cost of production/ha	12219,14	35495,81	73981,6	41262,75
Cost per tonne of clean coffee	56570,11	86786,82	81069,38	79148,55
Gross margin/ha	1464,46	3068,8	39916,44	7688,24

Sources : CRF

Tableau 17 : Coût d’installation pour la variété SL

1ha=1330 coffee trees	Cost of establishment
No of seedlings	1330
Cost of seedlings	6650
Manure	19950
TSP	3192
Furadan (5%g)	6650
Transport	4000
Sub-total	40442
Labour	
Land preparation	6250
Measuring and marking holes	900
Digging holes	13300
Mixing and filling holes	6650
Planting	2660
Sub-total	29760
TOTAL	70202
	1,055669173

Sources : CRF

Tableau 18 : Récapitulatif des seuils

Survie	+ Social	Nb of coffee trees	+ coûts d'installation	+ coûts de Production			= renouvellement socio-économique		
				Low	Medium	High	Low	Medium	High
52714,3	24960,0	1,0	1,1	9,2	26,7	55,6	77684,5	77702,0	77731,0
52714,3	24960,0	20,0	21,1	183,7	533,8	1112,5	77879,1	78229,2	78807,9
52714,3	24960,0	50,0	52,8	459,4	1334,4	2781,3	78186,4	79061,5	80508,3
52714,3	24960,0	100,0	105,6	918,7	2668,9	5562,5	78698,6	80448,7	83342,4
52714,3	24960,0	200,0	211,1	1837,5	5337,7	11125,1	79722,9	83223,1	89010,5
52714,3	24960,0	300,0	316,7	2756,2	8006,6	16687,6	80747,2	85997,6	94678,6
52714,3	24960,0	500,0	527,8	4593,7	13344,3	27812,6	82795,8	91546,4	106014,8
52714,3	24960,0	1000,0	1055,7	9187,3	26688,6	55625,3	87917,3	105418,5	134355,2
52714,3	24960,0	1500,0	1583,5	13781,0	40032,9	83437,9	93038,8	119290,7	162695,7

Sources : enquêtes

ANNEXE 23 : Prix du café payé aux producteurs selon les coopératives

KARATINA	Cherry				Mbuni
	2001/2002	2006	2007	2008	2008
Karatina		22,65	20,3	31,5	66,15
Karindundu		23,4	22,25	29,95	64,45
Gatomboya		26,85	20,45	29,85	63,35
Gaturiri		27,55	25,5	40,3	66,55

KANGEMA		2001/2002	2005/2006		2006/2007		2007/2008	
		price	Cherry	Mbuni	Cherry	Mbuni	Cherry	Mbuni
1	Iyego main factory	0,9	19,2	33,95	23,35	39,5	24,6	42,85
2	Mununga	0,65	17,7	43,25	20,85	33,65	22,35	39,75
3	Gatubu	2,25	16,25	32,35	22,3	29,6	26,35	45,75
4	Marimira	3,5	20,65	21,95	23,75	28,85	28,4	46,5
5	Kabiruini	1	16,05	33,3	21,25	25,5	18,9	40,9
6	Watuha	1	17,7	34,25	25,7	38,95	24,5	45,85
7	Gathima	2,4	21,35	35	24,2	31,55	24,45	46
8	Gitura	0,6	18,55	35,35	23,9	37,25	24,45	42,3
10	Thangathi	1,45	18,55	29,15	27,9	41,95	24,7	46
12	Kirangano	0,2	12,15	32,6	18,05	32,1	19,45	35,5

EMBU	97/98	98/99	99/2000	2000/01	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Rianjagi	33,35	16,6	16,65	5,25	7,15	9,05	17,65	18,55	20,95	18	30,35

ANNEXE 24 : classification de la qualité du café pour les 3 coopératives étudiées

Coffee grade Iyego

2005/2006	AA	AB	C	PB	T	TT	W1	W2	E	SB	Total	Parchement %loss	
Stations de lavage 1	9783	22708	13402	4133	305	685	3507	2462	-		56985	75208	24
2	7459	14099	6399	2255	319	377	5530	3132			39570	53040	25
3	4799	12470	7416	1416	141	185	3945	2681			33053	44911	26
4	5575	19918	10509	1712	692	1525	1945	3577			45453	57688	21
5	2746	5102	2401	925	122	195	4211	2233			17935	24265	26
6	3658	8372	4117	901	108	126	2956	1367			21605	28138	23
7	7702	12797	5376	2595	216	364	5729	2927			37706	49860	24
8	8573	16873	7853	3309	261	295	4044	2295			43503	56797	23
10	3339	7585	4033	1422	40	119	1402	966			18906	24733	24
12	1304	3415	1858	430	111	95	2603	2131			11947	16392	27
TOTAL	54938	123339	63364	19098	2315	3966	35872	23771	0	0	326663	431032	24
%	17	38	19	6	1	1	11	7	0	0	100		

2006/2007	AA	AB	C	E	PB	T	TT	W1	W2	E	SB	Total
1	15392	43148	11758	201	2707	537	2435	2197	1530		25	77198
2	9632	14558	3181	134	1065	177	871	4447	1182			34182
3	10949	21918	4723	59	1141	127	936	5388	962			45062
4	13826	31772	7579	206	2457	145	1442	2326	656			57952
5	3206	4504	1072	75	406	103	259	2177	894			12290
6	5412	11521	2657	90	713	188	737	1827	118	10		22550
7	12244	15602	3151	164	1134	181	1655	5308	1130			39435
8	11369	24522	6081	145	1635	204	1226	1740	840			46127
10	5921	10416	2264	78	898	89	618	397	198			19981
12	1616	3793	1099	32	370	114	288	1267	1633	18		9842
TOTAL	89567	181754	43565	1184	12526	1865	10467	27074	9143	53	0	364619
%	25	50	12	0	3	1	3	7	3	0	0	100

Coffee grade Barichu

2003-2004	Classe 1-3 (%)	Classe 4-6	Classe 7-8
Karatina	72,8	26	0,8
karin dundu	42,5	57	0,5
gatomboya	71	28	1
gaturiri	62,2	37,5	0,2

2004-2005	Classe 1-3 (%)	Classe 4-6	Classe 7-8
Karatina	52,5	45	2,5
karin dundu	53,9	41,1	5
gatomboya	68,8	28,9	2,3
gaturiri	51,4	48,6	-----

Coffee grade Rianjagi

	2005 %		2006 %		2007 (1st crop) %	
AA	17546	21	11177	13	10059	27
AB	32732	39	45759	52	17464	47
C	16011	19	5776	7	4434	12
TT	801	1	4284	5	393	1
T	1014	1	1123	1	473	1
PB	8546	10	7593	9	2269	6
E	0	0	130	0	84	0
UG1	6317	7	3032	3	1157	3
UG2	1819	2	8655	10	882	2
R	0	0	543	1	0	0
Total	84786	100	88072	100	37215	100
2	0	0	0	0	0	0
3	31098	37	5269	6	26535	71
4	28985	34	28955	33	4497	12
5	15052	18	24823	28	4257	11
6	8383	10	28036	32	929	2
7	1340	2	1401	2	997	3
Total	84858	100	88484	100	37215	100

ANNEXE 25 : Place du café parmi les sources de revenus monétaires

Figure 44 : Nombre de source de revenus monétaires et positionnement du café, Karatina.

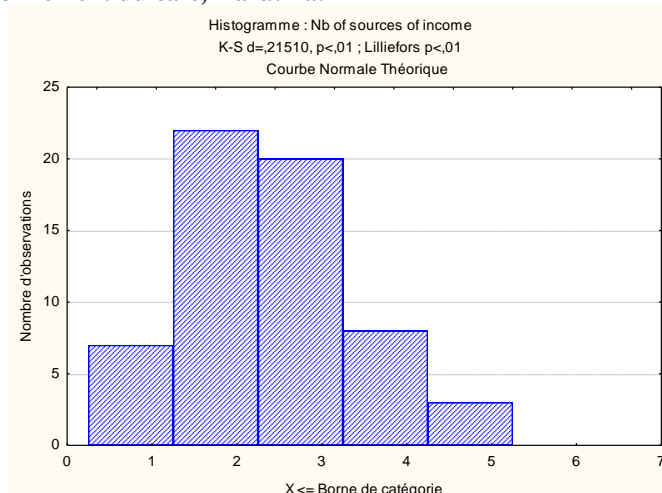
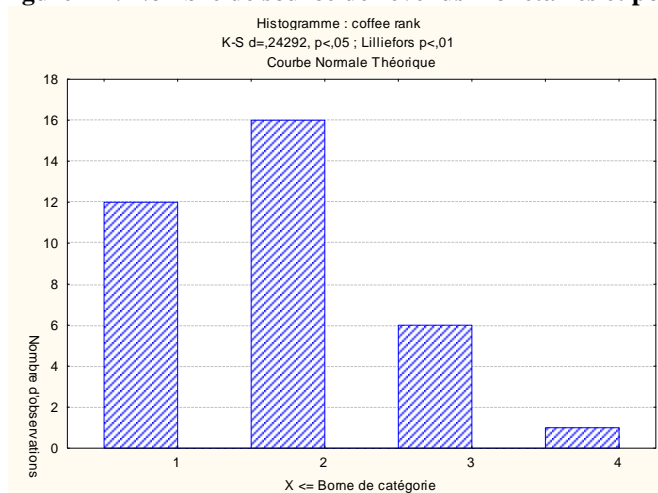


Figure 45 : Nombre de source de revenus monétaires et positionnement du café, Kangema

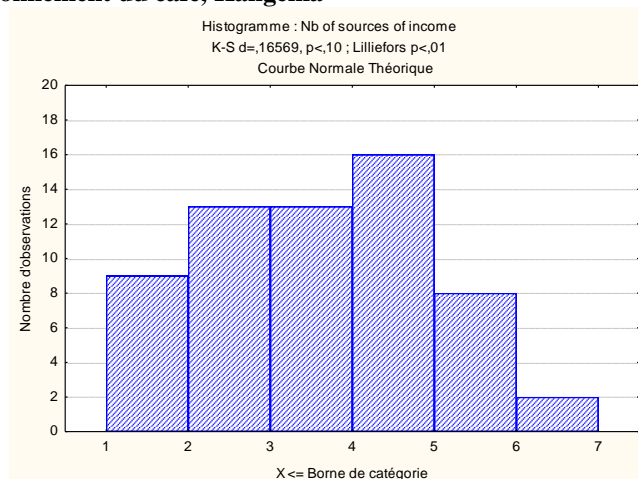
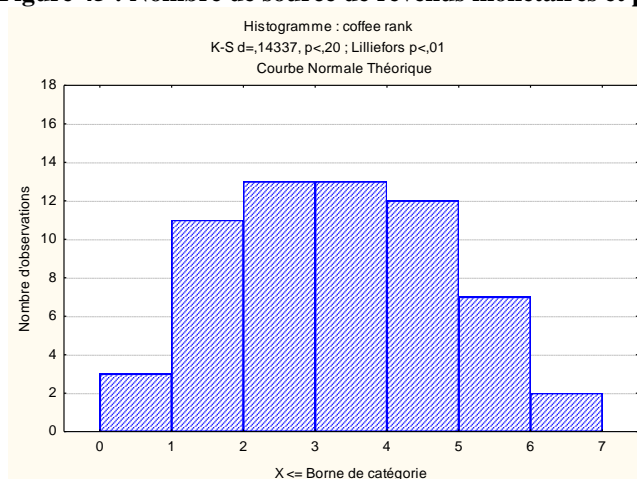
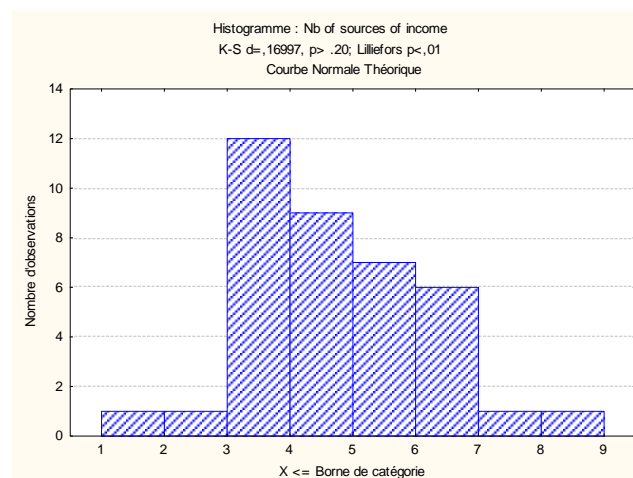
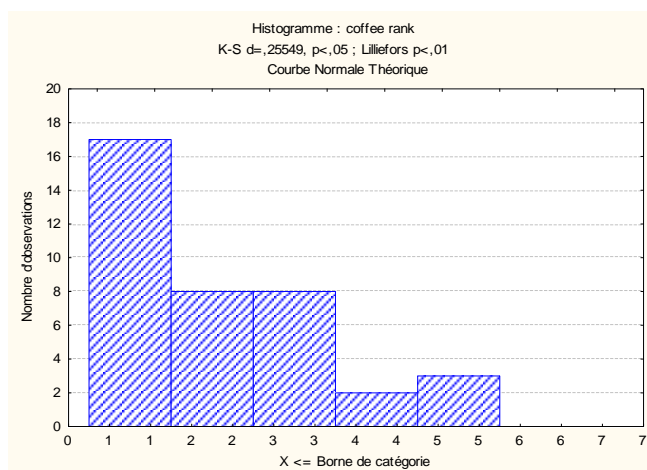


Figure 46 : Nombre de source de revenus monétaires et positionnement du café, Embu.



Sources : enquêtes

ANNEXE 26 : ACM, profil de producteurs

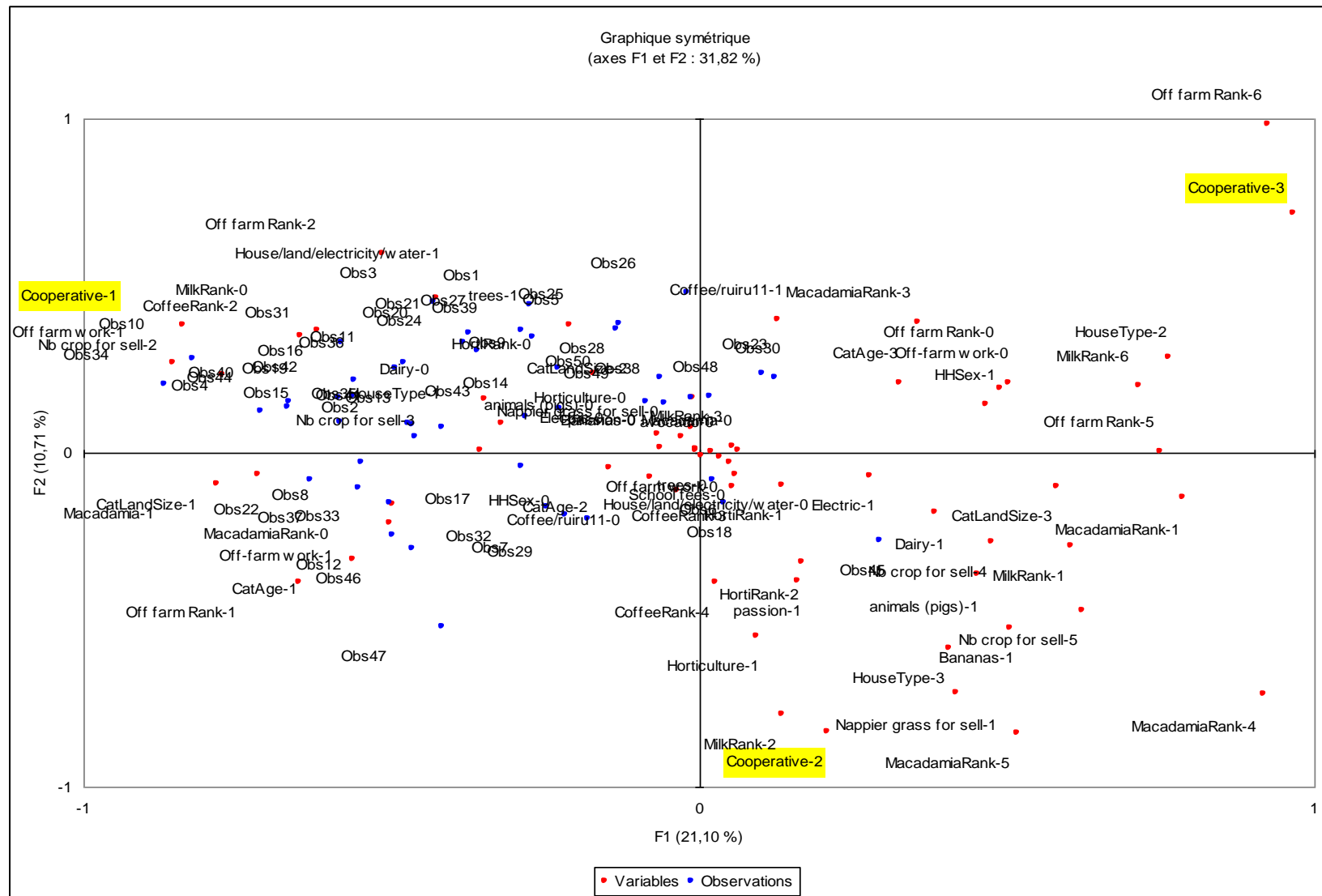


Tableau 19 : ACM, dépouillement des facteurs F1 et F2 : les profils de stratégie dégagés

Négatif	F1	Positif	Négatif	F2	Positif
Cooperative-1		Cooperative-2	Cooperative-2		Cooperative-3
HHSex-0		Cooperative-3	HouseType-3		CatAge-3
CatAge-1		HHSex-1	Nb crop for sell-5		Nb crop for sell-7
CatAge-2		CatAge-3	Nb crop for sell-6		Off-farm work-0
CatLandSize-1		CatLandSize-3	CoffeeRank-5		CoffeeRank-1
HouseType-1		HouseType-2	CoffeeRank-6		Off farm Rank-0
Nb crop for sell-1		HouseType-3	CoffeeRank-7		MilkRank-4
Nb crop for sell-2		Nb crop for sell-4	MilkRank-2		MilkRank-5
Nb crop for sell-3		Nb crop for sell-5	HortiRank-3		HortiRank-6
Off-farm work-1		Nb crop for sell-6	MacadamiaRank-4		HortiRank-7
CoffeeRank-2		Nb crop for sell-7	Dairy-1		MacadamiaRank-2
Off farm Rank-1		Off-farm work-0	Nappier grass for sell-1		Coffee/ruiru11-1
MilkRank-0		CoffeeRank-1	Horticulture-1		
HortiRank-0		CoffeeRank-5	House/land/electricity/water-0		
MacadamiaRank-0		Off farm Rank-0			
Dairy-0		Off farm Rank-7			
Macadamia-1		MilkRank-1			
House/land/electricity/water-1		MilkRank-4			
animals (pigs)-0		MilkRank-5			
Off farm work-1		HortiRank-5			
School fees-1		HortiRank-6			
		HortiRank-7			
		MacadamiaRank-1			
		MacadamiaRank-2			
		MacadamiaRank-4			
		Dairy-1			
		Macadamia-0			
		House/land/electricity/water-0			
		animals (pigs)-1			
		Off farm work-0			
		School fees-0			

Sources : Dépouillement ACM, enquêtes

Figure 47 : ACP des variables (opérations, association, surfaces, famille, animaux) concernant la culture du café pour les 3 coopératives.

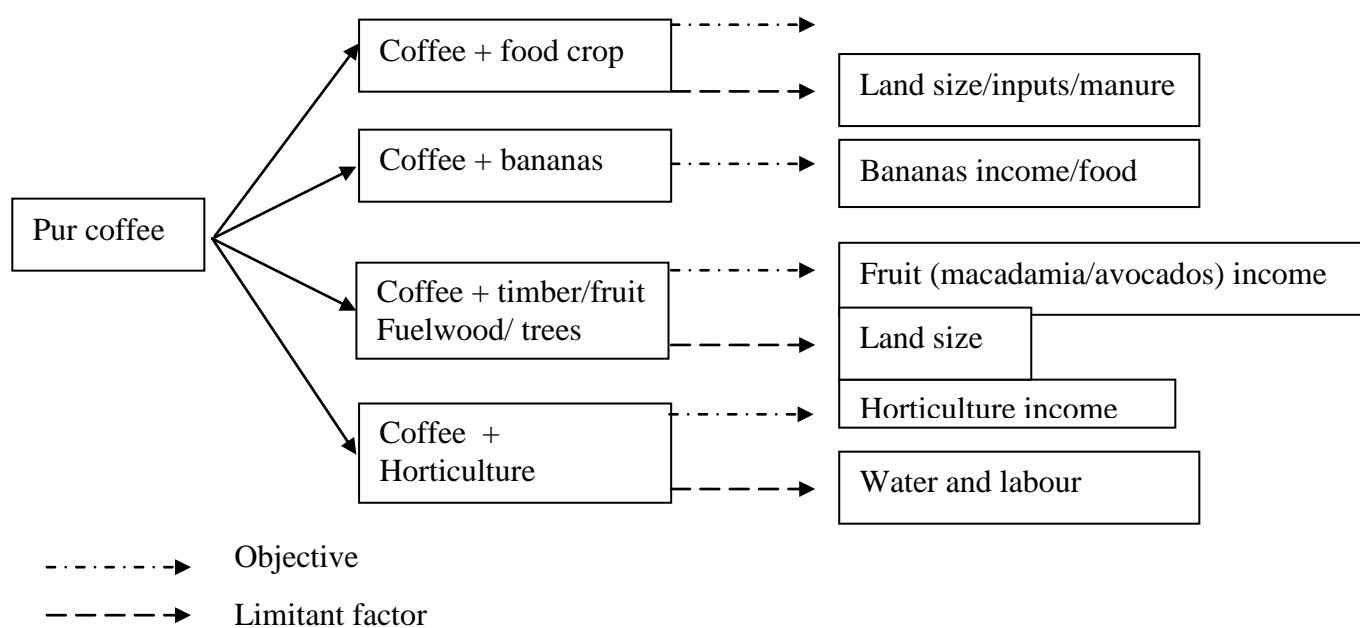


ANNEXE 28 : Les facteurs limitants des productions et associations avec le café.

Tableau 20: Les productions et leurs facteurs limitant

Activities	Type	Limitant Factor
Food crop	Potatoes/Beans/maize/pumkins/Sukumawiki	Land size/family size
Food crop intercrop	Potatoes/beans/maize/pumkins/Sukumawiki	Land size/ family size/fertilizer (organic or chemical)
Horticulture	Cabbages/Sukumawiki/ tomatoes/courgette/ aubergine/green pepper	Water and chemicals Labour Market
Fruit trees	Avocados, bananas, mangos	Land size Market
Trees	Timber/Firewood	Land size Market
Animals breeding	Cow (Milk, manure, calf)	Fodder (Napier grass/minerals) Size of the land (space to grow it) Labour (milking, feeding) Water

Sources : personnelles



ANNEXE 29 : Stratification de l'échantillon par zone et par âge

KARATI N A	Effectif	Type of household	Size of farm (acres)	Average number coffee trees	Categories of family size	Category of Age	Interest in coffee
3	19	Parents with Independant Children (no scholarship)	2,5	375	7,6	70	+++
2	28	Parents with children (primary and secondary	1,5	2 35	5,5	50	+++
1	13	Parents with young children	0,4	100	3,3	32	++

KANGE M A	Effectif	Type of household	Size of farm (acres)	Average number coffee	Categories of family size	Category of Age	Interest in coffee
3	29	Parents with Independant Children (no scholarship)	1,9	295	8,5	68	++
2	20	Parents with children (primary and secondary	1,66	210	6	51	+
1	12	Parents with young children	1,12	195	3,5	32,5	-

EMBU	Effectif	Type of household	Size of farm (acres)	Average number coffee trees	family size	Category of Age	Interest in coffee
3	19	Parents with Independant children (no scholarship)	2,6	420	8,8	70	+++
2	15	Parents with children (primary and secondary school)	2,4	320	6,0	50	++
1	5	Parents with young children	1,2	185	4,4	36	++